VALTERRA
EAU - ÉTUDES - CONSEIL

DEPARTEMENT DES VOSGES (88)
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE RAMBERVILLERS



ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

- COMMUNE D'ANGLEMONT -

RAPPORT DE PHASE 1

ETAT DES LIEUX ET ANALYSE DE L'EXISTANT

AOUT 2025

DEPARTEMENT DES VOSGES (88)
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE RAMBERVILLERS

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
- COMMUNE D'ANGLEMONT -

Etude réalisée par :

	VALTERRA Eau Etudes Conseil
Adresse	2 b, Promenade de la Pierre d'Appel - BP 24 - 88480 ETIVAL-CLAIREFONTAINE
Téléphone	03 29 58 99 81
Fax	03 29 58 99 82
Email	contactv2ec@valterra.fr

Coordonnateur du Groupement de Commandes	**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE RAMBERVILLERS** 59B, avenue du 11 novembre 88700 RAMBERVILLERS
Maître d'Ouvrage	**COMMUNE D'ANGLEMONT** 88, place Henry-Thomas 88700 ANGLEMONT
AMO	**Conseil Départemental des Vosges - SATESE** 8, rue de la Préfecture 88088 EPINAL cedex 9
Partenaires	**Agence de l'eau Rhin-Meuse** "Le Longeau" - Route de Lessy – Rozérieulles 57161 MOULINS LES METZ CEDEX
Intervenant	**SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (88)** 9, Avenue Pierre Blanck 88000 ÉPINAL

	Rapport de Phase 1
Document rédigé par :	Mohamed-Saidi ALAOUI
N° d'affaire :	V2EC 579
Date du dossier :	Août 2025
Indice de révision :	V0

SOMMAIRE

PREAMBULE 6

OBJECTIFS DE L'ETUDE 7

I - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'AIRE D'ÉTUDE 9

1. Situation géographique et administrative 9

2. Contexte climatique 10

3. Analyse du milieu physique et naturel 12

4. Les risques naturels, les enjeux environnementaux et sanitaires 20

5. Contexte socio-économique 25

6. Consommation en eau potable 27

7. Eaux usées théoriques à l'horizon 2045 28

II - CADRE REGLEMENTAIRE DE L'ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT 29

III - DOCUMENTS CADRES SUR LE TERRITOIRE D'ETUDE 30

1. Urbanisme 30

2. Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhin-Meuse 30

3. Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) 34

4. Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) 34

5. Règlement de service du Syndicat Départemental d'Assainissement Non Collectif des Vosges (SDANC 88) 34

IV - SYNTHESE DES ETUDES REALISEES 35

1. Contexte général 35

2. Diagnostic des réseaux de collecte 35

3. Enquêtes et investigations de terrain 36

4. Données pédologique et carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif 36

5. Analyse de l'habitat 36

6. Étude du milieu naturel 37

7. Conclusion 37

V - PREDIAGNOSTIC DE L'ASSAINISSEMENT EXISTANT ET DE SON CONTEXTE 38

1. Ouvrages publics d'assainissement 38

2. Assainissement non collectif 39

VI - ANALYSE DES SPECIFICITES LOCALES ET DES CONTRAINTES D'ASSAINISSEMENT 43

1. **Aperçu méthodologique.....43**
2. **Etude du scénario de mise en conformité de l'Assainissement.....43**
3. **Etude du scénario de mise en place d'un assainissement collectif.....47**

VII - ANALYSE DU CONTEXTE DE LA GESTION DES EAUX PLUVIALES 48

1. **Contexte réglementaire 48**
2. **Bilan de la gestion actuelle des eaux pluviales 48**
3. **La doctrine du Grand Est pour la Gestion Intégrée des Eaux Pluviales (GIEP) 49**
4. **Méthodologie de gestion des niveaux de pluie et dimensionnement des ouvrages 50**
5. **Solutions proposées pour la gestion intégrée des eaux pluviales 51**
6. **Conclusion et recommandations.....51**

POURSUITE DE L'ETUDE ET ORIENTATIONS DE LA PHASE 2 52

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Plan de situation (source : IGN - réalisation : V2EC, 2024) 9
Figure 2 : Le climat de la zone d'étude (source : Les types de climats en France, Joly et al., 2020)..... 10
Figure 3 : Températures normales "1991-2020" à ROVILLE (source : Infoclimat) 11
Figure 4 : Normales pluviométriques "1991-2020" à ROVILLE (source : Infoclimat) 11
Figure 5 : Carte topographique IGN (source : SIGES Rhin-Meuse)..... 12
Figure 6 : Carte géologique du BRGM (sources : SIGES Rhin-Meuse) 14
Figure 7 : Points d'eau référencés sur le territoire communal (SIGES Rhin-Meuse)..... 15
Figure 8 : Carte d'identification des cours d'eau (réalisation : V2EC – source données : DDT88)..... 17
Figure 9 : QMNA 5 du réseau hydrographique à proximité - source : geo.eau-rhin-meuse.fr 17
Figure 10 : Localisation de la station de mesure de la qualité des eaux (source : Geo.rhin.meuse).... 18
Figure 11 : Qualité *de la Masse d'Eau* (source : site du S.I.E.R.M) 19
Figure 12 : Extrait de la carte des zones potentiellement humides (source : GeoSas)..... 20
Figure 13 : Sensibilité aux remontées de nappes (données : Data Géorisques - réalisation V2EC)..... 21
Figure 14 : Indice de développement et de persistance des réseaux (source : SIGES Rhin Meuse)..... 22
Figure 15 : Aléas retrait et gonflement d'argiles (source : BRGM - réalisation V2EC) 23
Figure 16 : Périmètres de protection des captages (sources : ARS Grand Est - réalisation V2EC)..... 24
Figure 17 : Evolution de la population entre 1968 et 2021 (source : données de l'INSEE) 25
Figure 18 : Evolution du parc des logements entre 1968-2021 (source : données de l'INSEE) 25
Figure 19 : Parc de logement prévisionnel à ANGLEMONT 26
Figure 20 : Evolution du prix de l'eau *« € T.T.C. »* / m³ (*SISPEA* – SI des eaux de la Belvitte) 28
Figure 21 : Méthode de travail par cycle de gestion de la DCE..... 31
Figure 22 : Déclinaison de la DCE à l'échelle départemental (masse d'eau) 31
Figure 23 : Etat des lieux sur les masses d'eau du territoire de la 2C2R (source : POAT, 2C2R)..... 32
Figure 24 : Actions retenues pour le territoire de la 2C2R (source : POAT, 2C2R) 33
Figure 25 : Plan des réseaux d'assainissement 38
Figure 26 : Grille d'évaluation issue de l'arrêté du 27 avril 2012..... 40
Figure 27 : Répartition des contrôles réglementaires du SDANC88 selon l'état de conformité..... 41
Figure 28 : vue aérienne du bourg d'ANGLEMONT (source : Google Maps, 2025) 44
Figure 29 : Niveaux de service pour la gestion des eaux pluviales (Doctrine Grand Est, 2020)..... 50

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du taux d'occupation des logements 26
Tableau 2 : Charges en EH des activités existantes..... 27
Tableau 3 : Consommations en eau potable entre 2021 à 2024 27
Tableau 4 : Etat de conformité de l'ANC (source : contrôles du SDANC 88)..... 41
Tableau 5 : Niveaux de service pour la gestion des EP - Principe de la doctrine Grand-Est 50

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Comparatif d'occupation des sols
Annexe 2 : Contexte de zonage d'assainissement et références
Annexe 3 : Plan des réseaux d'assainissement
Annexe 4 : Fiches exutoires
Annexe 5 : Plan d'analyse de l'état des ouvrages d'assainissement
Annexe 6 : Carte des réseaux d'eaux pluviales et des bassins versants associés
Annexe 7 : Plan d'assainissement existant
Annexe 8 : Liste des immeubles identifiés et coefficients spécifiques de difficulté associés
Annexe 9 : Proposition du scénario d'assainissement collectif
Annexe 10 : Fiches GEPU

PREAMBULE

Le paysage rural en France peut souvent être décrit de la façon suivante :

- Un bourg principal où l'habitat est plus ou moins groupé autour de l'église, de la mairie ;
- Des logements dispersés ou formant des hameaux, disséminés de manière aléatoire à travers la commune, séparés par de vastes zones agricoles ou forestières.

Ce type d'habitat se distingue généralement par une forte concentration dans les bourgs, tandis que les autres bâtiments, notamment ceux récemment construits sont plus dispersés. Dans ce contexte, le choix d'un système d'assainissement représente un enjeu à la fois technique et économique pour les gestionnaires locaux de l'assainissement.

Les systèmes d'assainissement non collectif (ANC) basés sur les filières traditionnelles[1] ont été considérés comme peu concevable en raison des contraintes liées à la densité de l'habitat, tandis que les projets de création de systèmes d'assainissement collectifs ont été abandonnés en raison des contraintes financières importantes et des coûts élevés des travaux.

Aujourd'hui, les solutions techniques de mise en place d'un assainissement non collectif répondant aux différentes situations et contraintes locales sont existantes. L'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques des systèmes d'ANC s'est ouvert sur les possibilités de développer des technologies compactes, sous conditions que ces procédés bénéficient d'un agrément des Ministères de l'Ecologie et de la Santé[2].

Le choix de la solution adéquate est cependant largement dépendant de l'état général des équipements d'assainissement existants, aussi bien à l'échelle de la parcelle (équipements privés) qu'au niveau des réseaux et ouvrages publics.

A ces éléments facilement identifiables, s'ajoutent les changements intervenus dans les habitudes domestiques des populations. L'élévation générale du niveau de vie en relation avec une plus grande disponibilité des ressources en eau se caractérise par une grande consommation de cet élément par les ménages et un volume de rejets par conséquent plus important, avec des pointes saisonnières au cours desquelles les ressources en eau sont les plus vulnérables et la qualité des cours d'eau plus sensible, soit en période d'étiage estival.

Or, l'amélioration du bien-être des populations ne pourrait être satisfaisante sans la prise en compte du facteur « qualité de l'eau et du milieu » qu'il convient de préserver.

L'éventail des techniques étant aujourd'hui largement ouvert, divers scénarios seront alors proposés dès les phases initiales de la présente étude. Le zonage d'assainissement identifiera la solution d'assainissement à envisager, adaptée au contexte particulier de la commune, et compatible avec ses capacités financières et techniques.

[1] Filières traditionnelles : systèmes conventionnels composés du prétraitement (fosse toutes eaux), éventuellement un bac dégraisseur, traitement principal (épuration des eaux usées par un épandage dans le sol).
[2] Portail interministériel sur l'ANC https://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/

OBJECTIFS DE L'ETUDE

La commune d'ANGLEMONT ne dispose pas aujourd'hui de système d'assainissement collectif complet permettant d'assurer la collecte et le traitement des eaux usées produites sur les immeubles. Toutefois, des réseaux d'assainissement desservent la quasi-totalité des secteurs urbanisés du village. Ces ouvrages collectent aujourd'hui les eaux de toutes natures et les évacuent sans aucun traitement vers le milieu naturel par l'intermédiaire de nombreux exutoires.

Conformément à l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), une étude de zonage d'assainissement a été réalisée entre 2000 et 2008. L'étude a conduit à proposer le zonage d'assainissement collectif sur l'ensemble de la commune d'ANGLEMONT (hormis les écarts). Par ailleurs, compte tenu du coût élevé de la construction d'un système d'assainissement collectif pour une commune rurale, les capacités financières de cette dernière ne permettaient pas la réalisation du système qui devait être mis en œuvre suite au zonage d'assainissement initial.

Aujourd'hui, en l'absence de système d'assainissement collectif, les eaux usées produites par les immeubles devraient donc être traitées individuellement au niveau de chaque immeuble, avec toutefois des degrés d'épuration divers suivant l'âge des constructions et le type de filières mises en place à l'origine. Il est ainsi probable qu'une partie des effluents soient rejetés aujourd'hui vers le milieu naturel sans aucun traitement préalable, si ce n'est d'anciennes fosses septiques individuelles.

Face aux évolutions technologiques et aux nouvelles contraintes réglementaires et environnementales, la commune a décidé de mettre à jour son schéma directeur et zonage d'assainissement. Cette mise à jour est d'autant plus pertinente qu'elle intervient après la publication de l'arrêté du 7 septembre 2009, fixant les prescriptions techniques des systèmes d'assainissement non collectif. Cet arrêté a permis l'émergence de technologies d'assainissement compactes, de faible encombrement, sous réserve qu'elles soient agréées par les Ministères de l'Écologie et de la Santé. Ces nouvelles technologies pourraient, dans certains cas, rendre l'assainissement individuel viable, là où il avait été jugé difficile voire impossible lors des études précédentes.

Ce changement de perspective ouvre de nouvelles possibilités pour les habitations qui, dans le passé, avaient été incluses dans le zonage d'assainissement collectif.

Au regard du coût élevé de l'assainissement collectif, particulièrement dans les zones rurales, et des nouvelles aides financières disponibles de l'Agence de l'Eau et du Conseil Départemental des Vosges, il devient nécessaire pour la commune d'obtenir des informations plus précises sur les solutions envisageables. Cette étude vise donc à offrir aux élus les éléments techniques et financiers nécessaires pour choisir les solutions d'assainissement les plus adaptées à la gestion des eaux usées domestiques.

Les objectifs principaux de cette étude sont les suivants :

- Garantir aux habitants actuels et futurs des solutions durables pour l'évacuation et le traitement des eaux usées ;
- Respecter l'environnement en préservant les ressources en eaux souterraines et superficielles ;
- Trouver le meilleur compromis économique pour les collectivités ;
- Se conformer à la législation en vigueur.

L'étude se déroulera en trois phases :

- **Phase 1 :** Etat des lieux et analyse de l'existant ;
- **Phase 2 :** Étude comparative technico-financière des solutions d'assainissement ;
- **Phase 3 :** Modification du zonage d'assainissement et enquête publique.

Cette première phase doit conduire à une parfaite connaissance du contexte local, et l'établissement d'analyses et des synthèses :

- Dans le cadre d'un diagnostic du territoire communal au sens large (démographie, urbanisme, topographie, géologie, milieu naturel, etc.) ;
- Sur la configuration et les contraintes de l'habitat ainsi que des parcelles situées en zones constructibles ;
- Des résultats de contrôles de l'assainissement individuel existant, selon les données du Syndicat Départemental d'Assainissement Non Collectif des Vosges (SDANC 88) ;
- Des données de fonctionnement des équipements d'assainissement en place et des réseaux s'ils existent ;
- Sur les données issues des études et zonage réalisés initialement.

I - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'AIRE D'ÉTUDE

1. Situation géographique et administrative

ANGLEMONT est une commune située dans le département des Vosges (88), à environ 6 km au Nord-Est de RAMBERVILLERS, siège de la Communauté de Communes de la Région de Rambervillers (2C2R) et à 25 km à l'Est d'EPINAL. Elle s'inscrit dans un paysage de piémont vosgien, entre zones agricoles et massifs boisés.

Le village est situé en retrait de la RD435, route reliant RAMBERVILLERS au Sud-Ouest à BACCARAT (54) au Nord-Est.

Les communes limitrophes d'ANGLEMONT sont les suivantes :

- NOSSONCOURT par le Nord ;
- MENIL-SUR-BELVITTE par l'Est ;
- BRU par le Sud-Est ;
- RAMBERVILLERS par le Sud-Ouest ;
- DONCIERES par le Nord-Ouest ;

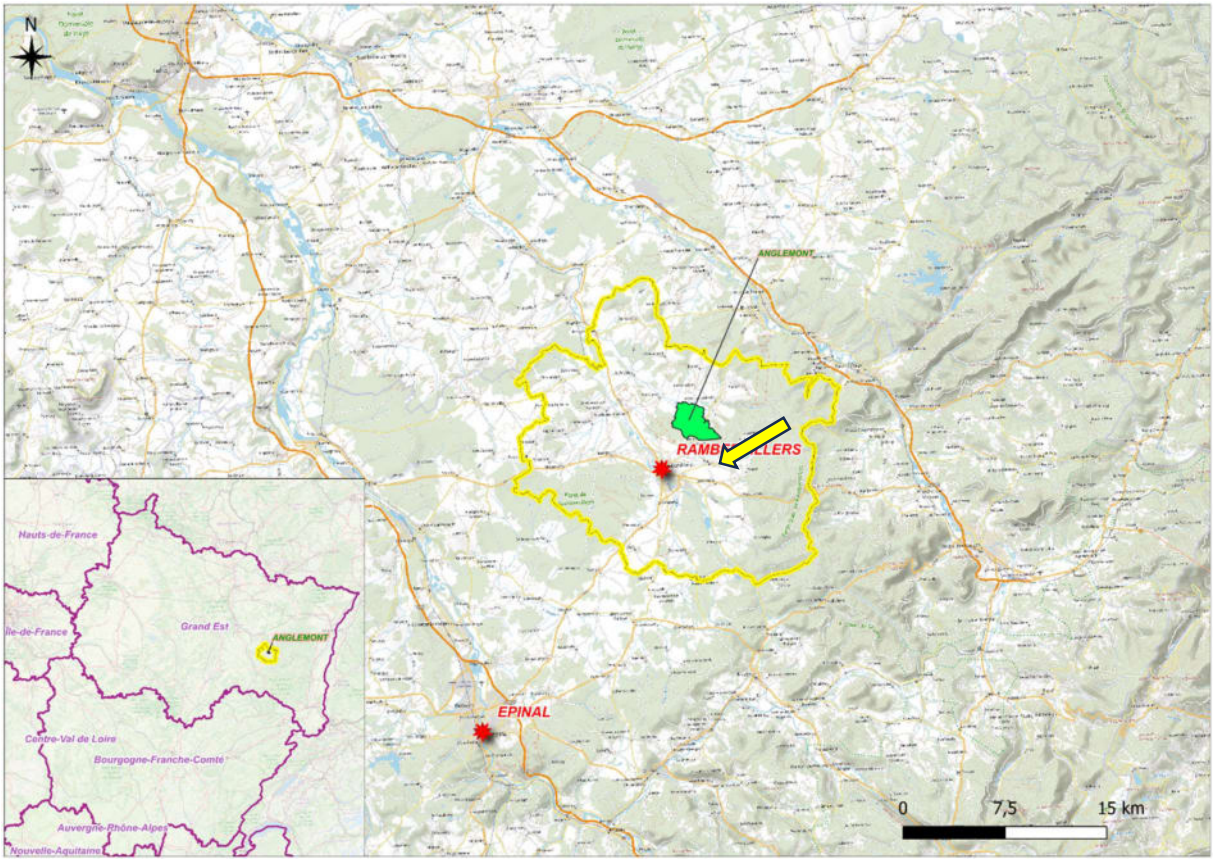


Figure 1 : Plan de situation (source : IGN - réalisation : V2EC, 2024)

2. Contexte climatique

Le climat au niveau de la zone d'étude (territoire de la 2C2R) est de type « **semi-continental et des marges montagnardes** ». Comme le présente la figure suivante, le massif des Vosges influence fortement le territoire de la 2C2R dont fait partie la commune d'ANGLEMONT. La figure suivante illustre la zone d'étude sur une carte de répartition des climats en France métropolitaine (hors corse) :

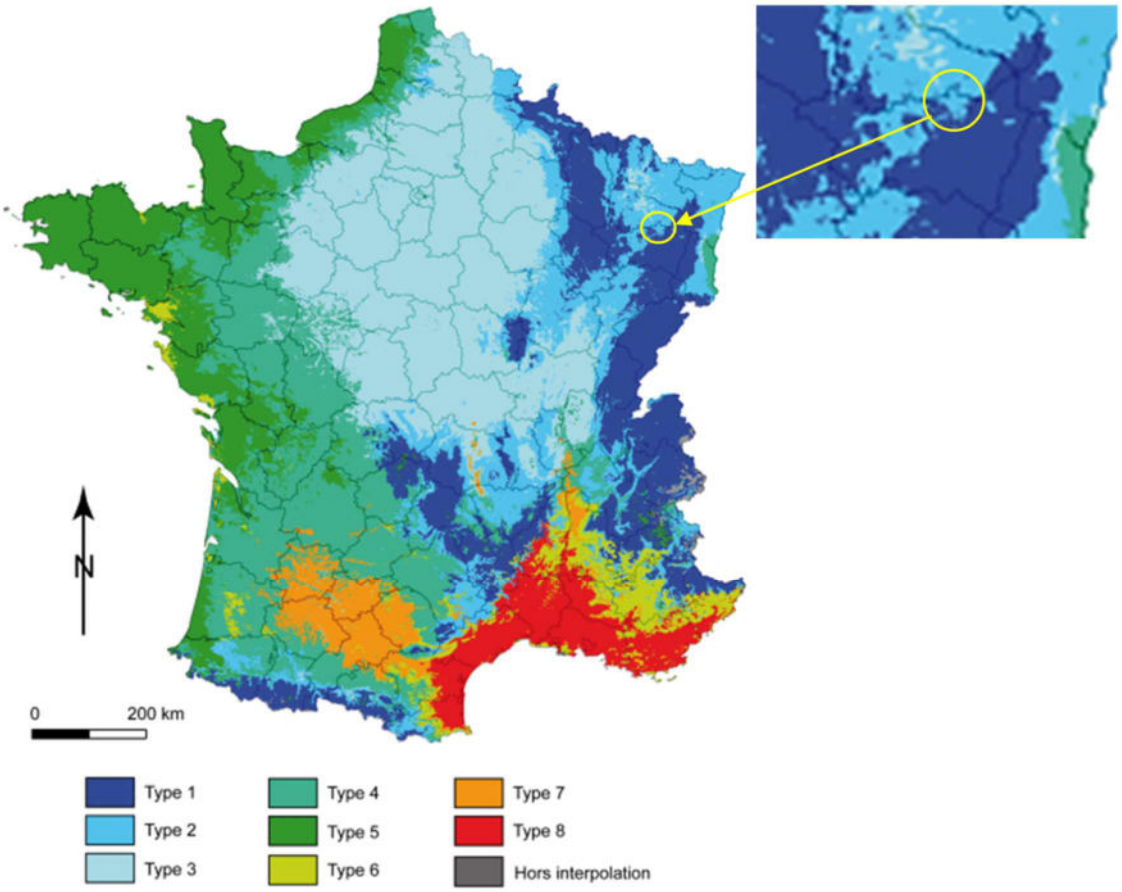


Figure 2 : Le climat de la zone d'étude (source : Les types de climats en France, Joly et al., 2020)

Les températures au niveau de la zone d'étude sont très variables, avec des saisons contrastées, froid en hiver et des étés ensoleillés.

Les figures suivantes présentent les normales climatiques calculées sur 30 ans au niveau de la station météorologique de ROVILLE (88), soit la période type de référence définie par l'organisation météorologique mondiale.

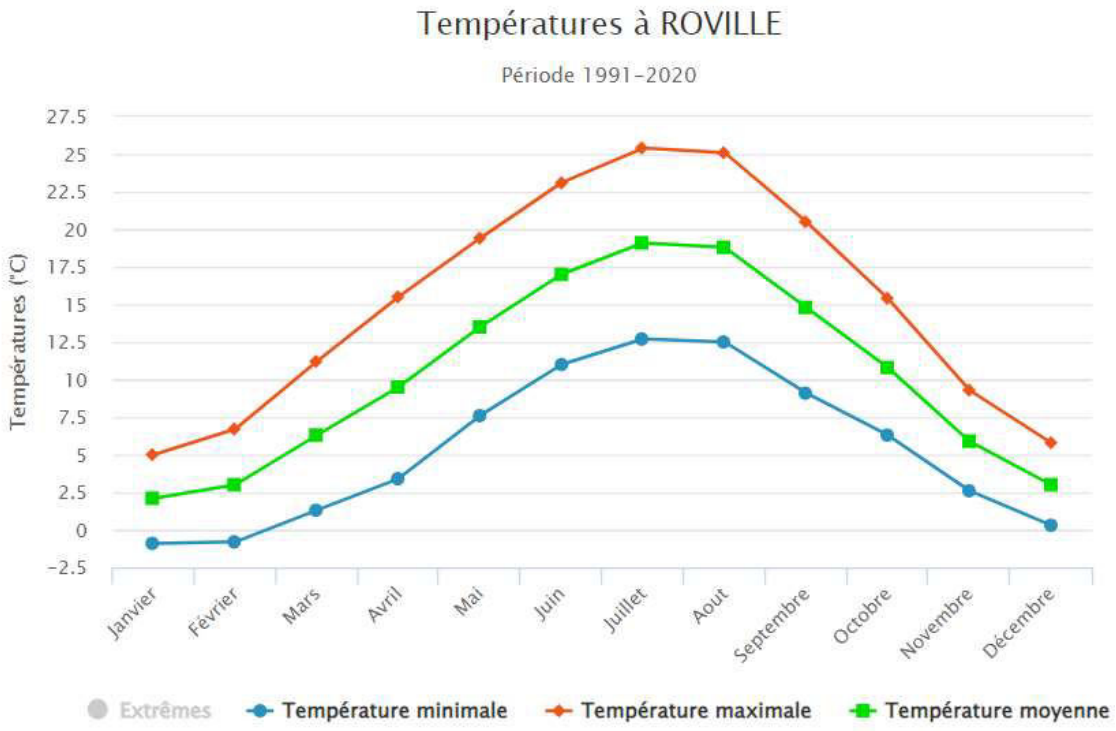


Figure 3 : Températures normales "1991-2020" à ROVILLE (source : Infoclimat)

La pluviométrie au niveau de ROVILLE s'élève à environ 824 mm annuellement suivant les normales climatiques « 1991-2020 », contre 934 mm en moyenne en France.

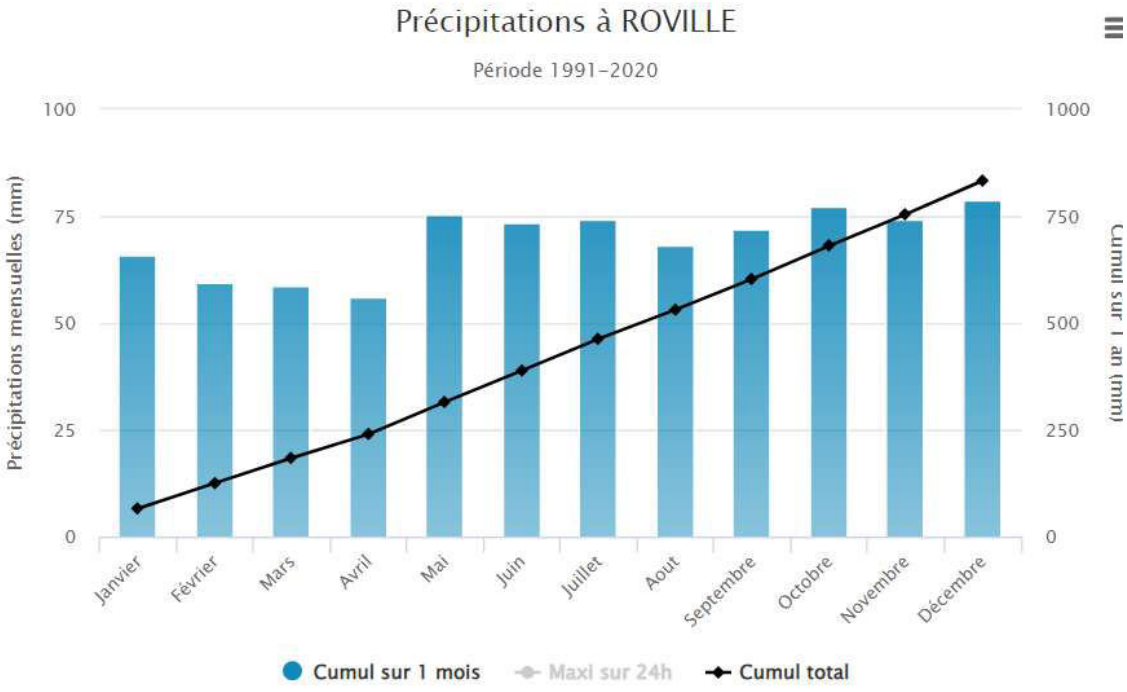


Figure 4 : Normales pluviométriques "1991-2020" à ROVILLE (source : Infoclimat)

3. Analyse du milieu physique et naturel

3.1 Topographie et occupation du sol

L'aire d'étude, à dominante rurale, couvre une superficie d'environ 593 hectares. Elle présente une topographie variée, avec une altitude oscillante entre 269 m NGF au Nord et 363 m NGF au niveau des sommets forestiers situés au Sud du territoire.

Le territoire communal se distingue par la prépondérance des activités agricoles. Les sols sont majoritairement constitués de terres arables (38,1 %) et de prairies (33,2 %), complétés par des zones forestières représentant 23 % de la surface. Les espaces urbanisés, quant à eux, ne couvrent que 5,8 % du territoire.

La répartition des sols pour la commune d'ANGLEMONT en 2021 est comparée à celle du territoire de la 2C2R en annexe 1 du présent document (source : OCS Grand Est).

La carte topographique suivante illustre la configuration du territoire communal :

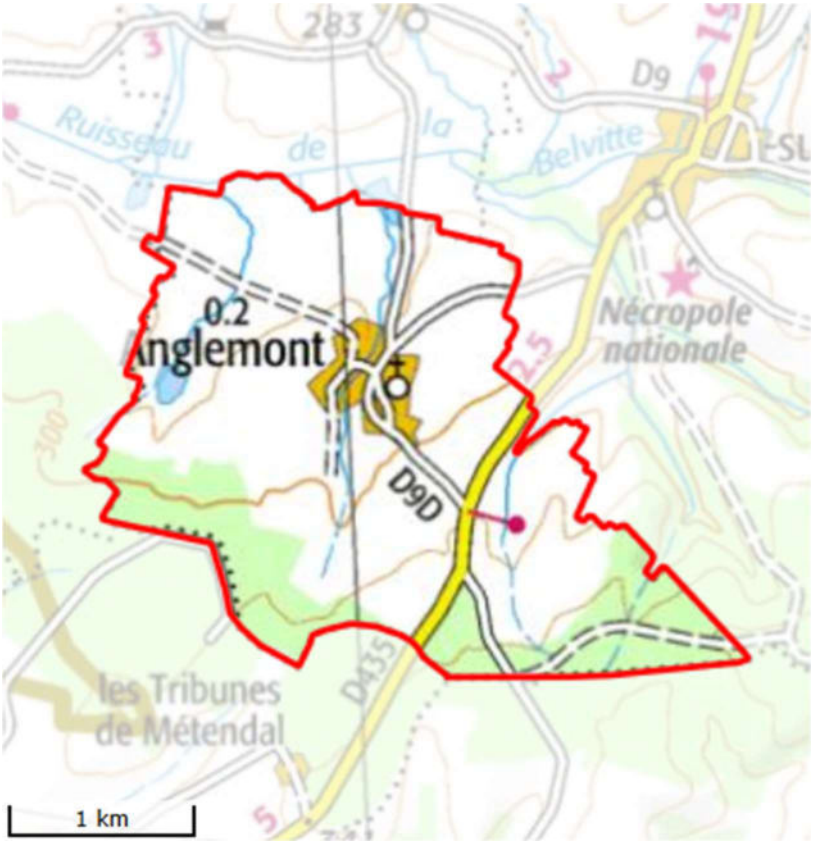


Figure 5 : Carte topographique IGN (source : SIGES Rhin-Meuse)

3.2 Géologie et hydrogéologie

a) Géologie

La représentation des couches superficielles géologiques de la commune d'ANGLEMONT est donnée par les cartes géologiques du BRGM au 1/50 000 (voir extrait plan qui suit). Les couches géologiques rencontrées sur le territoire d'étude sont :

- **Alluvions récentes « Fz »**
  Ces alluvions proviennent essentiellement du démantèlement des massifs gréseux, elles sont peu argileuses. La puissance en est généralement faible (4 à 5 m, mais localement elle peut dépasser 10 m : vallée de *la Mortagne* à RAMBERVILLERS ou à AUTREY où elles sont activement exploitées). Il s'agit ainsi de dépôts en fond de vallées entaillées par les cours d'eau.

- **Bundsandstein supérieur / Muschelkalk inférieur (Grès coquillier) « t2e-3b »**
  Il s'agit d'une couche de grès appelée Grès coquillier, correspondant à la transition entre le Bundsandstein supérieur et le Muschelkalk inférieur. Sur la carte géologique de RAMBERVILLERS, cette formation est peu développée et se compose d'un grès dolomitique ocre-jaune, d'environ 3 à 4 mètres d'épaisseur, situé entre les argilites du Muschelkalk moyen et les grès du Trias inférieur.
  Le Grès coquillier présente un faciès marin, mais son épaisseur est souvent réduite, voire absente dans certaines zones. En raison de cette variabilité, il est parfois intégré au **Grès à Voltzia** qui présente une épaisseur importante, comprise entre 25 et 30 mètres. Il se compose de deux niveaux principaux, identifiables de haut en bas :
  - Le **Grès argileux**, d'une épaisseur de 5 à 10 mètres, formé par une alternance de bancs fins (décimétriques) de grès micacé de teinte lie-de-vin et d'argilites rouges. Ces bancs gréseux, souvent continus sur plusieurs dizaines de mètres, présentent fréquemment des rides de courant. On y observe parfois des couches intercalées de grès jaune à nodules dolomitiques, annonçant localement le passage au faciès du Grès coquillier.
  - Le **Grès à meules**, situé en dessous, est un grès fin de couleur rose violacé, parfois gris ou blanc. Il a été largement utilisé pour la construction et la fabrication de meules. Ce niveau renferme des débris végétaux partiellement charbonneux et pyritisés, visibles sous forme limonitique en surface.

- **Limons sur substrat reconnu : grès coquillier, grès à Voltzia : grès argileux, grès à meules « B/t2c-3b »**
  Cette couche correspond à une couverte meuble quaternaire, composée principalement de limons d'altération ou éoliens (limons des plateaux), reposant sur un substrat triasique gréseux clairement identifié.
  Les limons, qui constituent la couverture superficielle, ont généralement une faible épaisseur (souvent < 2 m), mais peuvent masquer la roche en place. Ils jouent un rôle important dans la filtration des eaux de surface avant leur infiltration vers les horizons perméables du substrat gréseux.

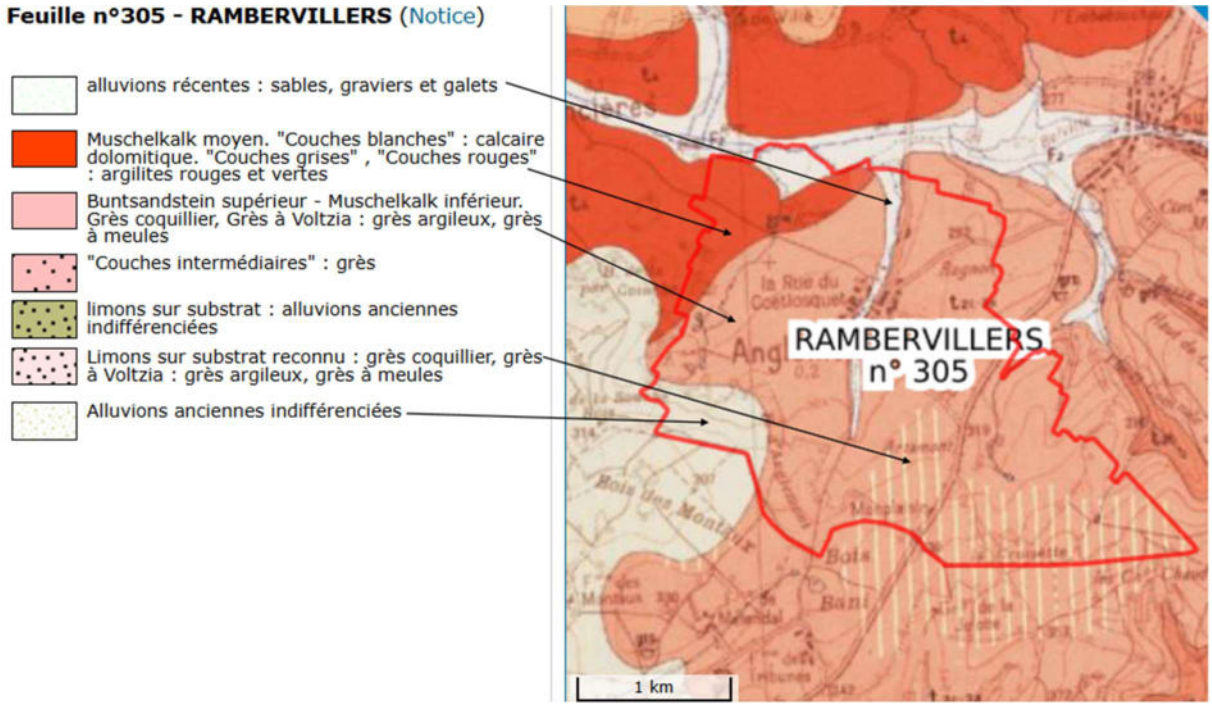


Figure 6 : Carte géologique du BRGM (sources : SIGES Rhin-Meuse)

b) Hydrogéologie

La commune d'ANGLEMONT se situe sur trois entités hydrogéologiques :

- **Alluvions actuelles à anciennes de la Mortagne sur les grès du Trias inférieur (954AC07)**
  Cette entité correspond aux dépôts alluviaux récents et anciens situés dans la vallée de la Mortagne. Ces alluvions reposent sur les grès du Trias inférieur et forment un aquifère peu profond. Leur perméabilité varie, offrant des zones où l'eau circule facilement. Elles sont souvent directement alimentées par les précipitations et les cours d'eau locaux.
- **Couches grises et rouges du Muschelkalk moyen et inférieur du Bassin Parisien (143AI01)**
  Formations composées principalement de marnes grises et rouges avec des intercalations gréseuses. Ces couches ont une perméabilité moyenne à faible, ce qui limite la circulation de l'eau souterraine. Elles fonctionnent comme un aquifère secondaire, contribuant de manière limitée au stockage et au transfert des eaux souterraines.
- **Grès coquilliers du Muschelkalk inférieur et Grès à Voltzia (Trias inférieur) – (143AK01)**
  Cette unité est caractérisée par des grès marins et fluviatiles du Trias inférieur, souvent bien perméables. Le Grès à Voltzia est un aquifère important, pouvant stocker et transmettre des volumes d'eau significatifs. Ces formations jouent un rôle clé dans l'alimentation des nappes souterraines de la région.

D'un point de vue hydrogéologique, les principales formations aquifères du secteur sont représentées par :

- **CG004 – Grès vosgien en partie libre**
  Cette masse d'eau correspond à un aquifère sédimentaire non alluvial constitué de grès vosgiens. Elle est en régime libre, c'est-à-dire que la nappe est alimentée directement par les infiltrations en surface sans couverture imperméable. Son écoulement est donc libre, avec un potentiel de renouvellement relativement rapide.

- **CG005 – Grès vosgien captif non minéralisé**
  Cette masse d'eau se situe dans un aquifère de grès vosgiens, mais en régime captif, ce qui signifie que la nappe est confinée sous une couche imperméable. L'eau n'est pas en contact direct avec la surface, ce qui protège la ressource des pollutions superficielles. L'écoulement est entièrement captif, avec une pression hydrostatique élevée.

- **CG024 – Argiles du Muschelkalk**
  Il s'agit d'une masse d'eau liée à des formations argileuses du Muschelkalk, qui sont globalement imperméables, limitant fortement les circulations d'eau souterraine. Cependant, l'écoulement y est décrit comme entièrement libre, ce qui indique des zones localisées de perméabilité ou des fractures permettant une certaine circulation.

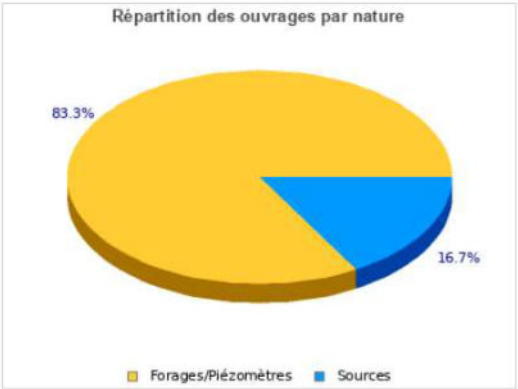
Il existerait au niveau de la commune 12 ouvrages de suivi ou d'exploitation des eaux souterraines, référencés comme suit :

Code BSS	Lieu dit	Nature	Profondeur
03053X0011/F	EOLIENNE VILLAGE	Forage	10 m
03053X0040/F	VILLAGE	Forage	46 m
03053X0039/F	GAEC THIEBAUT	Forage	46 m
03053X0049/F	156 RUE PRÉS LAURENT	Forage	53 m
03053X0072/X	315,RUE DES FONTAINES	Forage	65 m
03053X0073/X	315,RUE DES FONTAINES	Forage	65 m
BSS004LWXC/X	34,place Henry Thomas	Forage	74 m
03053X0052/S	334 RUE DE LA BELVITTE	Forage	95 m
03053X0053/S	350 RUE DE LA BELVITTE	Forage	95 m
03053X0050/S	156 RUE DES PRES LAURENT	Forage	100 m
03053X0012/HY	SOURCE DU COLPRÉ	Source	
03053X0013/HY	SOURCE NORD EST DE LA CROISETTE	Source	



Figure 7 : Points d'eau référencés sur le territoire communal (SIGES Rhin-Meuse)

Ces points d'eau pourraient permettre la mesure précise de la profondeur de la nappe, soit une donnée supplémentaire permettant l'identification des contraintes d'implantation des dispositifs d'assainissement non collectif.



3.3 Hydrographie

La commune d'ANGLEMONT s'inscrit dans un contexte hydrographique de tête de bassin versant, marqué par la présence d'un réseau dense de petits cours d'eau à pente faible à modérée, globalement orientés vers le Nord-Ouest

La commune est en partie délimitée par le *ruisseau de la Belvitte* au Nord. L'un de ses affluents, le *ruisseau d'Anglemont*, traverse le bourg du Sud vers le Nord, divisant le tissu bâti en deux rives sur une longueur d'environ 2,5 km.

À l'ouest du territoire communal, le *ruisseau de la Souche* s'écoule également du Sud vers le Nord pour rejoindre le *ruisseau de Belvitte*. Un étang est localisé sur l'un de ses bras, en tête de bassin, au lieu-dit « La Grande Corvée ».

Un troisième sous-bassin versant est également présent à l'Ouest de la commune, formant le *ruisseau de la Colpre*, qui s'écoule en direction de la commune de MÉNIL-SUR-BELVITTE, constituant un affluent qui draine un important bassin versant sur les territoires d'ANGLEMONT et de MENIL-SUR-BELVITTE.

La présence de zones humides en fond de vallon, combinée à des sols argileux et gréseux peu perméables, favorise localement les phénomènes de stagnation ou d'engorgement.
Ces conditions peuvent perturber ponctuellement le fonctionnement du réseau d'assainissement (infiltrations, surcharge).

L'ensemble des ces différents ruisseaux présents sur le territoire de la commune est à la masse d'eau dite « RUISSEAU DE BELVITTE - FRCR315 ».

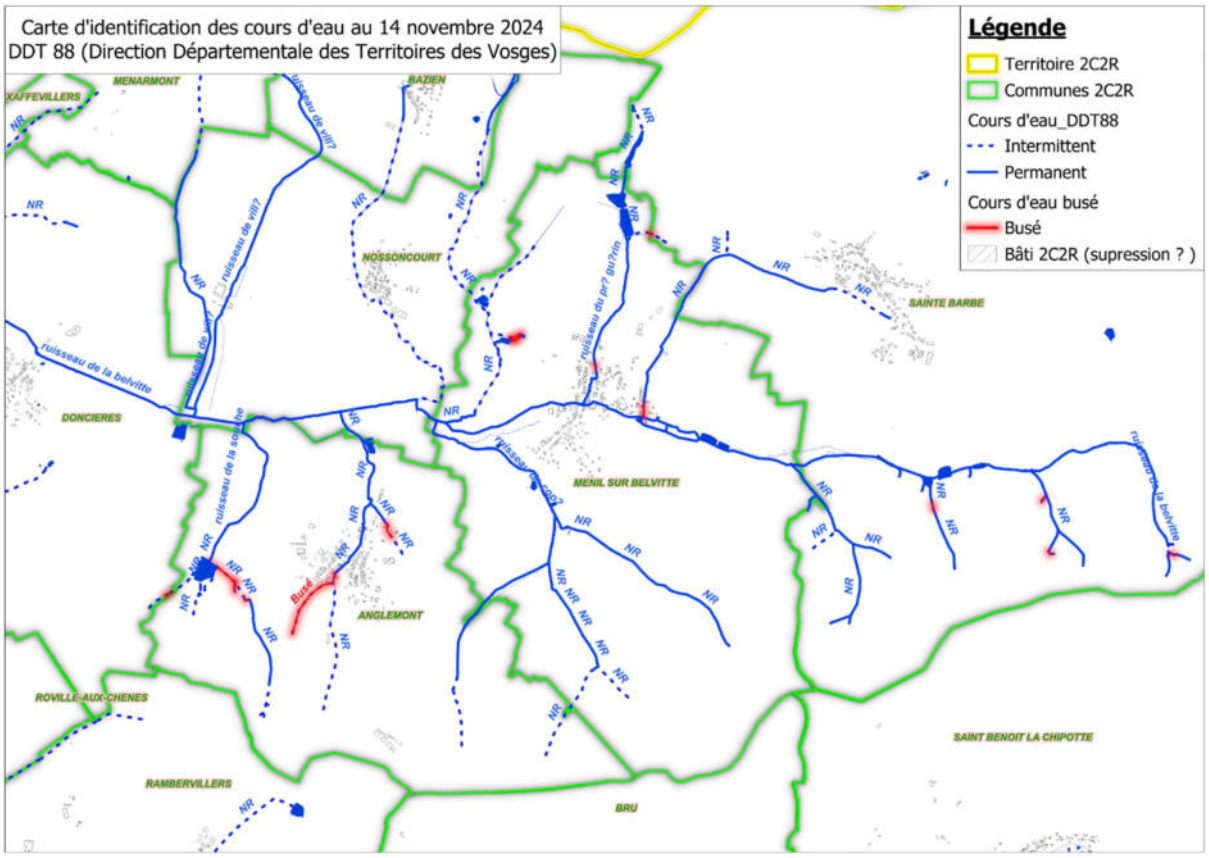


Figure 8 : Carte d'identification des cours d'eau (réalisation : V2EC – source données : DDT88)

- Aspect quantitatif

Il n'existe pas de valeurs de débit sur *le ruisseau d'Anglemont*. Néanmoins, en fonction des informations connues sur le site de l'agence de l'eau *« geo.eau-rhin-meuse.fr »*, il est possible d'extrapoler une valeur de débit à l'étiage.

Les données issues du site de l'agence de l'eau indiquent une classe de valeur du Q_{MNA5}[3] pour le *ruisseau de la Belvitte*, de l'ordre de 20 à 50 l/s en amont de la confluence avec le *ruisseau d'Anglemont* et de 50 à 100 l/s à l'aval de cette confluence.

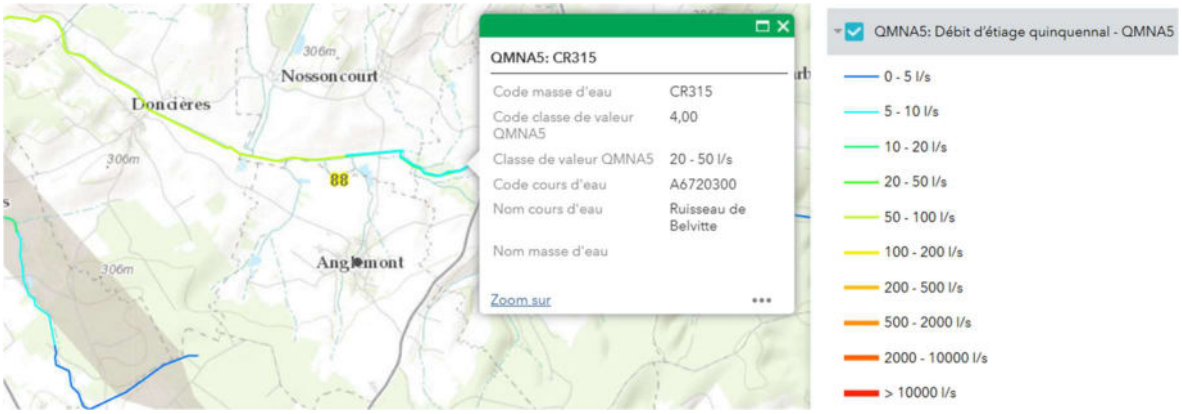


Figure 9 : QMNA 5 du réseau hydrographique à proximité - source : geo.eau-rhin-meuse.fr

[3] Q_{MNA5} : Débit mensuel quinquennal sec qui est un indicateur reflétant un potentiel de dilution et un débit d'étiage en année sèche, est utilisé pour gérer les dossiers de rejet et de prélèvement d'eau selon la sensibilité des milieux. Il sert également à établir des objectifs de qualité pour les rivières.

- Aspect qualitatif

À ce jour, aucune donnée précise sur l'état écologique ou chimique du *ruisseau de la Belvitte* à ANGLEMONT n'a été trouvée dans les documents consultés de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse. Par conséquent, l'analyse repose sur les données disponibles pour *la Belvitte* à DONCIERES.

La masse d'eau **CR315 – Ruisseau de Belvitte** présente un **état écologique (biologique) "Moyen"** et un **état écologique global "Moyen"** (AERM – état des lieux 2019).

Concernant l'**état chimique**, la masse d'eau est globalement classée en **"Bon" état**, à l'exception de la concentration en « **benzo[a]pyrène »**, l'un des composés les plus connus des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), qui se manifeste et présente un **état dégradé** pour ce paramètre.

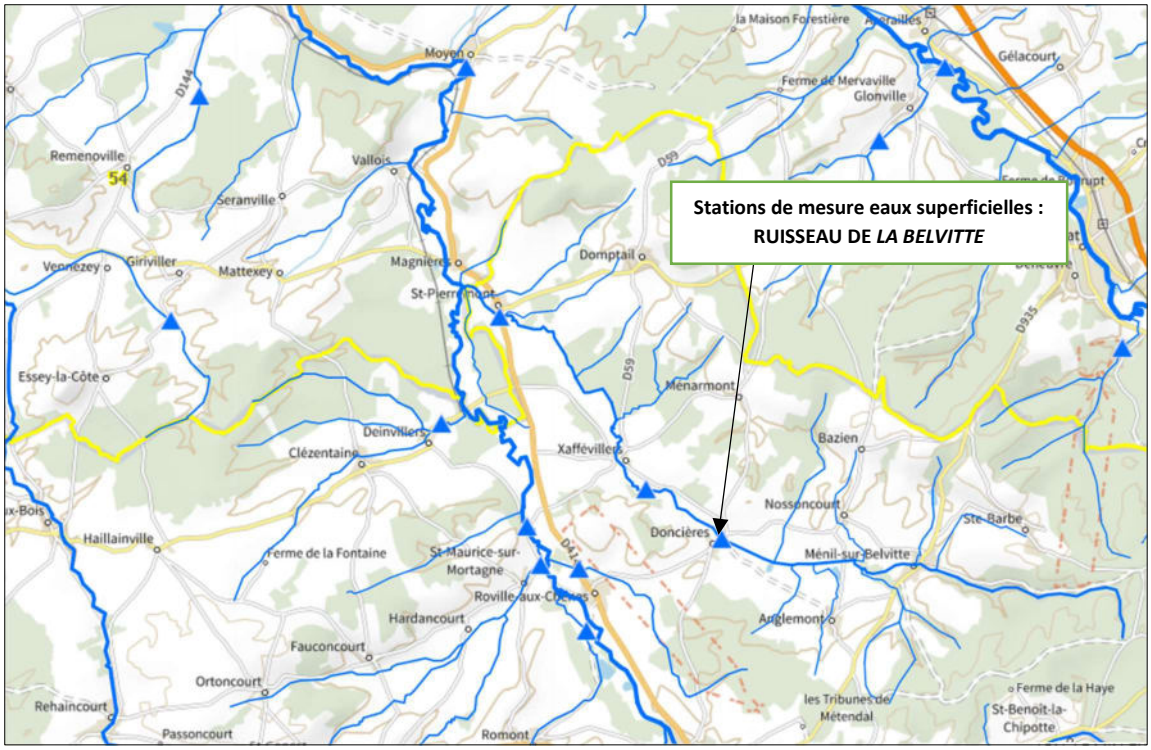


Figure 10 : Localisation de la station de mesure de la qualité des eaux (source : Geo.rhin.meuse)

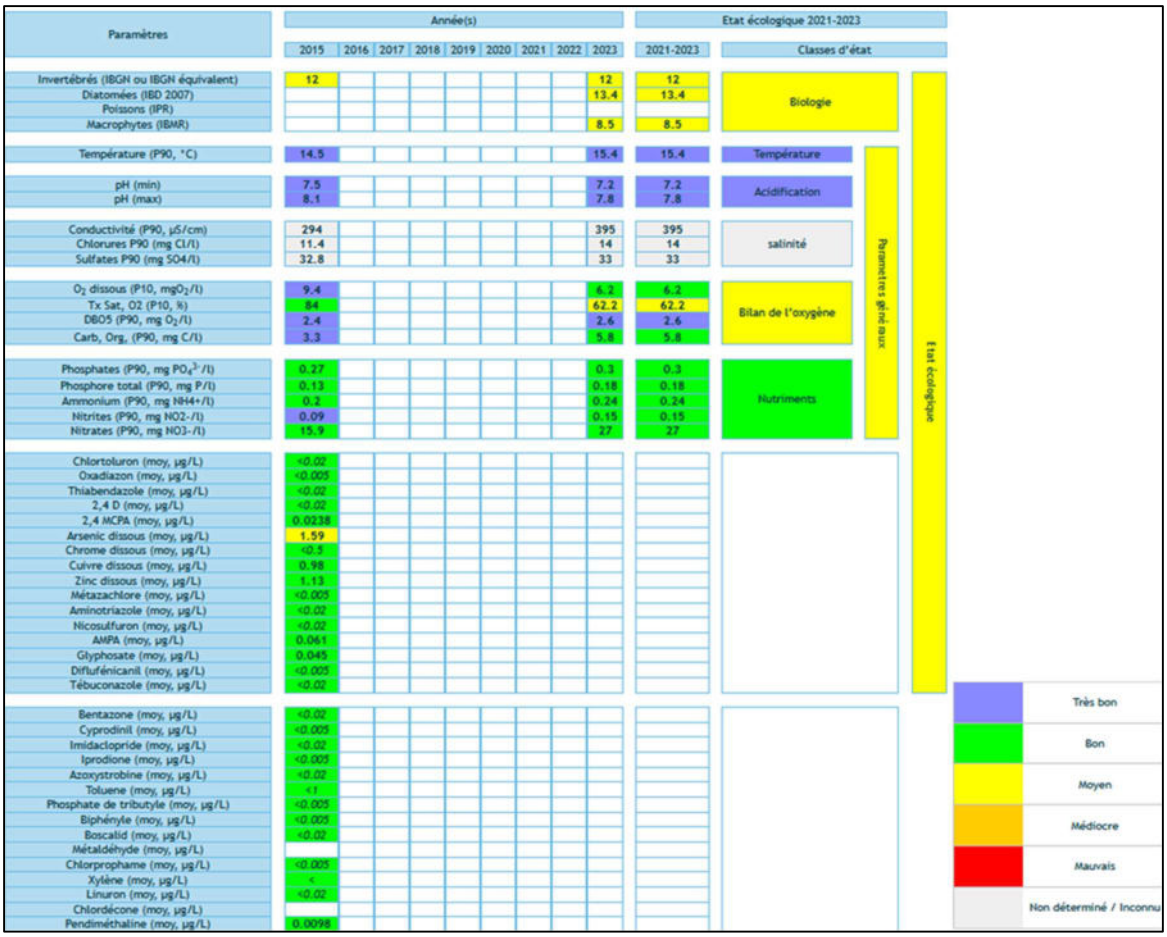


Figure 11 : Qualité *de la Masse d'Eau* (source : site du S.I.E.R.M)

L'objectif fixé pour la masse d'eau est un bon état écologique à l'horizon 2027 et un bon état chimique en 2015.

3.4 Les zones humides

Les zones humides sont définies dans le droit français par les articles L. 211-1 et R. 211-108 du Code de l'Environnement. De plus, l'arrêté interministériel du 24 juin 2008 modifié au 1er octobre 2009 présente deux critères techniques permettant de les caractériser et de les délimiter, à savoir des critères pédologiques relatifs au sol et des critères des végétaux.

A l'échelle nationale, une cartographie des milieux potentiellement humides, comme un outil d'alerte, a été réalisée par l'INRA et l'institut Agro Rennes Angers. Elle modélise les enveloppes qui sont susceptibles de contenir des zones humides au sens de l'arrêté précédemment cité. Elles sont représentées selon des niveaux de probabilité de présence.

Les données cartographiques issues de la couche ci-dessous indiquent la présence d'un corridor humide continu traversant la commune d'ANGLEMONT, à proximité immédiate de zones bâties. Ces zones à forte à très forte probabilité d'humidité suivent principalement le tracé du *ruisseau d'Anglemont*, depuis le Sud du secteur de Saint-Pierre jusqu'à la « rue de la Chapelle », en passant par le centre du village.

Ce corridor humide constitue un élément structurant du territoire communal et doit être pris en compte dans les projets d'aménagement (gestion des eaux pluviales, implantation de constructions, préservation des zones humides...).

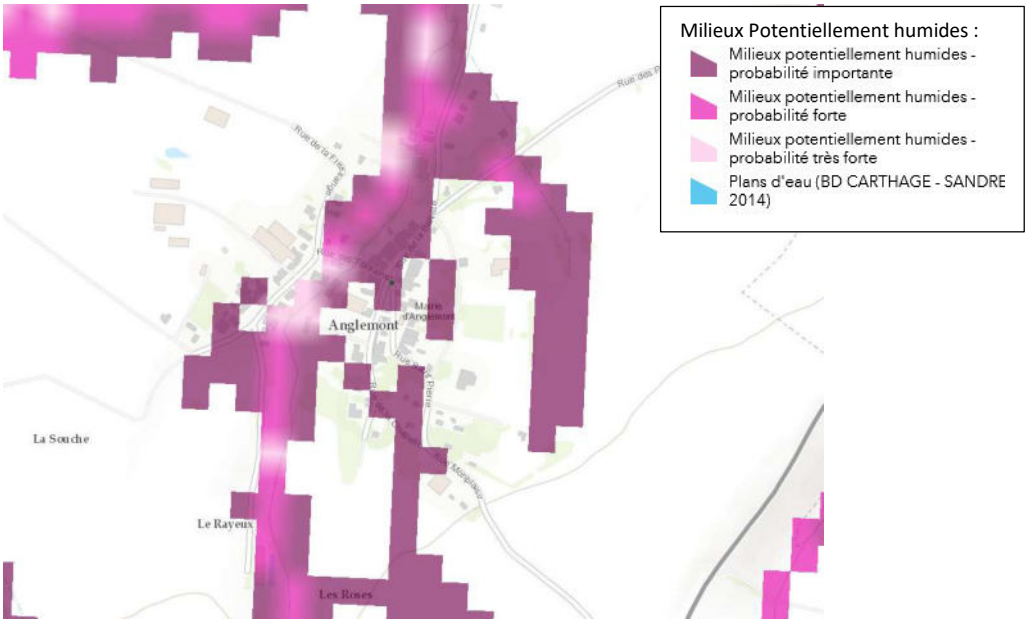


Figure 12 : Extrait de la carte des zones potentiellement humides (source : GeoSas)

La protection de ces espaces potentiellement présents sur la commune d'ANGLEMONT sera à prendre en compte vis-à-vis des solutions d'assainissement envisageables.

3.5 Autres espaces protégés

La commune n'est pas concernée par des sites protégés de type ZNIEFF, NATURA 2000, etc.

4. Les risques naturels, les enjeux environnementaux et sanitaires

Les principaux risques identifiés dans la commune sont la montée des nappes phréatiques, le retrait-gonflement modéré des argiles, ainsi que la pollution des sols.

4.1 Le risque inondation

La commune d'ANGLEMONT est concernée par les risques de remontée de nappe d'après la cartographie ci-dessous. Si des événements pluvieux exceptionnels surviennent et engendrent une recharge exceptionnelle, le niveau de la nappe peut se rapprocher de la surface du sol, ce qu'on définit par la remontée de nappe. Dans ce contexte, les cave, garage ou pièces souterraines sont les plus sujettes aux inondations (**zones en orange**). La nappe peut également atteindre le niveau du terrain naturel, ce qui engendre l'inondation par remontée de nappe (**zones rouges**).

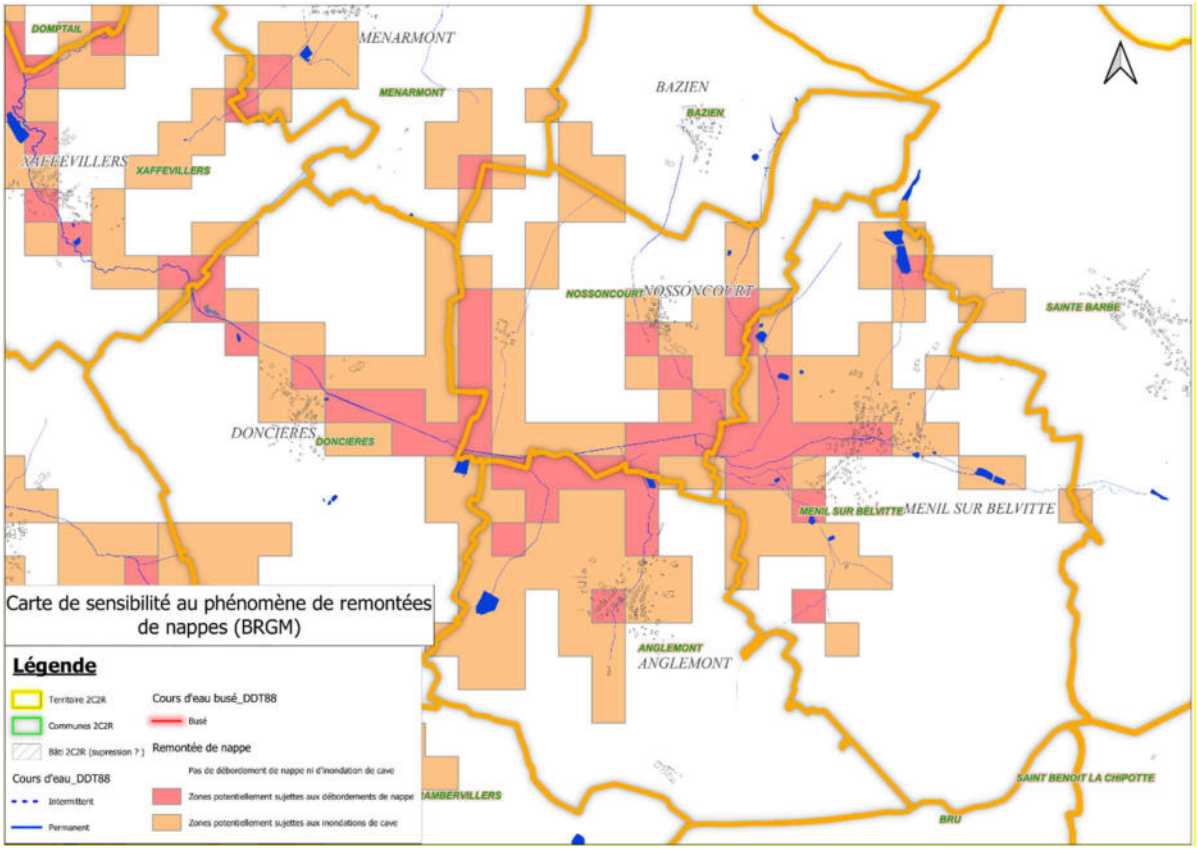


Figure 13 : Sensibilité aux remontées de nappes (données : Data Géorisques - réalisation V2EC)

Le risque d'inondation de caves est particulièrement présent dans les secteurs urbanisés de l'ensemble de la commune d'ANGLEMONT. En particulier, plusieurs habitations situées dans la partie Sud-Ouest, en bordure du *ruisseau d'Anglemont*, sont implantées dans des zones identifiées comme sensibles aux remontées de nappe (nappe alluviale d'accompagnement du *ruisseau d'Anglemont)*.

4.2 La problématique du ruissellement

Le BRGM a créé une carte nationale d'indicateur spatial qui traduit l'aptitude des formations du sous-sol à laisser ruisseler ou s'infiltrer les eaux de surface. La figure suivante présente la configuration du sous-sol communal d'ANGLEMONT vis-à-vis de cet indicateur.

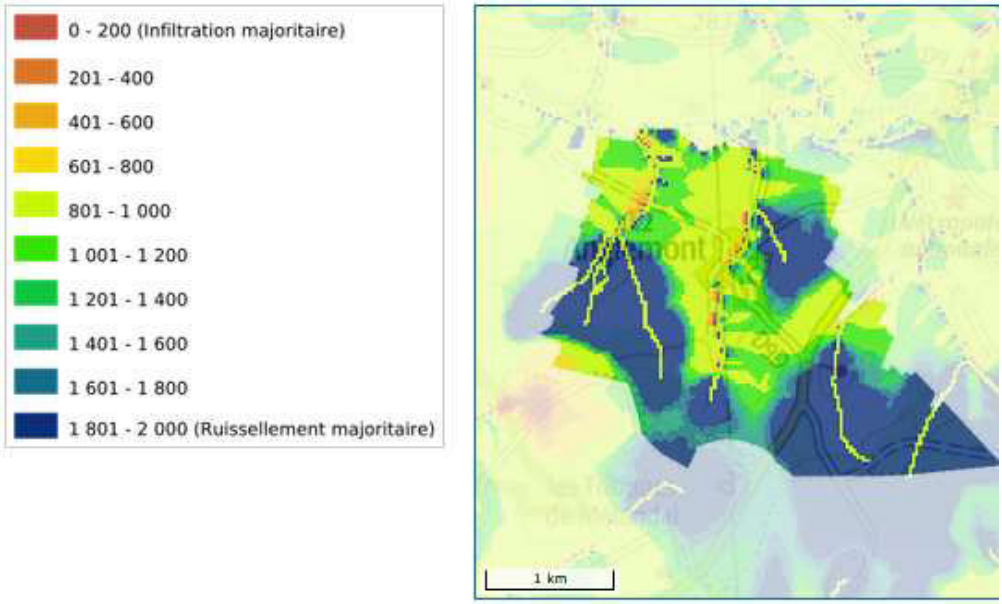


Figure 14 : Indice de développement et de persistance des réseaux (source : SIGES Rhin Meuse).

Les zones à fort ruissellement se concentrent principalement au Sud-Ouest et au Sud-Est du territoire communal, ainsi que localement sur certains versants en pente marquée. Ces secteurs se caractérisent par une capacité d'infiltration faible, favorisant un écoulement rapide des eaux pluviales en surface.

À l'opposé, les zones situées au nord de la commune et le long du *ruisseau d'Anglemont*, présentent une infiltration majoritaire. Ces secteurs bénéficient de sols plus perméables, à savoir les alluvions de fond de vallées et de conditions topographiques favorables à la rétention naturelle des eaux, limitant ainsi les risques liés au ruissellement.

4.3 Risques de retrait-gonflement des argiles

Le risque de mouvement de terrain peut être décrit comme étant un déplacement plus ou moins brutal du sol et/ou du sous-sol fonction de la nature et des couches géologiques.

Sur le territoire communal d'ANGLEMONT, ce risque est évoqué dans la mesure où il est lié aux phénomènes de retrait-gonflement des sols argileux. Ces variations de volume des sols argileux entraînent des mouvements différentiels des terrains d'assise des constructions et des ouvrages enfouis, notamment les réseaux d'assainissement.

Des règles de construction adaptées peuvent être mise en œuvre selon la nature des sols. On peut notamment citer la gestion de l'eau autour du bâti et la récupération des eaux pluviales, ainsi que la mise en place de canalisations d'eaux usées et pluviales étanches pour limiter le drainage des sols.

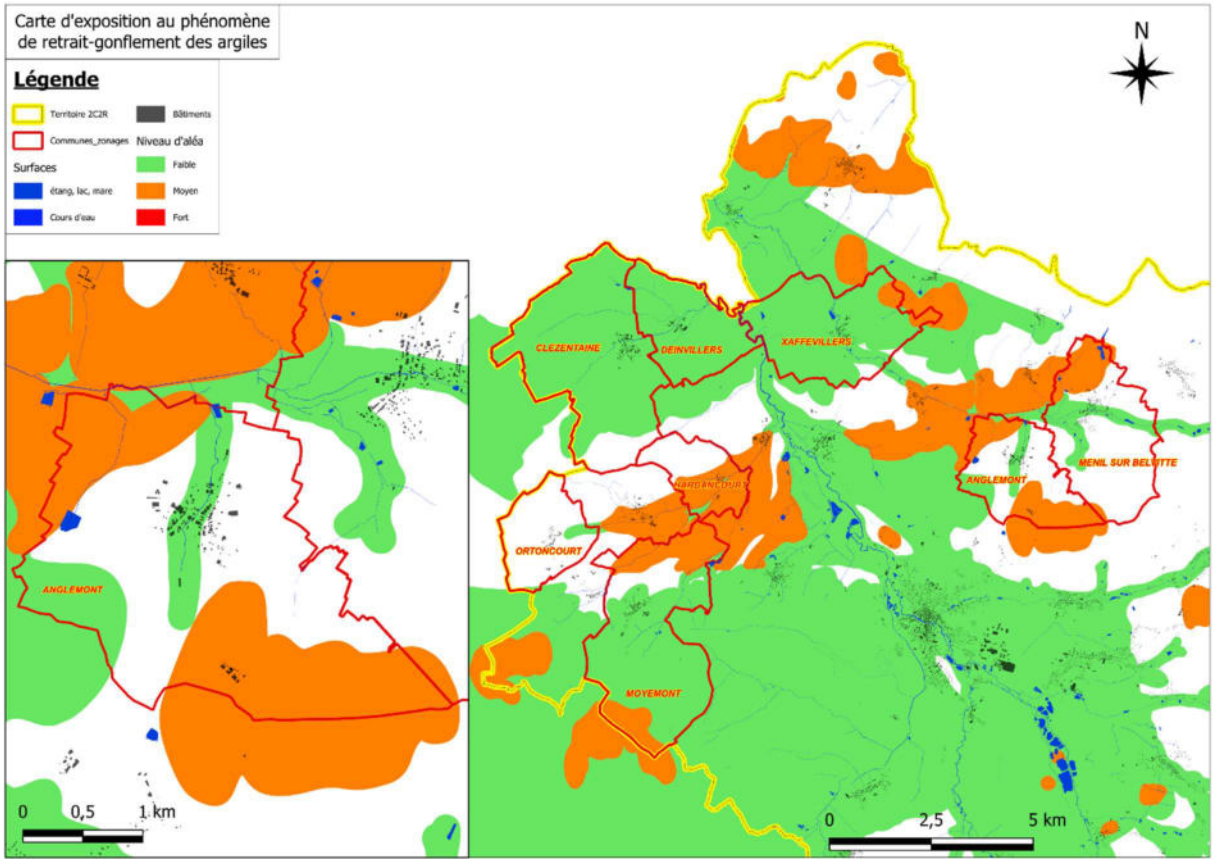


Figure 15 : Aléas retrait et gonflement d'argiles (source : BRGM - réalisation V2EC)

Les habitations situées le long du *ruisseau d'Anglemont* sont particulièrement concernées par un aléa faible de retrait-gonflement des argiles. Par ailleurs, les secteurs Nord-Ouest et Sud-Est de la commune d'ANGLEMONT sont concernés par un aléa moyen.

4.4 Protection des captages d'eau potable

Les périmètres de protection des captages sont recensés par l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est. On distingue les périmètres de protection immédiate (PPI), de protection rapprochée (PPR) et de protection éloignée (PPE).

La carte suivante illustre les périmètres connus d'après les données du site de l'ARS :

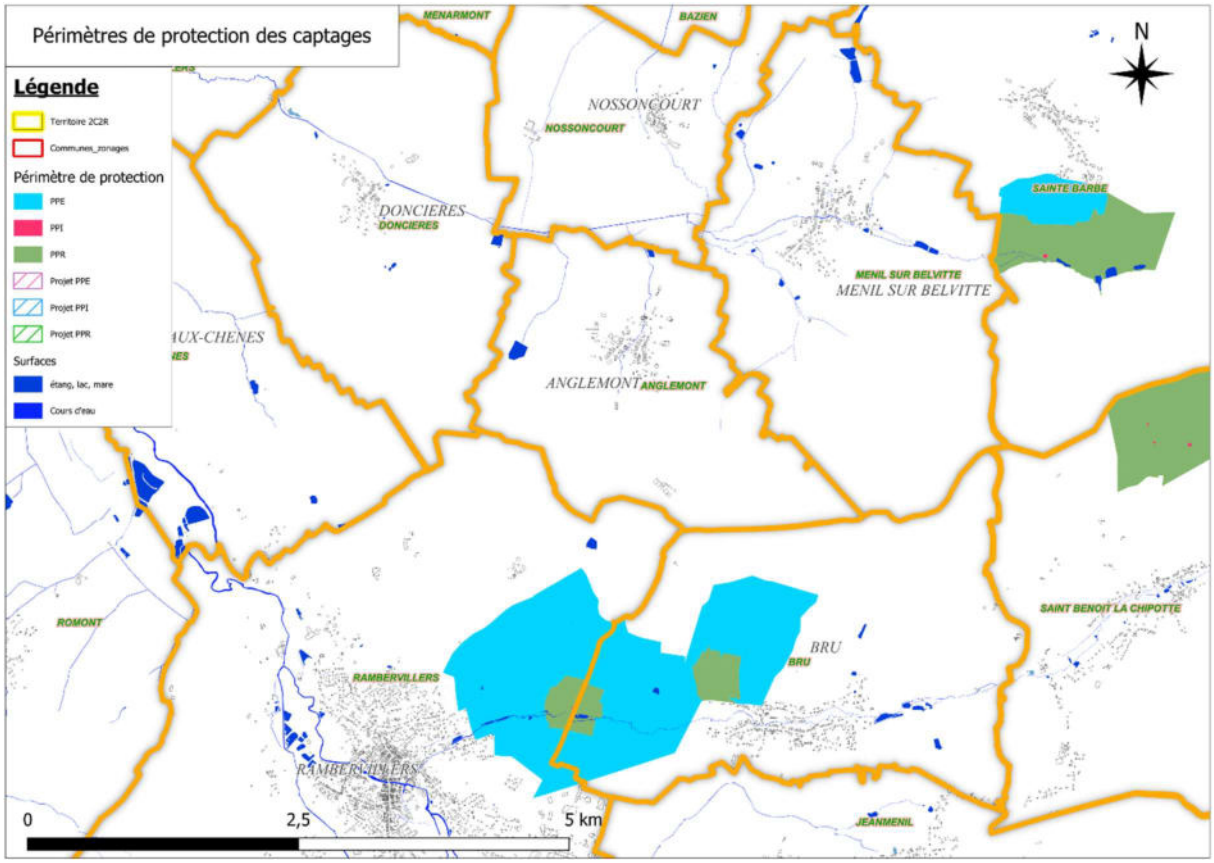


Figure 16 : Périmètres de protection des captages (sources : ARS Grand Est - réalisation V2EC)

Aucun périmètre de protection de captage n'est présent sur le territoire d'ANGLEMONT d'après les données de l'ARS.

Il est toutefois à noter qu'aucune information n'est disponible sur la présence de puits ou forage destiné à un usage d'eau potable sur la commune d'ANGLEMONT.

4.5 Pollution de sols

La commune d'ANGLEMONT est concernée par un risque de pollution d'après les données du site Géorisques. Un ancien site à vocation « industrielle » aujourd'hui désaffecté a été identifié et correspond à une ancienne laiterie/fromagerie située au cœur du village. Ce site constituait une source potentielle de pollution résiduelle, nécessitant **une vigilance particulière en cas de réaménagement ou de changement d'usage du terrain**.

5. Contexte socio-économique

5.1 Population

Le nombre d'habitant à ANGLEMONT s'établissait à 161 habitants en 2021 (données de l'INSEE), et 163 habitants en 2025 (réunion en Mairie 2025). Le graphique suivant représente l'évolution de la population depuis 1968 :

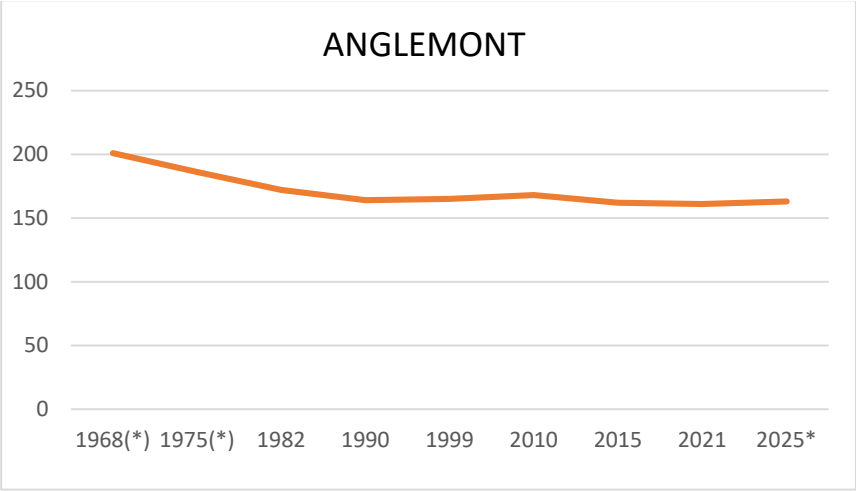


Figure 17 : Evolution de la population entre 1968 et 2021 (source : données de l'INSEE)

La densité moyenne d'habitant est d'environ 27.3 hab/km², valeur bien en-deçà de la moyenne du département des Vosges (61,7 hab/km²).

5.1 Le parc de logements

Selon le dernier recensement réalisé par l'INSEE en 2021, le parc de logements comptait **80 logements dont 70 résidences principales**. Il présente les évolutions suivantes :

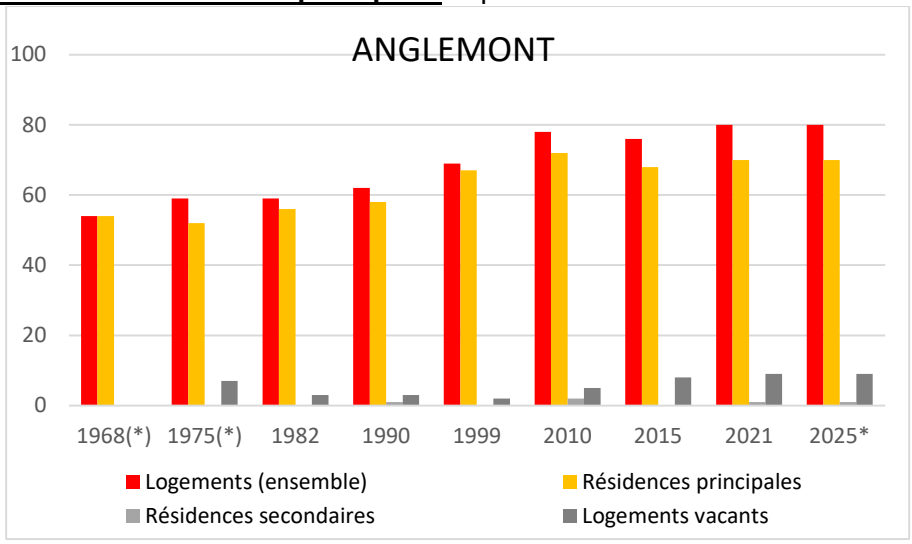


Figure 18 : Evolution du parc des logements entre 1968-2021 (source : données de l'INSEE)

Sur la commune et toujours selon les données issues de l'INSEE, il existerait 9 logements vacants et une seule résidence secondaire. A partir de ces informations, il est possible de déterminer le taux d'occupation des logements, élément indispensable pour la suite de l'étude et notamment le dimensionnement de la potentielle future STEU.

Le tableau suivant présente l'évolution du taux d'occupation des logements sur la commune d'ANGLEMONT.

Tableau 1 : Evolution du taux d'occupation des logements

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021	2025
Habitants/logement	**3,72**	**3,15**	**2,92**	**2,65**	**2,39**	**2,15**	**2,13**	**2,01**	**2,09**
Habitants/log. Principal	**3,72**	**3,58**	**3,07**	**2,83**	**2,46**	**2,33**	**2,38**	**2,30**	**2,36**

L'habitat étant composé très majoritairement de résidences principales, **la commune présente un taux d'occupation moyen de 2,36** habitants par logement principal en 2025, une valeur équivalente à celle généralement observée en milieu rural (2,3 habitants/logement).

5.2 Prévision d'urbanisation

En matière d'urbanisme, la commune d'ANGLEMONT ne dispose pas de document d'urbanisme. Le **Règlement National d'Urbanisme** s'applique à l'échelle communal.

Suivant les données de la mairie et en incluant une perspective d'évolution à l'horizon futur (réhabilitation de 7 immeubles sur 9 vacants), nous avons dressé cet histogramme du parc de logement prévisionnel :

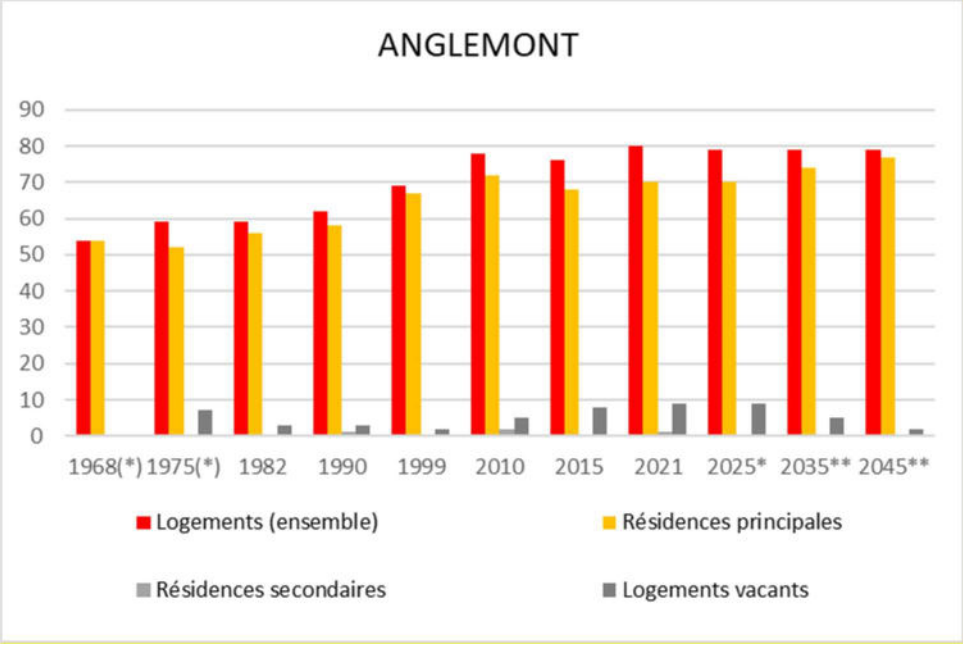


Figure 19 : Parc de logement prévisionnel à ANGLEMONT

Le nombre total de résidences principales passerait ainsi à 77 à l'horizon 2045, et la population au niveau de la commune d'ANGLEMONT pourrait atteindre 175 habitants suivant la perspective précédente de développement de l'urbanisme.

5.3 Activités économiques, sociales et de services

La commune se distingue par une forte prédominance des activités agricoles. En effet, 7 exploitations agricoles sont implantées sur le territoire, avec une orientation vers la polyculture-élevage et la production laitière.

Sur la commune, on note également la présence d'une école avec 25 élèves et le bâtiment de la mairie et une brasserie artisanale.

Tableau 2 : Charges en EH des activités existantes

Etablissement	Capacité	Charges en EH
Ecole	25 élèves + 1 employé	6 EH
Mairie	2 personnes	2 EH
Brasserie	Pas d'employé permanent	Compté en immeuble ordinaire à assainir.

Les bâtiments recensés ont été intégrés à l'analyse du bâti existant. Pour les trois immeubles identifiés, les filières à mettre en œuvre sont similaires à celles prévues pour les logements individuels, compte tenu des faibles charges de pollution générées. En revanche, un ratio de 6 Équivalents-Habitants (EH) doit être retenu pour l'école, contre un ratio de 2,33 EH par immeuble pour les logements.

La charge complémentaire sera intégrée lors du dimensionnement futur de la station de traitement des eaux usées (STEU).

6. Consommation en eau potable

Sur la commune d'ANGLEMONT, l'alimentation et la distribution d'eau potable sont assurées par le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE LA BELVITTE.

La consommation totale interannuelle en eau potable (sur la base des relevés de compteur entre les années 2022 à 2024), est d'environ 11 000 m³/an.

Le tableau ci-dessous récapitule les consommations en eau potable entre 2022 et 2024.

Tableau 3 : Consommations en eau potable entre 2021 à 2024

		2022	2023	2024	Moyenne
Volume facturé (m³/an)		10 661	11 105	11 262	**11 009**
Nombre d'abonnés		81	81	81	**81**
Nombre d'habitants		161	162	163	***163***
Gros consommateurs (m³/an)	Professionnel (10 rue de la Chapelle)	1324	1386	1555	**1422**
	Agriculteur (DERRIERE LA VILLE)	1531	2075	987	**1531**
	362 rue des Fontaines	279	780	225	**428**
	180 rue des Fontaines	1461	90	420	**657**
	Agriculteur (PRE GELINE)	147	490	2150	**929**
Volume (m3/an) hors gros consommateurs		5 919	6 284	5 925	**6 043**
Dotation (l/j/habitant)		101	106	100	**102**

La consommation moyenne par habitant est estimée à **102 litres par jour**. Cette dotation en eau potable servira de base pour l'estimation des potentielles recettes dans l'hypothèse d'une mise en place d'un système d'assainissement collectif.

Ce ratio a été déterminé en excluant les volumes d'eau consommés par les grands utilisateurs, notamment celle des exploitations agricoles. Cela permet d'obtenir la dotation la plus proche des consommations réelles domestique.

L'eau potable est fournie pour ANGLEMONT par le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE LA BELVITTE. Le site de l'observatoire national des services d'eau et de l'assainissement indique la variation du prix de mètre cube suivante :

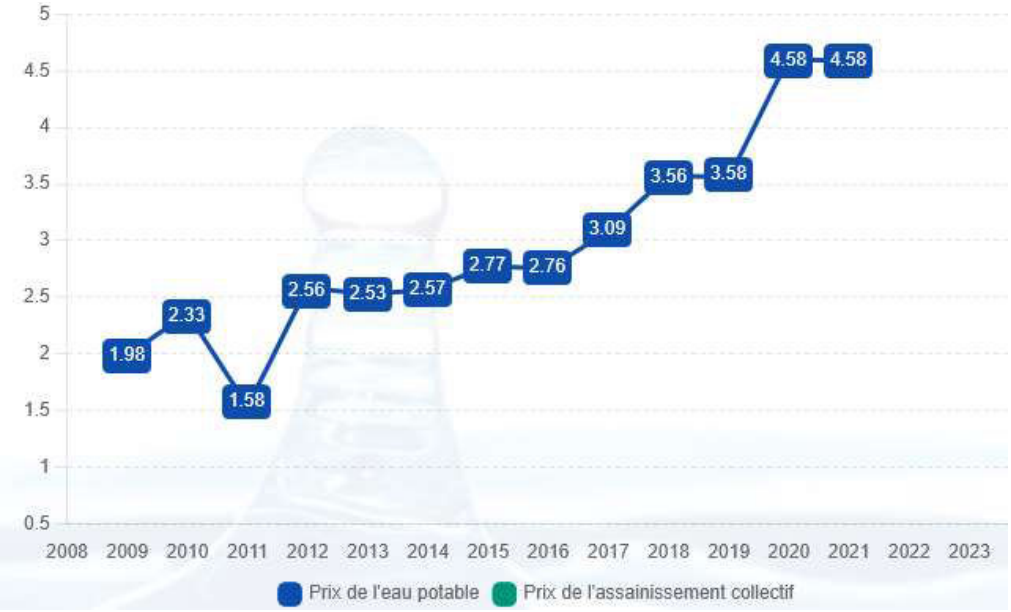


Figure 20 : Evolution du prix de l'eau *« € T.T.C. »* / m³ (*SISPEA* – SI des eaux de la Belvitte)

Le prix de l'eau appliqué en 2021 par le syndicat était de 4,58 €/ m³ T.T.C.

Le prix au m³ est calculé pour une consommation annuelle de 120 m3 (consommation de référence pour un foyer selon l'INSEE). Le tarif appliqué par le syndicat est supérieur au prix moyen observé dans le département des Vosges (2,19 €/ m³ en 2021).

7. Eaux usées théoriques à l'horizon 2045

En se basant sur les données urbanistiques et les activités en place, le nombre d'équivalents-habitants (EH) à prendre en charge pour l'assainissement d'ici 2045 sur l'ensemble du territoire communal est **estimé à environ 180 EH.**

En prenant en compte une dotation en eau de 102 l/j/habitants et une charge de 180 EH correspondant à toute la population communale raccordée à un éventuel système d'assainissement collectif, et en considérant que 90% de l'eau consommée est rejetée vers les réseaux de collecte, le volume d'eau usées produit serait de l'ordre de **16,50 m³/j**
Les redevances pour l'assainissement collectif seront toutefois calculées sur la base de la consommation en eau potable, soit le volume comptabilisé en m³.

II - CADRE REGLEMENTAIRE DE L'ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

En France, la réglementation en matière d'assainissement est encadrée par le Code de la Santé Publique (CSP) et le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), ainsi que par leurs textes d'application. Ces dispositions imposent aux collectivités l'élaboration d'un schéma directeur d'assainissement (SDA), et dans le cas présent, **étude de zonage d'assainissement**, au moins une fois tous les dix ans.

Le CGCT précise les obligations des collectivités en matière de zonage d'assainissement. L'article L. 2224-10 impose la délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif et celles relevant de l'ANC. Par ailleurs, les articles L. 2224-7 et L. 2224-8 définissent les éléments à intégrer dans le schéma d'assainissement collectif, tandis que l'article L. 2224-15 impose une surveillance des systèmes de collecte des eaux usées et des stations d'épuration. En complément, le CSP, à travers ses articles L. 1331-1 et L. 1331-7, établit l'obligation de raccordement des bâtiments aux réseaux publics de collecte des eaux usées.

Le cadre réglementaire des systèmes d'assainissement est principalement défini par l'arrêté du 21 juillet 2015, modifié par l'arrêté du 30 juillet 2020, relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif. Ce texte fixe les prescriptions techniques ainsi que les modalités de surveillance et de contrôle applicables aux systèmes d'assainissement, à l'exception des installations traitant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5 (soit 20 EH). Il se substitue à l'arrêté du 22 juin 2007 et s'appuie sur les dispositions du Code de l'Environnement, notamment les articles L. 211-2, L. 211-3 et L. 214-1 à L. 214-6, qui encadrent la gestion et la protection de l'eau.

Concernant l'assainissement non collectif, l'arrêté du 7 septembre 2009 définit les prescriptions techniques applicables aux installations traitant une charge organique brute inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO_5. Cet arrêté a ouvert la possibilité d'adopter des technologies compactes et de faible encombrement, sous réserve qu'elles bénéficient d'un agrément délivré par les ministères en charge de l'environnement et de la santé. La liste des dispositifs agréés ainsi que leurs fiches techniques sont publiées au Journal Officiel de la République Française afin d'assurer l'information des usagers et des acteurs du secteur.

Enfin, les exigences spécifiques aux systèmes d'assainissement sont également précisées dans le règlement sanitaire départemental et les documents locaux de planification, notamment le zonage d'assainissement établi en application de l'article L. 2224-10 du CGCT. L'annexe 2 du présent document décrit quelques notions et indique des références bibliographiques sur le contexte du zonage d'assainissement.

III - DOCUMENTS CADRES SUR LE TERRITOIRE D'ETUDE

1. Urbanisme

La commune ne dispose pas de Plan Local d'Urbanisme (PLU). Le règlement national d'urbanisme (RNU) s'applique en l'absence d'un document d'urbanisme valide.

Le Règlement National d'Urbanisme établit les règles pour l'ensemble du territoire, couvrant divers aspects tels que la localisation des constructions, la densité des bâtiments, les normes environnementales, les aires de stationnement, la préservation du patrimoine, la mixité fonctionnelle et sociale, ainsi que les directives pour le camping et d'autres types d'aménagements résidentiels.

Extraits du code de l'urbanisme (source : Légifrance) :

Article R111-8 : « L'alimentation en eau potable et l'assainissement des eaux domestiques usées, la collecte et l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ainsi que l'évacuation, l'épuration et le rejet des eaux résiduaires industrielles doivent être assurés dans des conditions conformes aux règlements en vigueur. »

Article R111-10 : « En l'absence de système de collecte des eaux usées, l'assainissement non collectif doit respecter les prescriptions techniques fixées en application de l'article R. 2224-17 du code général des collectivités territoriales. »

Article R111-11 : « Des dérogations à l'obligation de réaliser des installations collectives peuvent être accordées pour l'assainissement lorsque, en raison de la grande superficie des parcelles ou de la faible densité de construction, ainsi que de la nature géologique du sol et du régime hydraulique des eaux superficielles et souterraines, l'assainissement individuel ne peut présenter aucun inconvénient d'ordre hygiénique. »

Article R111-12 : « Les eaux résiduaires industrielles et autres eaux usées de toute nature qui doivent être épurées ne doivent pas être mélangées aux eaux pluviales et aux eaux résiduaires industrielles qui peuvent être rejetées en milieu naturel sans traitement. Cependant, ce mélange est autorisé si la dilution qui en résulte n'entraîne aucune difficulté d'épuration. »

2. Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhin-Meuse

Établis en vertu de la loi sur l'eau de 1992, les SDAGE sont des documents de planification. Ils ont évolué à la suite de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) de 2000. Ils définissent sur une période de six ans les orientations nécessaires pour atteindre les objectifs visés en matière de "bon état des eaux".

La méthodologie appliquée à chaque grand bassin versant, définit par la DCE, repose sur :

- ⇨ L'élaboration d'un état des lieux ;
- ⇨ L'établissement d'un plan de gestion (SDAGE en France) ;
- ⇨ La mise en œuvre d'un programme de mesures ;
- ⇨ L'instauration d'un programme de surveillance.

Cette méthodologie a permis de faire un bilan à la fin de chaque cycle et ainsi d'autres objectifs et échéances ont été posés. La figure suivante illustre ces différents cycles de gestion :

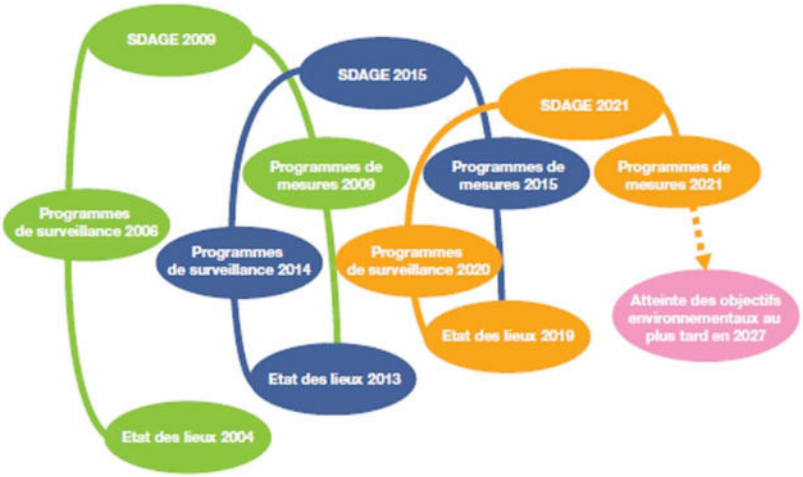


Figure 21 : Méthode de travail par cycle de gestion de la DCE

La première échéance pour le retour au **bon état des masses d'eau, fixée pour 2015**, n'a pas été atteinte pour certaines masses d'eau. D'autres échéances ont alors été fixées, soit l'année 2021, puis reportée en 2027 par dérogations après justification par des motifs d'ordre technique (absence de technique suffisamment efficace, délai de mise en œuvre de travaux complexes, etc.), naturel (délai de réaction du milieu) ou économique (coûts jugés disproportionnés) et soumises à consultation du public.

En ce qui concerne le SDAGE Rhin-Meuse, l'objectif principal pour la période 2022-2027 est d'améliorer l'état écologique des rivières de 33 % à 52 %, et l'état chimique des eaux souterraines de 53 % à 68 %, et ce d'ici 2027.

Le programme de mesures 2022-2027 à l'échelle Rhin-Meuse se concentre sur certaines actions globales. Parmi elles, des <u>actions sur l'assainissement</u>.

2.1 Déclinaison du DCE et du SDAGE à l'échelle Territoriale

La feuille de route établie par le SDAGE se matérialise par un Plan d'Actions Opérationnel Territorialisé (PAOT) à l'échelle du département, et pour charque territoire par la suite.

Le PAOT vise à rendre opérationnels les programmes de mesures pour atteinte le bon état des masses d'eau et permet de transformer les types d'actions et les coûts globaux en une liste d'actions précises. Ces actions comprennent, dans la mesure du possible, des maîtres d'ouvrage définis, une localisation précise, un calendrier et une estimation des coûts, sous la coordination d'un service pilote.

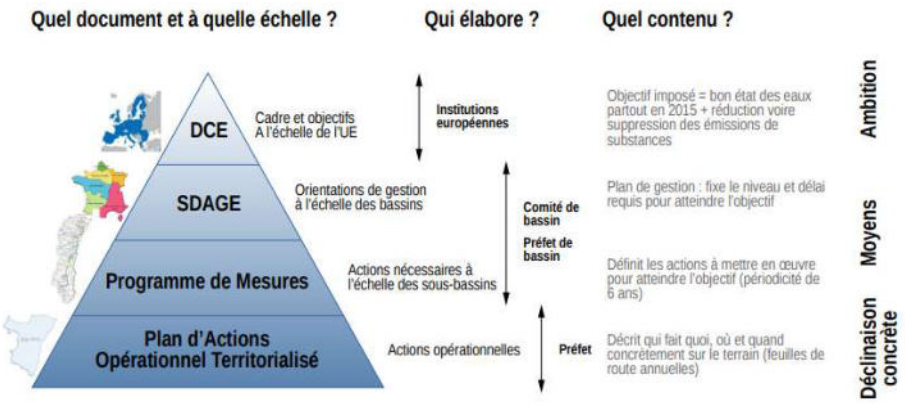


Figure 22 : Déclinaison de la DCE à l'échelle départemental (masse d'eau)

2.2 Enjeux du territoire de la 2C2R

L'approche contractuelle du PAOT est un levier important pour un aménagement durable du territoire. L'acquisition par les communautés de communes et d'agglomérations des compétences en matière d'eau (GEMAPI / assainissement / eau potable) a amené les services de l'État à proposer une vue d'ensemble des actions PAOT à l'échelle des EPCI.

La figure suivante présente l'état des lieux sur les masses d'eau à l'échelle du territoire de la Communauté de communes.

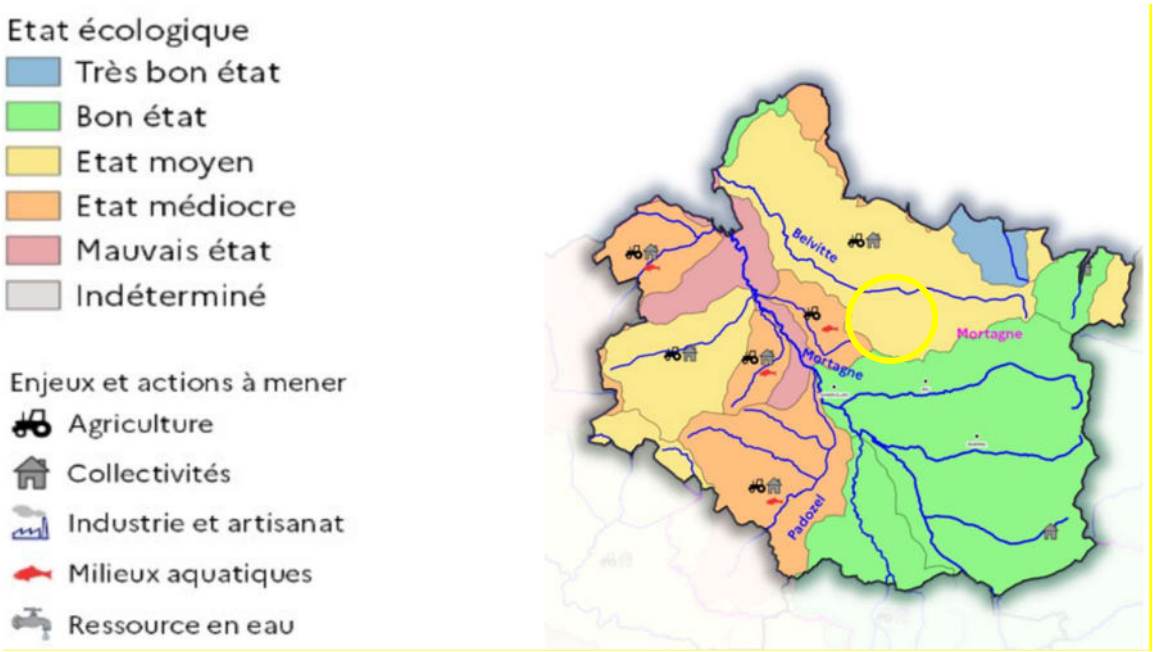


Figure 23 : Etat des lieux sur les masses d'eau du territoire de la 2C2R (source : POAT, 2C2R)

Les cours d'eau sur le territoire d'ANGLEMONT, affluents du *ruisseau de la Belvitte*, présentent un <u>état écologique moyen</u>.

Les enjeux d'assainissement concernent les rejets domestiques (eaux non ou mal traitées, rejets diffus). Un certain nombre de communes ne dispose pas de dispositif d'assainissement performant ou adapté.

Ainsi, l'assainissement des communes est parmi les actions phares du PAOT.

La figure suivante présentes les actions projetées à l'échelle du territoire de la 2C2R :

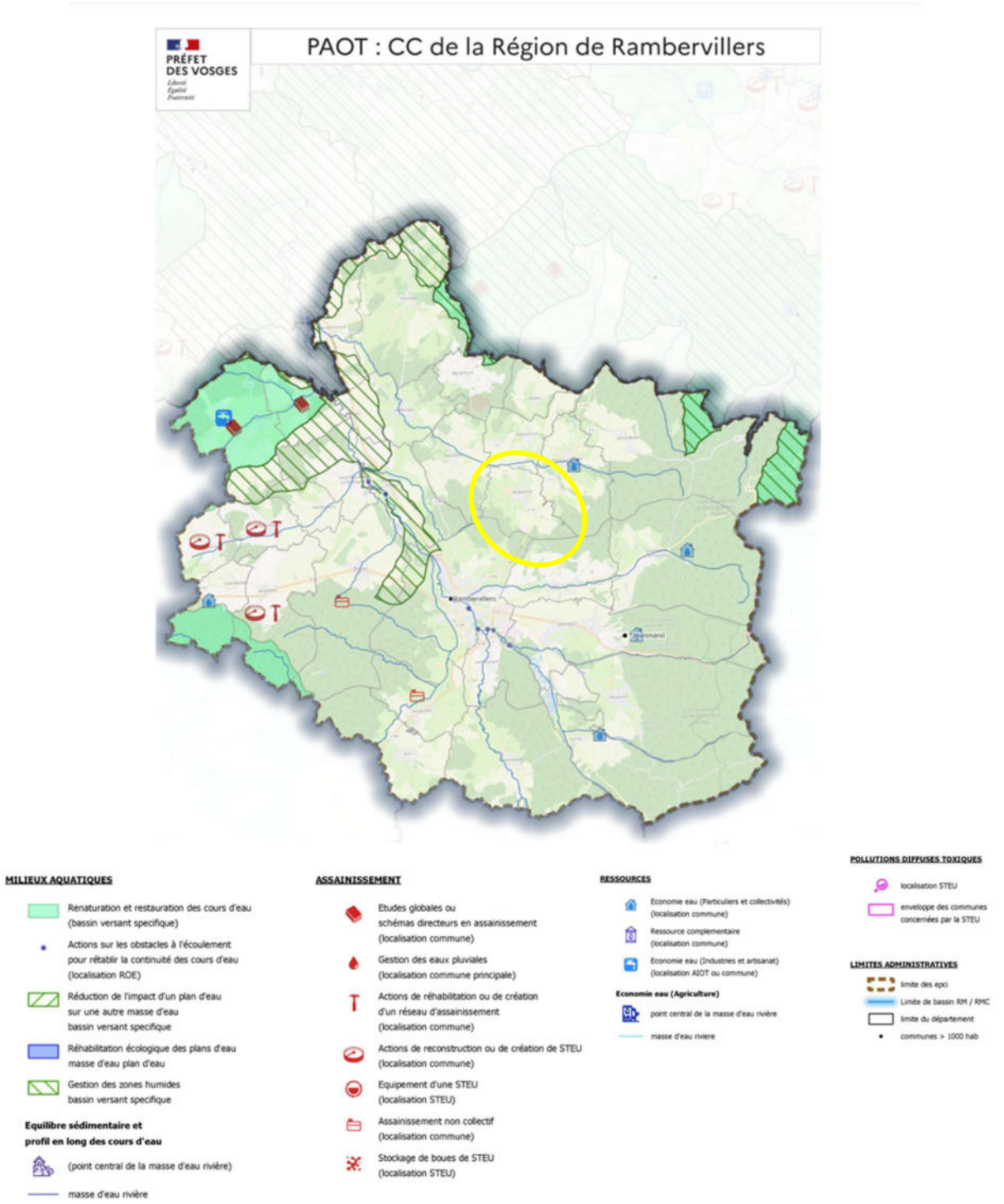


Figure 24 : Actions retenues pour le territoire de la 2C2R (source : POAT, 2C2R)

Pour la commune d'ANGLEMONT, aucun projet n'est inscrit parmi les actions du Programme d'Actions Opérationnel Territorialisé (PAOT) de la Communauté de Communes de la Région de Rambervillers.

3. Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

Le territoire de la 2C2R n'est pas concerné par un SAGE.

4. Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE)

Le SRCAE du Grand Est, définit les grandes orientations pour la gestion de l'environnement, en particulier en matière de climat, d'air et d'énergie. Bien que le SRCAE du Grand Est ne soit pas spécifiquement axé sur l'assainissement, il joue un rôle clé dans la définition de stratégies globales en matière de gestion de l'eau, en lien avec les enjeux climatiques et environnementaux.

5. Règlement de service du Syndicat Départemental d'Assainissement Non Collectif des Vosges (SDANC 88)

La commune d'ANGLEMONT est adhérente au SDANC 88 depuis 2016. Le syndicat, créé par arrêté Préfectoral le 08 novembre 2002, résulte d'une réflexion initiée dès 1998 par l'État, le Conseil départemental des Vosges et l'Association des Maires des Vosges concernant l'exercice des compétences des collectivités en matière d'assainissement non collectif. En effet, la législation exigeait que chaque commune mette en place un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) avant le 31 décembre 2005. Ainsi, le SDANC représente le SPANC pour l'ensemble des communes lui ayant transféré cette compétence.

En accord avec l'article L2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le règlement de service du SDANC 88 précise les services fournis par le SPANC et définit les responsabilités tant du SPANC que de ses usagers. Le règlement en vigueur du SDANC 88 a été modifié par délibération le 26 septembre 2019.

Les textes de loi du SDANC n'ajoutent aucune contrainte technique par rapport aux textes législatifs et réglementaires nationaux et le règlement sanitaire départemental, mais il en précise les modalités de mise en œuvre sur le territoire départemental des Vosges. Le règlement s'applique, indépendamment du zonage d'assainissement, au sens de l'article L2224-10 du CGCT, dès lors que l'immeuble n'est pas soumis au paiement de la redevance d'assainissement collectif :

- Pour tous les immeubles non raccordés et/ou non raccordables au réseau public de collecte des eaux usées (selon information fournie par le SPANC) ;
- Pour les immeubles bénéficiant d'une prolongation de délai de raccordement délivrée par le Maire en application des textes de loi en vigueur.

Ne sont pas soumis à l'application du règlement, par justification :

- Les immeubles inhabités classés en catégories 7 ou 8 sur le relevé de propriété,
- Les immeubles n'ayant pas de propriétaire,
- Les immeubles pour lesquels un permis de démolir a été accordé,
- Les immeubles insalubres, au titre du CSP (L1331-26 à L1331-31),
- Les immeubles ou locaux à vocation particulière (grange, hangar, lieu de stockage…).

IV - SYNTHESE DES ETUDES REALISEES

1. Contexte général

Conformément à la **loi sur l'eau du 3 janvier 1992**, modifiée par la LEMA du 30/12/2006, et à **l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales**, les communes ont été tenues de réaliser l'étude de zonage d'assainissement sur leur territoire.

À cet effet, le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ETUDE DES EAUX DE LA BELVITTE ET DU MONSEIGNEUR, regroupant douze communes (ANGLEMONT, BAZIEN, BRU, DOMPTAIL, DONCIERES, NOSSONCOURT, MENARMONT, MENIL-SUR-BELVITTE, SAINT-BENOIT-LA-CHIPPOTE, SAINT-PIERREMONT, SAINTE-BARBE ET XAFFEVILLERS) a été créé dans le but de réaliser des zonages d'assainissement et des études à l'échelle des bassins versants.

Le syndicat a été constitué en tant que Maître d'Ouvrage pour la durée des études, tandis que les communes ont conservé leur compétence administrative tout au long des études, initiée en 1999. Ces études, menées en six phases, se sont étalées sur une période de plus de 3 ans.

À cette époque, le système d'assainissement collectif a été choisi pour l'ensemble du bourg, car les conditions pour la mise en place de dispositifs ANC traditionnels n'étaient pas réunies. En effet, l'assainissement individuel nécessitait de disposer de suffisamment d'espace, ce qui n'était pas toujours possible, et est limité également compte tenu des contraintes topographiques, géologiques et pédologiques qui peuvent exister.

Les projets ont été vite abandonnés au vu de leurs coûts d'investissement et de fonctionnement (fort impact sur le prix de l'eau). Aujourd'hui, la commune compte quelques rares dispositifs d'ANC (cf. chapitre suivant).

L'arrêté du 7 septembre 2009, fixant les prescriptions techniques des systèmes d'ANC a permis l'émergence de technologies d'assainissement compactes, de faible encombrement, sous réserve qu'elles soient agréées. Ces technologies pourraient, dans certains cas, rendre l'ANC viable, là où il avait été jugé difficile voire impossible lors des études précédentes.

2. Diagnostic des réseaux de collecte

Lors de l'élaboration du précédent zonage d'assainissement, les réseaux d'eaux pluviales (EP) avaient fait l'objet d'inspections qui avaient mis en évidence leur inaptitude à être réutilisés pour la collecte et le transport des eaux usées domestiques. En effet, ces réseaux sont majoritairement raccordés à des fossés drainant de forts débits d'eaux claires parasites, rendant leur usage incompatible avec un système d'assainissement collectif.
Par ailleurs, les réseaux EP existants présentent aujourd'hui des signes de vétusté, compte tenu de leur ancienneté et des observations relevées lors du **pré diagnostic** mené dans le cadre de la présente étude (cf. partie V).

3. Enquêtes et investigations de terrain

Les enquêtes réalisées lors de l'étude initiale n'ayant pas été fournies par la commune, l'analyse actuelle de l'assainissement existant repose exclusivement sur les comptes rendus des contrôles de l'assainissement non collectif réalisés dans le cadre de la mission SPANC par le SDANC 88, ainsi que sur un examen visuel du bâti réalisé lors des visites de terrain effectuées par le bureau d'études V2EC en mars 2025.

Quelques enquêtes au niveau des exploitations agricoles ont été réalisées lors de l'établissement de l'ancien zonage d'assainissement.

Cette campagne de terrain a permis d'actualiser l'état des dispositifs existants et de constater que plusieurs d'entre eux, installés avant ou lors de l'élaboration du précédent zonage d'assainissement, ne répondent plus aux exigences réglementaires en raison de leur vétusté.

Il est précisé que la présente étude porte exclusivement sur la mise à jour du zonage d'assainissement des eaux usées strictement domestiques ou assimilées domestiques (telles que celles issues d'activités de restauration ou d'hébergement), sans intégrer les installations agricoles, qui avaient fait l'objet d'investigations spécifiques lors de l'étude initiale.

4. Données pédologique et carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif

Pour la commune d'ANGLEMONT, les sols situés à l'Est, jusqu'à la « rue de la Belvitte », ainsi que ceux à l'Ouest de la « rue de la Fressange », présentent des caractéristiques défavorables à l'épuration et à l'infiltration naturelle. Ces zones nécessitent la mise en place de sols reconstitués et drainés. Par ailleurs, tout le long du *ruisseau de la Belvitte*, les sols sont souvent hydromorphes. Une nappe superficielle s'étend sur une largeur de 50 à 100 mètres de part et d'autre des berges du ruisseau. Ces contraintes pédologiques spécifiques compliquent fortement la mise en œuvre de dispositifs d'assainissement non collectif.

Les filières traditionnelles, telles que les tranchées d'infiltration et les filtre à sable, sont soumises à des règles de conception et de faisabilité, nécessitant une étude préalable à l'échelle de la parcelle, notamment pour déterminer la perméabilité du sol en place.

5. Analyse de l'habitat

Les immeubles à ANGLEMONT, confrontés à des contraintes liées aux aménagements existants, à la pente naturelle du terrain, ainsi qu'à l'absence de surfaces suffisantes pour mettre en place des systèmes d'ANC traditionnels, présentaient des facteurs limitant la possibilité d'installer un ANC conforme à l'époque, renforçant ainsi la nécessité de recourir à un zonage d'assainissement collectif pour la quasi-totalité des immeubles de la commune.

6. Étude du milieu naturel

L'étude visait à évaluer la qualité physico-chimique et biologique des ruisseaux traversant les communes du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ETUDE DES EAUX DE LA BELVITTE ET DU MONSEIGNEUR, dont la commune d'ANGLEMONT.
Les eaux sur ces bassins d'étude rejoignent le *ruisseau de la Mortagne*.

Les données collectées quant à la qualité des eaux à l'époque étaient issues d'une station de mesures sur le *ruisseau de la Mortagne.*

7. Conclusion

En conclusion de ce chapitre, les études réalisées ont permis de déterminer que la commune d'ANGLEMONT a été initialement zonée en assainissement collectif en raison des spécificités de son territoire et des besoins en matière d'assainissement. Toutefois, bien que cette orientation ait été définie, aucuns travaux n'ont été entrepris à ce jour pour mettre en œuvre ce projet.

Cette situation souligne la nécessité de réévaluer les options d'assainissement, notamment en explorant les solutions existantes en matière d'assainissement non collectif (ANC), et de mettre en place les actions nécessaires pour garantir une gestion efficace et durable de l'assainissement dans la commune.

V - PREDIAGNOSTIC DE L'ASSAINISSEMENT EXISTANT ET DE SON CONTEXTE

1. Ouvrages publics d'assainissement

1.1 Généralité

À ce jour, ANGLEMONT ne dispose pas d'un système d'assainissement collectif permettant la collecte et le traitement des eaux usées domestiques. Les secteurs urbanisés sont équipés de réseaux d'eaux pluviales permettant l'évacuation des eaux, sans traitement préalable (sauf celui de l'ANC, selon les cas), vers le milieu naturel par l'intermédiaire de plusieurs exutoires.

1.2 Cartographie des réseaux d'assainissement et des bassins versant associés

Conformément au cahier des charges, une mise à jour des plans des réseaux EP a été effectuée dans le cadre de cette étude. Cette démarche s'inscrit dans une optique de gestion patrimoniale des ouvrages. À cet égard, une inspection visuelle des ouvrages accessibles a été réalisée, accompagnée d'un relevé des principales caractéristiques des réseaux d'assainissement (diamètre, matériaux des collecteurs, type d'ouvrages, profondeurs des ouvrages, ainsi que des observations diverses (tampon scellé, sous enrobé, etc.).

Ces données ont permis l'élaboration d'une base de données SIG incluant un diagnostic de la situation actuelle des ouvrages (état des ouvrages, accessibilité, âge des canalisations, etc.).

Le plan ci-contre, également fourni en annexe 3, présente la configuration des réseaux d'assainissement de la commune d'ANGLEMONT.

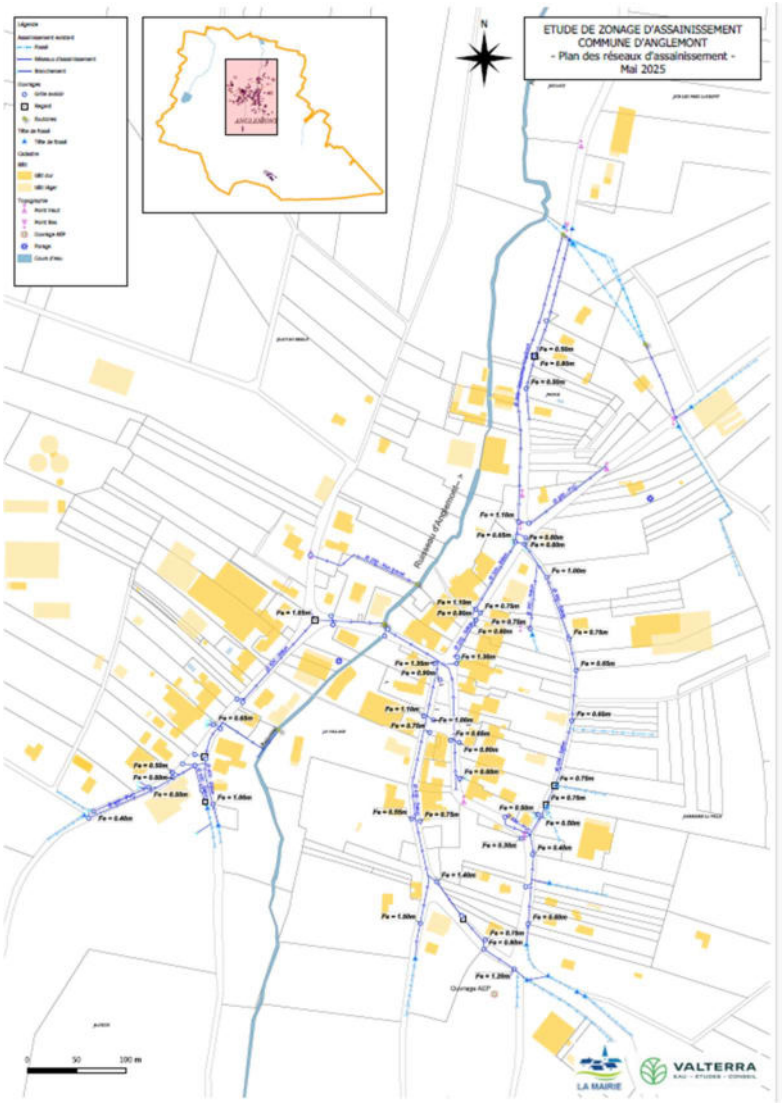


Figure 25 : Plan des réseaux d'assainissement

Des fiches descriptives des exutoires identifiés sur le terrain sont présentées en annexe 4.

Les réseaux publics d'eaux pluviales présentent quelques défauts structurels, et parfois d'entretien. En effet, le ruissellement et l'apport de solides à ANGLEMONT est omniprésent, ce qui induit au colmatage des grilles.

Quelques regards du réseau sont inaccessibles (tampons sous enrobé, scellés, etc.).
Un plan d'analyse de l'état des ouvrages est fourni en annexe 5 du présent rapport.

Certains fossés, qui drainent des bassins versants de tailles et de natures variables, sont parfois raccordés aux réseaux d'eaux pluviales. Les points de raccordement entre les fossés et les réseaux ont été identifiés sur le terrain, « têtes de fossé sur les plans ».

L'objectif est d'associer les caractéristiques des bassins versants drainés, notamment la surface collectée et le nombre d'immeubles raccordés sur le réseau, c'est-à-dire aux exutoires identifiés. Ces données sont alors regroupées dans les fiches exutoires.

Une carte des réseaux EP et des bassins versants associés est fournie en annexe 6.

2. Assainissement non collectif

2.1 Généralité

En l'absence de système d'assainissement collectif fonctionnel, le traitement des effluents domestiques devrait donc être effectué au niveau de chaque habitation grâce à des systèmes d'assainissement non collectif.

Le SDANC 88 exerce la mission de SPANC à ANGLEMONT et exerce ainsi les services suivants :
- De contrôle de la conception et d'exécution des installations neuves ou réhabilitées ;
- De contrôle périodique du bon fonctionnement et d'entretien des installations ;
- De diagnostic des installations existantes.

La représentation graphique retenue dans cette étude est mise en relation avec la grille de notation issue de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette évaluation permet de préciser si une installation est « conforme » ou « non conforme », et dans cette seconde hypothèse sont indiqués les délais de réalisation des travaux de mise en conformité comme présenté dans la figure suivante.

<table>
<tr><th rowspan="2">Problèmes constatés sur l'installation</th><th colspan="3">Zone à enjeux sanitaires ou environnementaux</th></tr>
<tr><th>NON</th><th colspan="2">OUI
Enjeux sanitaires | Enjeux environnementaux</th></tr>
<tr><td>⊡Absence d'installation</td><td colspan="3">Non respect de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique
★ Mise en demeure de réaliser une installation conforme
★ Travaux à réaliser dans les meilleurs délais</td></tr>
<tr><td>⊡ Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes)
⊡ Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation
⊡ Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution</td><td colspan="3">Installation non conforme
> Danger pour la santé des personnes
Article 4 - cas a)
★ Travaux obligatoires sous 4 ans
★ Travaux dans un délai de 1 an si vente</td></tr>
<tr><td>⊡ Installation incomplète
⊡ Installation significativement sous-dimensionnée
⊡ Installation présentant des dysfonctionnements majeurs</td><td>Installation non conforme
Article 4 - cas c)
★ Travaux dans un délai de 1 an si vente</td><td>Installation non conforme
> Danger pour la santé des personnes
Article 4 - cas a)
★ Travaux obligatoires sous 4 ans
★ Travaux dans un délai de 1 an si vente</td><td>Installation non conforme > Risque environnemental avéré
Article 4 - cas b)
★ Travaux obligatoires sous 4 ans
★ Travaux dans un délai de 1 an si vente</td></tr>
<tr><td>⊡ Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs</td><td colspan="3">★ Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation</td></tr>
</table>

Figure 26 : Grille d'évaluation issue de l'arrêté du 27 avril 2012

Le tableau de l'arrêté de 2012 a été transposé par une charte à l'échelle du SDANC 88 permettant la classification des installations d'assainissement non collectif.

2.2 Etat des lieux sur l'ANC existant

La commune d'ANGLEMONT ayant été zonée en assainissement collectif lors de la précédente étude, la liste complète des habitations à contrôler n'a jamais été fournie au SDANC 88. Seuls les immeubles ont fait d'un contrôle lors de vente immobilière.
On peut estimer qu'il reste à ce jour 67 immeubles à visiter dans le cadre des contrôles réglementaires

Les résultats des contrôles du SDANC88 sont synthétisés dans le tableau ci-dessous. Les mêmes résultats sont illustrés grâce à un code couleur sur la carte en annexe 7 de ce rapport.

Tableau 4 : Etat de conformité de l'ANC (source : contrôles du SDANC 88)

Description de l'état de conformité	Code contrôle	Nombre immeubles
Installation non conforme Travaux obligatoires sous 4 ans, (si vente, sous 1 an par l'acquéreur)	P1	3
Installation non conforme Uniquement si vente (dans l'année, par l'acquéreur)	P2	4
Installation conforme Recommandations d'amélioration du système	P3	0
Installation conforme Pas de travaux	P4	0
Installation non conforme Travaux dans les meilleurs délais (Pas d'informations sur le système)	P5	1
Installation non conforme Travaux dans les meilleurs délais	P6	3
Installation non visitée (dont des logements vacants/ à réhabiliter) Pas de contrôle existant à la fin de l'années 2024	NV	67
Contrôle de conception Instruction du dossier d'intention de réaliser des travaux (permis de construire / étude de conception d'un ANC), réalisée par le SDANC88.	CC	1
Total des immeubles		79

Il s'agit d'un état réalisé au début de l'année 2025.

La figure ci-dessous illustre la répartition en pourcentage des résultats de contrôles réglementaires réalisés dans le cadre du SDANC88.

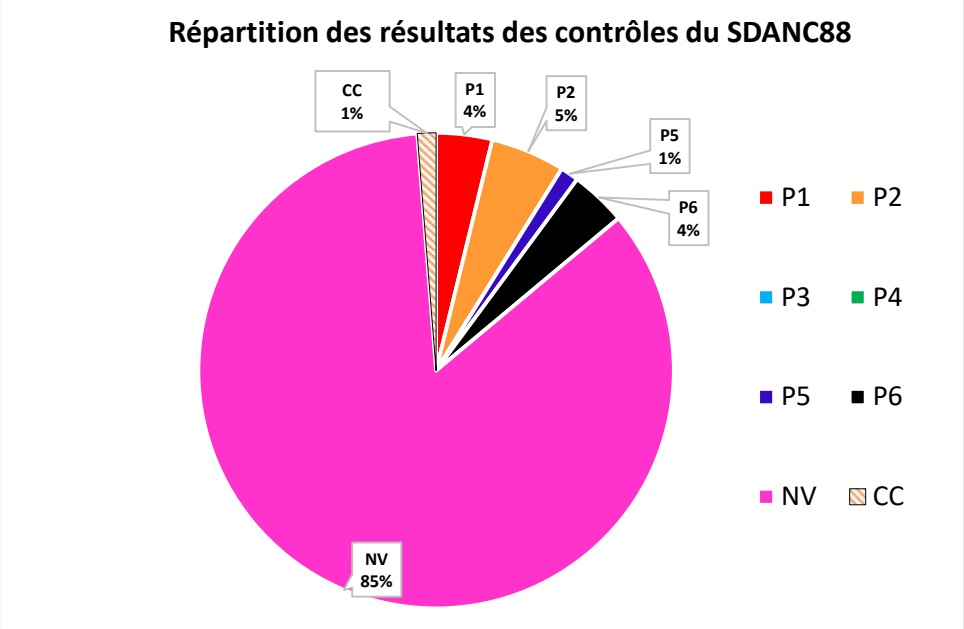


Figure 27 : Répartition des contrôles réglementaires du SDANC88 selon l'état de conformité

Pour les 11 immeubles visités de la commune, on constate que :

Qu'aucun immeuble dispose d'un système d'assainissement non collectif classé « conforme, pas de travaux » et qu'aucun immeuble n'a été classé « conforme avec recommandations d'amélioration du système ».

- 11 immeubles sont non conformes et peuvent être concernés par une réhabilitation totale du système ANC (classés en P1, P2, P5, P6) :

- **« meilleurs délais » pour 4 habitations (soit 5 % des immeubles) ;**
- **« 4 ans et 1 an si vente » pour 3 habitations (soit 4% des immeubles) ;**
- **« 1 an si vente » pour 4 habitations (soit 5 % des immeubles).**

Les immeubles qui n'ont pas fait l'objet d'une visite par le SDANC 88 seront concernés par des travaux visant la mise en place d'un système d'Assainissement Non Collectif complet. Les systèmes préconisés dans le cadre de cette étude sont proposés à titre indicatif, sur la base d'une analyse visuelle du bâti et des parcelles depuis l'espace public.

Aucune visite parcellaire n'a été réalisée lors de la phase 1, ce qui implique que les solutions proposées ne reposent pas sur une étude à la parcelle (obligatoire pour la mise en conformité du système ANC), mais sur une évaluation globale permettant le chiffrage des différents scénarios d'assainissement à étudier en phase 2.

VI - ANALYSE DES SPECIFICITES LOCALES ET DES CONTRAINTES D'ASSAINISSEMENT

1. Aperçu méthodologique

Le présent document chapitre explicite la structure et la méthodologie de l'étude de zonage d'assainissement. L'objectif est d'orienter la commune vers une solution de mise en conformité adaptée, après analyse de la situation existante. Deux scénarios sont envisagés :

- ✓ **Assainissement non collectif (ANC)**, basé sur l'état actuel, la conformité des installations, les contraintes, la configuration de l'habitat et le choix de la filière la plus appropriée dans le cadre d'une réhabilitation complète.
- ✓ **Assainissement collectif**, applicable à toute la commune ou à une partie jugée pertinente.

2. Etude du scénario de mise en conformité de l'Assainissement

2.1 Prise en compte de l'état actuel des dispositifs ANC

Dans le cadre de l'étude du scénario de zonage d'assainissement non collectif, la situation actuelle sera prise en compte, notamment par l'intégration des contrôles réglementaires disponibles. Cette étude se concentrera principalement sur les dispositifs à réhabiliter, en excluant ceux conformes, qui ne nécessitent pas de travaux.

L'intégration des diagnostics ANC permet d'affiner le chiffrage du scénario de mise en conformité de l'ANC, offrant ainsi une approche plus précise pour comparer la meilleure solution entre l'assainissement non collectif et l'assainissement collectif.

2.2 Configuration générale de l'habitat

La configuration de l'habitat est un élément crucial permettant la proposition de systèmes d'ANC adaptés à une zone urbanisée. A cet effet, une analyse de l'habitat vis-à-vis de sa densité, sa structure, son implantation, sa surface, la disponibilité d'un exutoire, etc. permet d'établir des coefficients de difficulté par habitation. Ces derniers permettent la proposition d'un système d'assainissement adapté et d'évaluer le coût réel des travaux.

Pour ce faire, des inspections visuelles des immeubles ont été réalisées dans le cadre de la phase 1 de cette étude. La méthodologie suivie et les résultats sont décrits notamment dans la liste d'immeubles recensés en annexe 8, et dans ce qui suit.

La commune d'ANGLEMONT se distingue par un patrimoine bâti qui reflète son caractère rural et agricole. Les habitations s'organisent le long de la « route de la Belvitte (RD D9d) en rive droite du *ruisseau de la Belvitte*, ainsi que le long de la « rue des Fontaines », en rive gauche du cours d'eau.

Une importante surface aménagée pour une exploitation agricole est présente au Nord-Ouest du bourg.



Figure 28 : vue aérienne du bourg d'ANGLEMONT (source : Google Maps, 2025)

Les caractéristiques particulières des immeubles fixent l'opportunité et les limites de choix de zonage en assainissement (non collectif, collectif ou non collectif regroupé « semi-collectif).

Lors de cette étude d'actualisation du zonage d'assainissement, un examen visuel de l'habitat a été réalisé, dans le but notamment de préciser la faisabilité d'une réhabilitation des installations d'assainissement non collectif existantes, selon les solutions techniques et réglementaires qui s'offrent aujourd'hui aux propriétaires. En effet, l'arrêté du 7 septembre 2009 donne désormais la possibilité d'avoir recours à des dispositifs d'ANC compacts, rendant ainsi possibles certains projets de réhabilitation en secteur d'habitat assez dense.

A côté d'observations plus générales concernant la densité de l'habitat, cette intervention permet également d'apprécier le degré de difficulté des interventions sur les parcelles privées, critère important à prendre en compte pour la faisabilité de l'assainissement non collectif.

Ce degré, nommé **« Coefficient Spécifique de Difficulté » (C.S.D.)**, est lié à des complexités telles que l'éloignement de la construction par rapport à la route ou à un exutoire, l'aménagement et la topographie de la parcelle, l'existence de surface potentiellement disponible pour l'assainissement, etc. Elles peuvent apporter des plus-values quelquefois importantes au prix moyen des travaux d'assainissement entrepris sur le domaine privé.

Pour chaque habitation, repérable par un **numéro d'identification (plan d'assainissement existant en annexe**), une synthèse descriptive (**liste des immeubles et C.S.D. associés en annexe 8**) est établie dans un premier temps, donnant les principales informations sur la configuration d'une parcelle et ses caractéristiques.

Nous indiquons également pour chaque immeuble, s'il est nécessaire d'avoir recours à des filières particulières, de type filtre compact ou microstations d'épuration.

Cet examen visuel a concerné l'ensemble des immeubles d'ANGLEMONT, soit **79 immeubles.** Pour ce qui est des contraintes de l'habitat actuel vis à vis des possibilités d'assainissement, les **immeubles recensés sur la commune d'ANGLEMONT** ont été classés ainsi :

- **Groupement Indispensable (G.I.) : 1 immeuble**
- **Groupement Possible (G.P.) : 53 immeubles**
- **Groupement Exclu (G.E.) : 25 immeubles**

Les G.I. : groupement indispensable

S'applique aux immeubles marqués par l'impossibilité technique de pratiquer l'assainissement individuel (cas des parcelles trop petites, inaccessibles, fortement aménagées, etc.…).
L'évacuation et le traitement à l'extérieur de la propriété, c'est à dire le raccordement sur un réseau de collecte est nécessaire.

Les G.P. : groupement possible

S'applique aux immeubles généralement situés dans le prolongement des G.I., mais pour lesquels l'assainissement individuel est faisable sans obstacle majeur.
La densité moyenne de l'habitat ou la relative proximité du réseau de collecte nécessaire à la desserte des G.I. voisins permet cependant d'envisager les deux modes d'assainissement dans des conditions économiques spécifiques à chaque cas de branchement.

Les G.E. : groupement exclu

S'applique aux immeubles plus dispersés, voire isolés, dont la distance ou la situation topographique par rapport aux G.I. et au G.P. est telle que le coût du raccordement à un réseau serait largement supérieur à celui d'un système d'assainissement individuel, à la même place (à moduler toutefois selon les perspectives d'urbanisation de la commune).

2.3 Aptitude des sols à l'assainissement non collectif

L'étude de zonage d'assainissement vise à orienter la commune vers des solutions de mise en conformité adaptées, en s'appuyant sur une analyse approfondie de la situation existante. Elle se concentre notamment sur les contraintes de surface, d'aménagement et sur les exutoires actuels des eaux usées des habitations, dans le but de limiter la reprise des réseaux existants.

Actuellement, les habitations anciennes dépourvues d'un système d'assainissement non collectif (ANC) sont souvent concernées par des filières compactes, telles que les microstations ou les filtres compacts. Bien que la réalisation d'une carte d'aptitude des sols à l'ANC ne soit pas explicitement prévue dans le cahier des charges, cet aspect est intégré dans l'étude afin d'adapter au mieux les prescriptions techniques.

Inscrite dans les objectifs du SDAGE Rhin-Meuse et traduite localement via le PAOT de la 2C2R, cette démarche vise à réduire les pollutions et pressions sur le milieu naturel. À ce titre, les données pédologiques et hydrogéologiques disponibles (GISOL, BRGM, etc.) sont mobilisées pour évaluer les contraintes du sous-sol vis-à-vis de la mise en place de filières d'épandage des eaux prétraitées (filtres à sable, tranchées d'infiltration, etc.). Cette méthodologie permet de définir les limites techniques dans lesquelles les différentes solutions d'assainissement pourront être envisagées, puis pour leur chiffrage lors de la phase 2 de cette étude.

2.4 Conclusion

Les caractéristiques de l'habitat communal à ANGLEMONT permettent d'envisager une réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif selon les normes actuelles sur la quasi-totalité des immeubles. En effet, l'examen visuel de l'habitat a permis d'identifier des contraintes plus marquées sur certains immeubles situés à l'intérieur du village, nécessitant le recours à des dispositifs compacts (microstation, filtre compact).

Seul un immeuble (n°26 sur le plan en annexe) est classé en groupement indispensable (G.I.). Le classement d'un immeuble en G.I. traduit une impossibilité technique à mettre en place un dispositif d'ANC, au vu d'une contrainte majeure. Dans ce cas, le bureau d'étude V2EC va s'engager transmettre une demande au maître d'ouvrage afin d'organiser une enquête parcellaire pour étudier d'une manière plus approfondie la faisabilité de l'ANC.

L'immeuble n°26 situé « rue de la Chapelle » fera l'objet d'une visite parcellaire, après validation du maître d'ouvrage.



170 rue de la Chapelle (ANGLEMONT) classé en GI

L'immeuble illustré ci-haut présente des contraintes de surface et l'absence d'une grange dans laquelle une microstation pourrait être mise en place. L'enquête à réaliser lors de la phase 2 de la présente étude servira à recenser les positions des sorties d'eaux usées et proposera une solution, si possible, pour la mise en œuvre d'un système ANC.

Remarque : Seule une étude de définition de filière à l'échelle de la parcelle permettra de définir précisément la filière à mettre en place et la mieux adaptée pour un projet. Elle est réalisée suivant le règlement du SDANC 88, des références techniques (ex : DTU64.1) et réglementaires (arrêtés du 07/09/2009 et du 07/03/2012). De plus, lors de l'instruction de tout projet, une étude est systématiquement demandée par le SDANC 88 afin de justifier la conception et la faisabilité du dispositif d'ANC proposé (test de perméabilité, nombre de pièces et points d'eau d'une habitation, etc.).

Au stade de cette étude, les résultats représentent une vision globale à l'échelle de la commune, bien qu'une analyse de l'habitat ait été réalisée.

3. Etude du scénario de mise en place d'un assainissement collectif

Le scénario d'assainissement collectif à proposer consiste en la mise en place de nouveaux réseaux de collecte des eaux usées, ainsi que la mise en place de postes de relevage ou de refoulement lorsque cela est nécessaire.

Ce système sera accompagné par la construction d'une station de traitement des eaux usées (STEU) adaptée à la capacité de la commune à l'horizon futur, c'est-à-dire en prenant en compte de potentielles évolutions de l'urbanisme.

Au regard des contraintes identifiées, le zonage d'assainissement collectif pourrait concerner l'ensemble de la commune, à l'exception des écarts les plus éloignés. Une solution de type semi-collectif pourrait également être envisagée, avec un zonage différencié : une partie de la commune serait raccordée à un réseau d'assainissement collectif, tandis que les secteurs plus isolés ou faiblement urbanisés seraient maintenus en assainissement non collectif (ANC).

Le choix de zonage mixte (ANC et collectif) pourrait être justifié par plusieurs critères :

- Présence d'installations conformes dans un secteur (à maintenir en ANC) ;
- Faisabilité technico-économique, notamment dans les secteurs où la réalisation d'un réseau gravitaire serait complexe et impliquerait la création de plusieurs postes de refoulement, augmentant ainsi les coûts d'investissement et d'exploitation.

Par ailleurs, ce zonage mixte permettrait d'exclure certaines zones périphériques, caractérisées par une faible densité d'habitat et un éloignement significatif du centre-bourg, ainsi que les secteurs où les installations d'assainissement individuel existantes sont conformes et opérationnelles.

Pour ce scénario, une schématisation détaillée est réalisée, illustrant le processus de collecte des eaux usées, le transfert de ces effluents vers le site de traitement indiqué par la commune, ainsi qu'un prédimensionnement de la STEU. Ce prédimensionnement prendra en compte l'évolution démographique et urbaine de la commune afin de prévoir une capacité de traitement future suffisante.

Une proposition de scénario d'assainissement collectif est fournie en annexe 9.

Les estimations financières et les détails des solutions techniques envisagées seront fournis lors de la phase 2 de l'étude.

VII - ANALYSE DU CONTEXTE DE LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

1. Contexte réglementaire

La loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, communément appelée "Loi sur l'Eau", ainsi que la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 relative à l'eau et aux milieux aquatiques (LEMA), établissent les principes clés régissant la gestion de l'eau en France. La LEMA, en particulier, introduit l'intégration des enjeux liés à la gestion des eaux pluviales (EP) dans les stratégies d'aménagement du territoire. Dans les zones aménagées, les déversements des EP sont soumis à la procédure « Loi sur l'Eau » (articles L. 214-1 à 6 du Code de l'environnement).

Le PNACC2 (Plan National d'Adaptation au Changement Climatique), publié en janvier 2019, met en avant l'importance de limiter l'artificialisation des sols naturels, agricoles et forestiers, tout en favorisant des solutions permettant l'infiltration des EP, la réduction de l'imperméabilisation et l'adoption de techniques pour une GIEP (Gestion Intégrée des EP).

Les SDAGE Rhin-Meuse fixe des lignes directrices en matière de gestion des EP, auxquelles tous les projets d'aménagement doivent se conformer.

Le cadre législatif et réglementaire régissant la gestion de l'eau et de l'aménagement du territoire a évolué au fil du temps. Ainsi, en premier lieu, le Code civil (articles 640 et 641) a posé les bases juridiques liées à la gestion des biens et des eaux. Puis, le Code de l'urbanisme (article L421-6) a renforcé la régulation de l'aménagement du territoire, suivi par le RNU qui a précisé les conditions d'urbanisation. Le Code de l'environnement (article R214-1) est intervenu pour encadrer la gestion des eaux et les pratiques environnementales. En parallèle, le Code de la santé publique (article 1331-1) a abordé les normes sanitaires liées à la gestion de l'eau potable et des eaux usées.

La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, adoptée le 9 août 2016 (article 86), a introduit des mesures visant à préserver les écosystèmes aquatiques. Par la suite, les PLU (Plan Local d'Urbanisme) ou PLUi (Plan Local d'Urbanisme intercommunal) ont permis de mieux encadrer l'aménagement à l'échelle locale.

En parallèle, des dispositifs comme la GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), le zonage d'assainissement et le zonage pluvial ont vu le jour pour mieux gérer les eaux et prévenir les risques d'inondation. Quant au SRCAE (Schéma Régional Climat Air Énergie) a intégré des enjeux climatiques dans la gestion de l'eau et de l'environnement.

Plus récemment, le SRADDET Grand-Est, approuvé le 27 janvier 2020, a fixé des objectifs pour le développement durable de la région, dont l'objectif qui vise à améliorer la gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau des secteurs résidentiel / tertiaire.

2. Bilan de la gestion actuelle des eaux pluviales

L'analyse de l'habitat ainsi que l'examen des rapports de contrôle du SDANC 88 à ANGLEMONT ont permis d'établir un diagnostic de la gestion des eaux pluviales urbaines (GEPU), soit au niveau des zones urbanisées communales (le bourg et les immeubles dispersés).

Actuellement, les eaux pluviales provenant des toitures et des surfaces imperméabilisées (voiries, parkings, etc.) ne font l'objet d'aucune gestion spécifique. En l'absence de dispositifs de rétention ou d'infiltration, ces eaux sont généralement rejetées directement sur les espaces publics ou privés (jardins, trottoirs, chaussées, etc.), ou acheminées vers des exutoires existants tels que les réseaux pluviaux, les fossés ou les cours d'eau.

En annexe 10, des fiches types « Fiche GEPU » permettent de décrire le mode de gestion des EP existant à ANGLEMONT.

Les principales conséquences de cette gestion sont :

- **Inondations locales** : L'absence de dispositifs permettant de retenir ou d'infiltrer les eaux pluviales favorise le ruissellement rapide, augmentant ainsi le risque d'inondations en période de fortes pluies.
- **Erosion** : L'écoulement direct des eaux dans les fossés et les cours d'eau entraîne une érosion des sols et des berges. Il en est de même pour les infrastructures de la commune (détérioration des voiries et des aménagements).
- **Pollution des milieux récepteurs** : Les eaux de ruissellement, chargées de polluants issus des surfaces urbaines et des surfaces agricoles, sont souvent déversées via les réseaux, ces derniers contribuant à un écoulement rapide vers le milieu récepteur.

3. La doctrine du Grand Est pour la Gestion Intégrée des Eaux Pluviales (GIEP)

La région Grand Est a défini une **doctrine**[4] visant à adopter une gestion intégrée et durable des EP. Cette approche repose sur des principes clés :

- ✓ **Gestion intégrée des eaux pluviales** : Une gestion in-situ, privilégiant l'infiltration et la réutilisation des eaux de pluie, sans recourir à des infrastructures spécifiques. Cette approche intègre les espaces publics, privés, toitures, et voirie ;
- ✓ **Prise en compte des niveaux de service** couvre les pluies courantes (lutte contre la pollution, adaptation au changement climatique, recharge des nappes) ainsi que les pluies moyennes à fortes et exceptionnelles (protection des biens et des personnes) ;
- ✓ **Gestion à la source** : Priorité aux solutions limitant l'imperméabilisation des sols, favorisant l'absorption naturelle des eaux pluviales par des techniques comme les jardins de pluie, les noues végétalisées et les toitures végétalisées ;
- ✓ **Rétention et infiltration** : Favoriser l'infiltration dans le sol et limiter le ruissellement rapide par des dispositifs de rétention et de stockage temporaires (bassins, réservoirs) pour contrôler les volumes et réduire les risques d'inondation et d'érosion ;
- ✓ **Respect des normes et dimensionnement** : Les ouvrages de gestion des eaux pluviales doivent être dimensionnés selon les données climatiques et adaptés aux types de pluies, en suivant des critères de conception rigoureux.

[4] Doctrine publiée sur le site de la DREAL Grand Est : https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/eaux-pluviales-r7012.html

4. Méthodologie de gestion des niveaux de pluie et dimensionnement des ouvrages

La gestion des eaux pluviales doit se baser sur un dimensionnement précis des ouvrages, selon le type et l'intensité des précipitations attendues. La méthodologie suivante est recommandée pour le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales :

Tableau 5 : Niveaux de service pour la gestion des EP - Principe de la doctrine Grand-Est

Niveau de service	Description des niveaux de service
N1	**Pluie courante (10 mm/m² imperméabilisé)** : Cette pluie, relativement fréquente, doit être gérée en priorité par des dispositifs d'infiltration et de rétention à la source. Des solutions telles que les noues et tranchées drainantes, qui permettent une absorption rapide des eaux, sont privilégiées pour ces petites quantités d'eau. En cas d'impossibilité d'infiltration (sols trop imperméables, par exemple), des dispositifs de stockage temporaire peuvent être installés pour éviter les débordements.
N2	**Pluie moyenne à forte** : Il est nécessaire de dimensionner les ouvrages pour supporter des événements plus intenses. Ces précipitations sont définies par les "pluies de projet", correspondant à des événements plus rares mais à fort impact. Les ouvrages doivent être capables de gérer ces quantités d'eau et doivent prévoir une capacité de rétention et d'écoulement pour un temps de retour spécifique. Par exemple, pour des événements de période de retour de 10 ans ou 20 ans, un bassin de rétention pourra être dimensionné pour contenir les volumes excédentaires, tout en permettant une évacuation progressive vers les cours d'eau sans provoquer d'inondation.
N3	
N4	**Pluies exceptionnelles** : Ces événements très rares mais potentiellement dévastateurs nécessitent qu'ils soient pris en compte via une réflexion de mise en place d'un parcours à moindre dommage jusqu'à l'exutoire final.

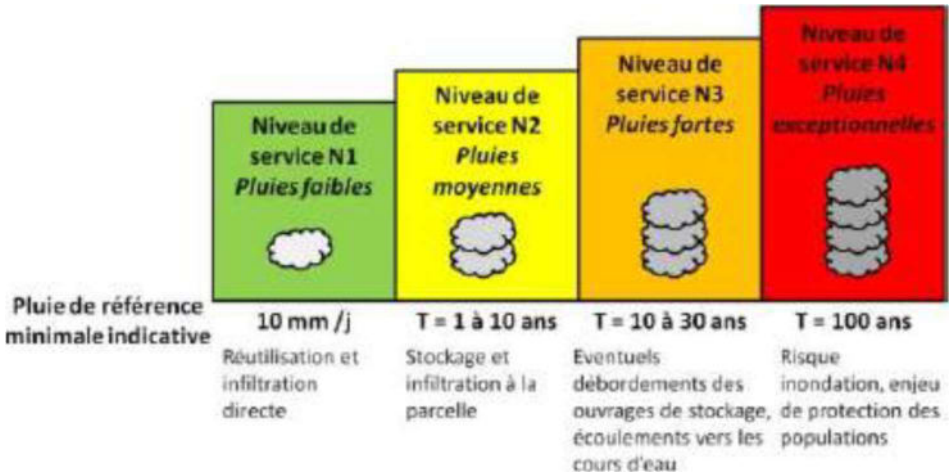


Figure 29 : Niveaux de service pour la gestion des eaux pluviales (Doctrine Grand Est, 2020)

5. Solutions proposées pour la gestion intégrée des eaux pluviales

Afin de répondre aux enjeux de gestion durable des eaux pluviales à ANGLEMONT et de se conformer aux orientations de la doctrine du Grand Est, plusieurs solutions techniques et méthodologiques peuvent être mises en place :

- **Rétention à la source** : La mise en œuvre de solutions naturelles, comme les jardins de pluie, les toitures végétalisées et les pavés perméables, permettrait de limiter l'imperméabilisation des sols et d'encourager l'infiltration de l'eau de pluie directement sur les parcelles concernées.
- **Ouvrages de rétention et d'infiltration** : La création de bassins de rétention, de tranchées drainantes et de puits d'infiltration permettrait de gérer les volumes d'eaux pluviales excédentaires, en particulier lors de pluies moyennes à fortes. Ces ouvrages doivent être dimensionnés selon les normes en vigueur, en tenant compte des données locales de précipitations.
- **Récupération des eaux pluviales** : systèmes de collecte et de stockage des EP pour un usage non potable (arrosage des espaces publics, nettoyage, etc.) permettrait de réduire la consommation d'eau potable et de valoriser les ressources en eau.
- **Sensibilisation et intégration dans l'aménagement urbain** : Il est essentiel d'intégrer la gestion des eaux pluviales dans les projets d'aménagement urbains, en privilégiant des techniques douces et intégrées, telles que des réseaux de drainage paysager, et en sensibilisant les acteurs locaux à l'importance de la gestion durable des eaux pluviales.

Afin de nourrir la réflexion sur la mise en œuvre d'ouvrages de gestion intégrée des eaux pluviales, plusieurs guides et documents techniques de référence ont été consultés. Parmi ceux-ci, le Guide de la gestion intégrée des eaux pluviales à la parcelle publié par Aqua-Valley (2022) constitue une base solide en matière de typologie d'ouvrages (noues, jardins de pluie, toitures végétalisées, etc.) et d'analyse multicritère (coûts, entretien, intégration paysagère).
https://aqua-valley.com/wp-content/uploads/2022/12/GUIDE_GIEP_COMPLET_WEB-AQUARHESE.pdf

Récemment (avril 2025), un guide technique a été élaboré par le SDEA, apportant des retours d'expérience et des grilles de choix pour les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales. Lien pour consulter le guide :
https://www.sdea.fr/images/SDEA/GEPU/Guide_pratique_particulier_WEB.pdf

6. Conclusion et recommandations

Pour répondre aux défis posés par la gestion des eaux pluviales, il est impératif d'adopter une approche intégrée qui respecte les principes d'une gestion intégrée des EP, telle qu'elle est définie par la doctrine Grand Est. Cela inclut la gestion à la source, l'infiltration et la rétention, ainsi que le dimensionnement rigoureux des ouvrages en fonction des pluies attendues.

La commune doit également intégrer la gestion des EP dans ses projets d'aménagement, en privilégiant des solutions durables et en sensibilisant les habitants à l'importance de ces enjeux pour la résilience et la qualité de vie. Il est donc recommandé à la collectivité de :

1. Élaborer un plan de gestion des EP fondé sur les orientations et les normes en vigueur;
2. Promouvoir des solutions de rétention et d'infiltration adaptées ;
3. Sensibiliser les citoyens aux enjeux de la gestion des EP et les encourager à adopter des pratiques durables au quotidien.

POURSUITE DE L'ETUDE ET ORIENTATIONS DE LA PHASE 2

L'analyse des particularités de la commune d'ANGLEMONT, couvrant les équipements d'assainissement existants, l'habitat, ainsi que le milieu physique et naturel, menée au cours de cette première phase de l'étude, nous a permis de mieux cerner les principales contraintes associées aux différentes solutions d'assainissement envisageables pour la commune.

La phase suite de l'étude portera sur l'étude des scénarios d'assainissement suivants :

- ⇨ **Scénario 1** : Réhabilitation de l'assainissement non collectif de la totalité des immeubles de la commune (selon les résultats d'analyse de l'existant) ;
- ⇨ **Scénario 2** : Mise en place d'un système d'assainissement collectif, avec un maintien de zones d'assainissement non collectif pour les immeubles non raccordés.

Pour ce faire, les données recueillies et les analyses visuelles réalisées lors de la première phase serviront de base pour le développement des scénarios. Chaque scénario sera justifié par une faisabilité technique, et le coût global des travaux sera évalué et rapporté par logement (ratio par immeuble). Cela permettra de comparer les différents systèmes et de vérifier si le ratio se situe dans les fourchettes définies par les financeurs, afin de déterminer si des subventions peuvent être attribuées ou si certains scénarios doivent être exclus.

Comme présenté en annexe, la première proposition de scénario d'assainissement collectif sera soumise à une validation par la commune et le comité de pilotage. Cette validation permettra le lancement de la phase 2.

Par ailleurs, une enquête domiciliaire sera à prévoir (visite de l'immeuble n°26 situé 170 « rue de la Chapelle ») afin de pouvoir valider les possibilités techniques du scénario 1 « Tout ANC ».

La deuxième phase de l'étude portera sur l'établissement des comparatifs technico-économiques des scénarios d'assainissement, ainsi que la simulation financière, permettant d'évaluer l'impact sur le prix de l'eau selon le projet envisagé. De plus, divers critères de plans de financement seront étudiés (notamment les subventions du 12ème programme de l'AERM). Ces possibilités d'aides seront étudiées pour le non collectif et le collectif.

Ce rapport de phase 1 a permis dans un second temps d'évaluer les pratiques de gestion des eaux pluviales existantes à l'échelle communale. Ainsi, un aspect de cette étude est d'évaluer le potentiel du déraccordement et de gestion intégrée des EP. Cette analyse permettrait d'identifier les avantages techniques et économiques de limiter les rejets des EP vers les réseaux, et d'explorer les possibilités d'optimiser la gestion de l'eau sur le territoire.

À l'issue de la phase 2, la commune et le comité de pilotage disposeront d'une vision complète permettant de retenir le scénario d'assainissement des eaux usées le plus pertinent et le mieux adapté au contexte local.

ANNEXES

ANNEXE 1

COMPARATIFS D'OCCUPATION DES SOLS

PORTRAIT DE LA COMMUNE

Anglemont

Département
VOSGES(88)

Surface
5.9 km²

Population (2019)
161

Densité (2019)
27.3 hab/km²

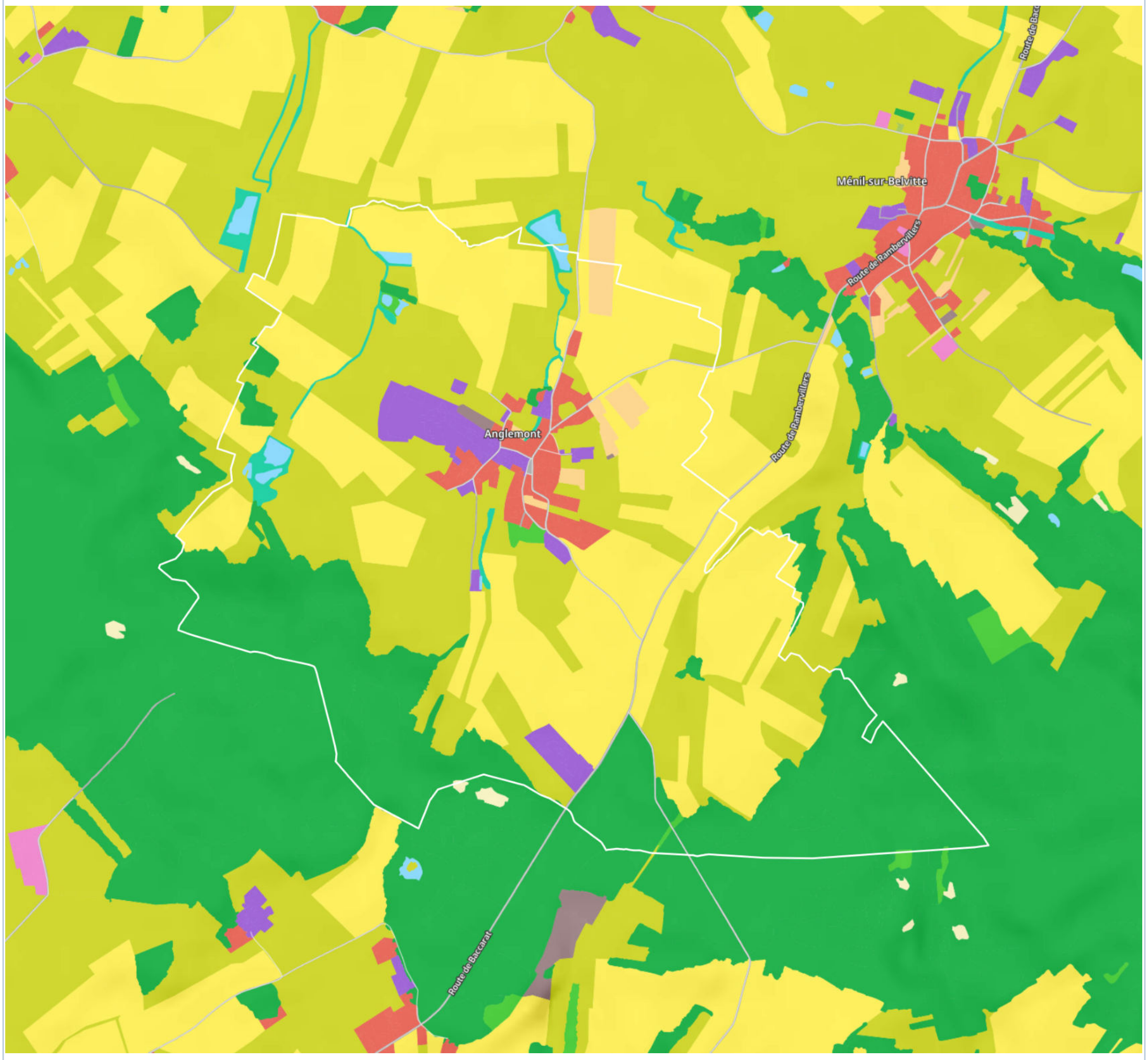


INSEE : 88008 - Statut de la commune : commune non chef-lieu

Les informations proposées sont extraites de la BD OCS Grand Est. Elles constituent un outils d'aide à la décision en illustrant les évolutions du couvert et de l'usage du sol.

L'occupation du sol en 2021

OCS Grand Est niveau 2



- Habitat
- Équipements et infrastructures collectives
- Activités économiques
- Infrastructures et superstructures des réseaux de transport
- Espaces verts urbains
- Espaces en mutation
- Espaces ouverts urbains
- Terres arables
- Cultures permanentes
- Autres zones agricoles
- Forêts
- Formations naturelles herbacées ou arbustives
- Espaces ouverts, sans ou avec peu de végétation
- Milieux naturels liés à l'eau
- Surfaces en eau

Source : BD TOPO® 2023 regroupement communal au 1er janvier 2024, OCS Grand Est 2021, Insee
contact@datagrandest.fr

Mise à jour des données : Avril 2024 - Création du portrait : 22/07/2025

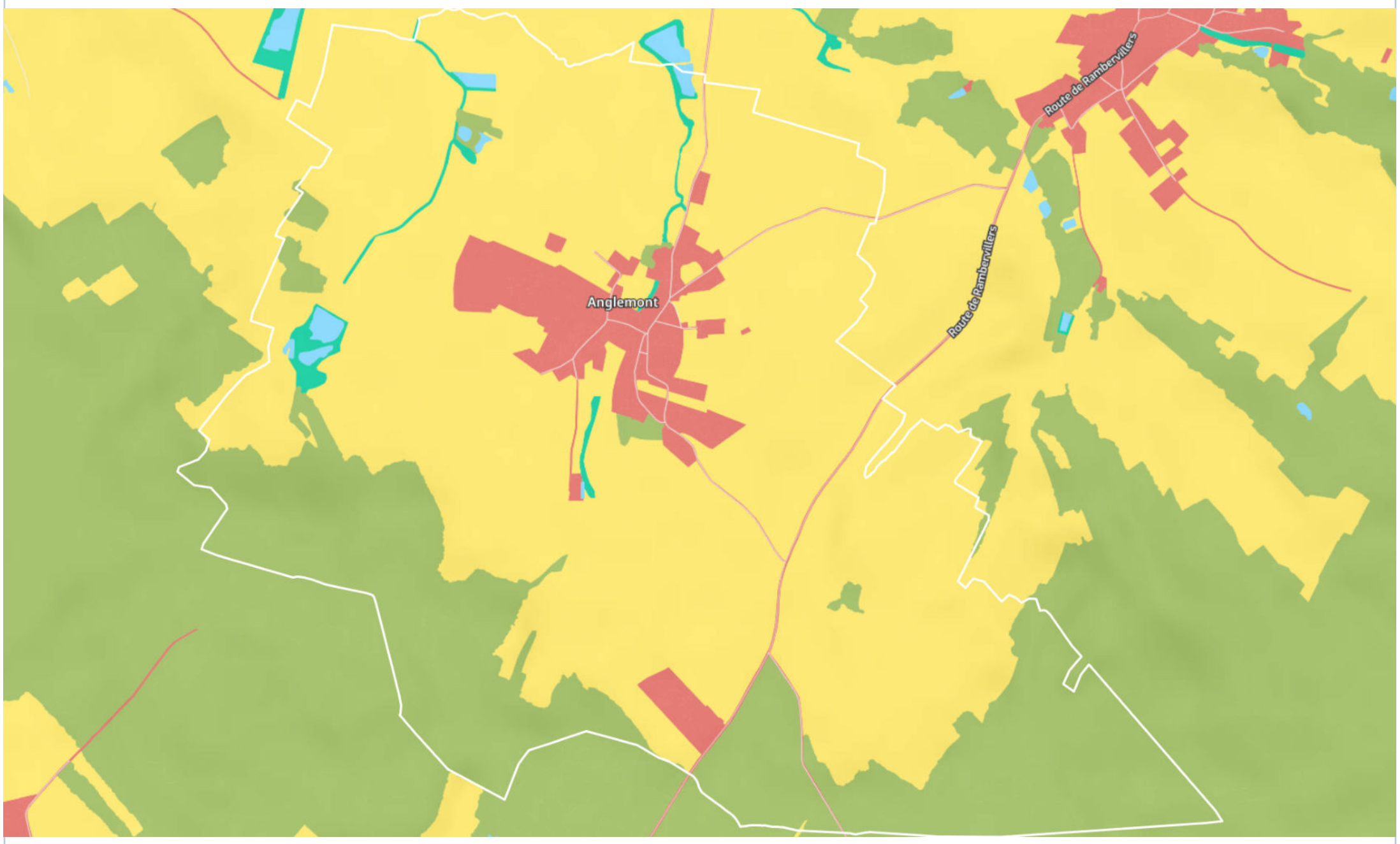
PORTRAIT DE LA COMMUNE

Anglemont

Données de référence : OCS Grand Est 2010 (PVA 2010)
Données observées : OCS Grand Est 2021 (PVA 2021)

L'occupation du sol en 2021

OCS Grand Est niveau 1



Principaux types de paysage en 2021

OCS Grand Est niveau 1

	Anglemont (en ha)	(en %)	CC de la Région de Rambervillers (en %)
Emprises urbaines	41.17	6.98	5.44
Emprises agricoles	395.4	67.05	42.81
Espaces forestiers et semi-naturels	144.61	24.52	50.88
Milieux naturels liés à l'eau	5.46	0.93	0.33
Surfaces en eau	3.09	0.52	0.54

Évolution de l'occupation du sol entre 2010 et 2021

OCS Grand Est niveau 2

	Anglemont (en ha)	(en %)	CC de la Région de Rambervillers (en %)
Habitat	0	0.00	+4.02
Équipements et infrastructures collectives	+5.9	+48.23	+14.64
Activités économiques	0	0.00	+0.50
Infrastructures et superstructures des réseaux de transports	+0.82	+1552.18	+44.68
Espaces verts urbains	+45.85 092	+27.43	+15.82
Espaces en mutations	+4	+122.05	+4.00
Espaces ouverts urbains	-56.54	-24.41	-11.18
Terres arables	+4.97	+3.61	+1.73
Cultures permanentes	-4.63	-70.40	-39.37
Autres zones agricoles	0.04	0.00	+7602.56
Forêts	-0.41	-7.03	-4.17
Formations naturelles herbacées ou arbustives	0	0.00	+15.14
Espaces ouverts, sans ou avec peu de végétation	0	0.00	+3.43
Milieux naturels liés à l'eau	0	0.00	-4.93
Surfaces en eau	0	0.00	0.00

Gains et pertes entre 2010 et 2019

OCS Grand Est niveau 1

	Pertes	Gains	Net
Emprises urbaines	-0	+4.41	+4.41
Emprises agricoles	-4.41	+0.03	-4.38
Espaces forestiers et semi-naturels	-0.03	+0	-0.03
Milieux naturels liés à l'eau	-0	+0	0
Surfaces en eau	-0	+0	0

Gains et pertes entre 2019 et 2021

OCS Grand Est niveau 1

	Pertes	Gains	Net
Emprises urbaines	-0	+2.31	+2.31
Emprises agricoles	-2.31	+0	-2.31
Espaces forestiers et semi-naturels	-0	+0.41	+0.41
Milieux naturels liés à l'eau	-0.41	+0	-0.41
Surfaces en eau	-0	+0	0

Source : BD TOPO® 2023 regroupement communal au 1er janvier 2024, OCS Grand Est 2021, Insee
contact@datagrandest.fr

PORTRAIT DE LA COMMUNE
Anglemont

Données de référence OCS Grand Est 2010 (PVA 2010)
Données observées OCS Grand Est 2021 (PVA 2021)

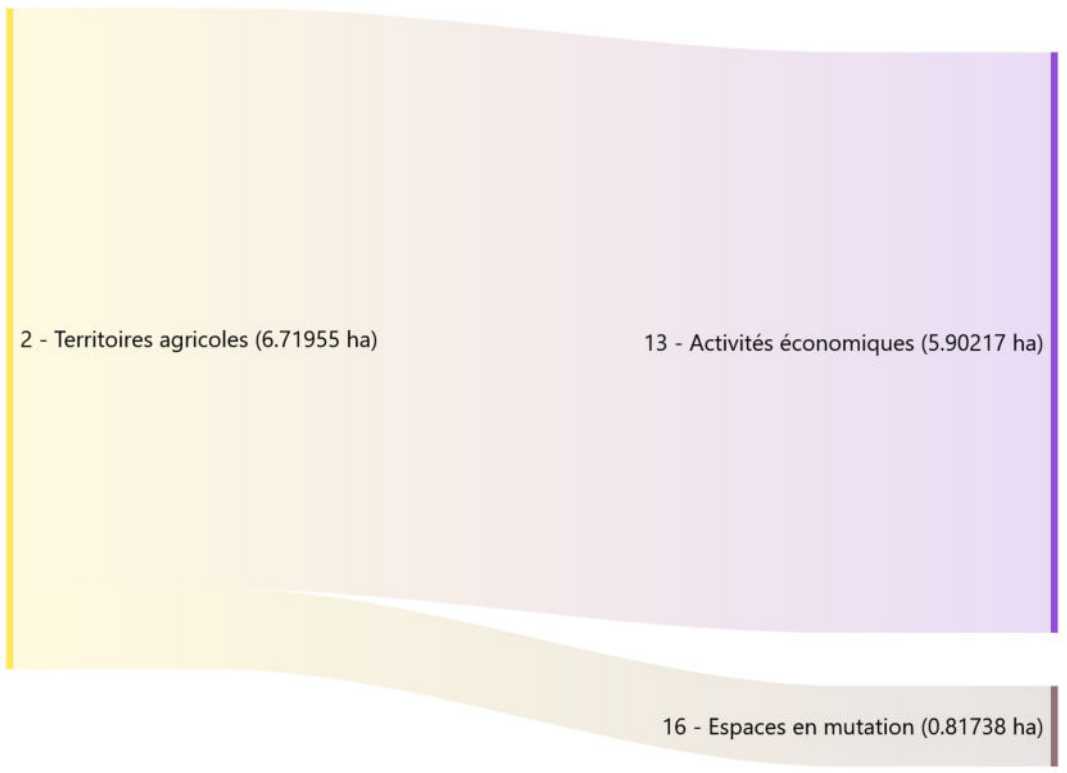
Mutation du paysage entre 2010 et 2021

OCS Grand Est niveau 2



Mutations des espaces agricoles naturels et forestiers vers des espaces urbanisés entre 2010 et 2021

OCS Grand Est du niveau 1 vers le niveau 2



Mutations des espaces urbanisés vers des espaces agricoles naturels et forestiers entre 2010 et 2021

OCS Grand Est du niveau 1 vers le niveau 2

PORTRAIT DE LA COMMUNE

Anglemont

Données de référence OCS Grand Est 2010 (PVA 2010)
Données observées OCS Grand Est 2021 (PVA 2021)

L'imperméabilisation des sols urbanisés en 2021

OCS Grand Est niveau 5



Répartition des postes de perméabilité en 2021

Répartition des postes du niveau 5

	Anglemont (en ha)	(en %)	CC de la Région de Rambervillers (en %)
Imperméable bâti	7.47	1.27	0.91
Imperméable non bâti	8.12	1.38	1.41
Perméable urbain	25.58	4.34	3.12

Évolutions entre 2010 et 2021

OCS Grand Est niveau 5

	Anglemont (en ha)	(en %)	CC de la Région de Rambervillers (en %)
Imperméable bâti	+0.59	+8.54	+4.98
Impermébale non bâti	+0.52	+6.89	+6.89
Perméable urbain	+5.61	+28.07	+28.07

L'imperméabilisation

L'imperméabilisation des sols correspond au recouvrement d'un sol par un matériau imperméable (tel que l'enrobé ou le béton), qui réduit la capacité d'infiltration de l'eau.

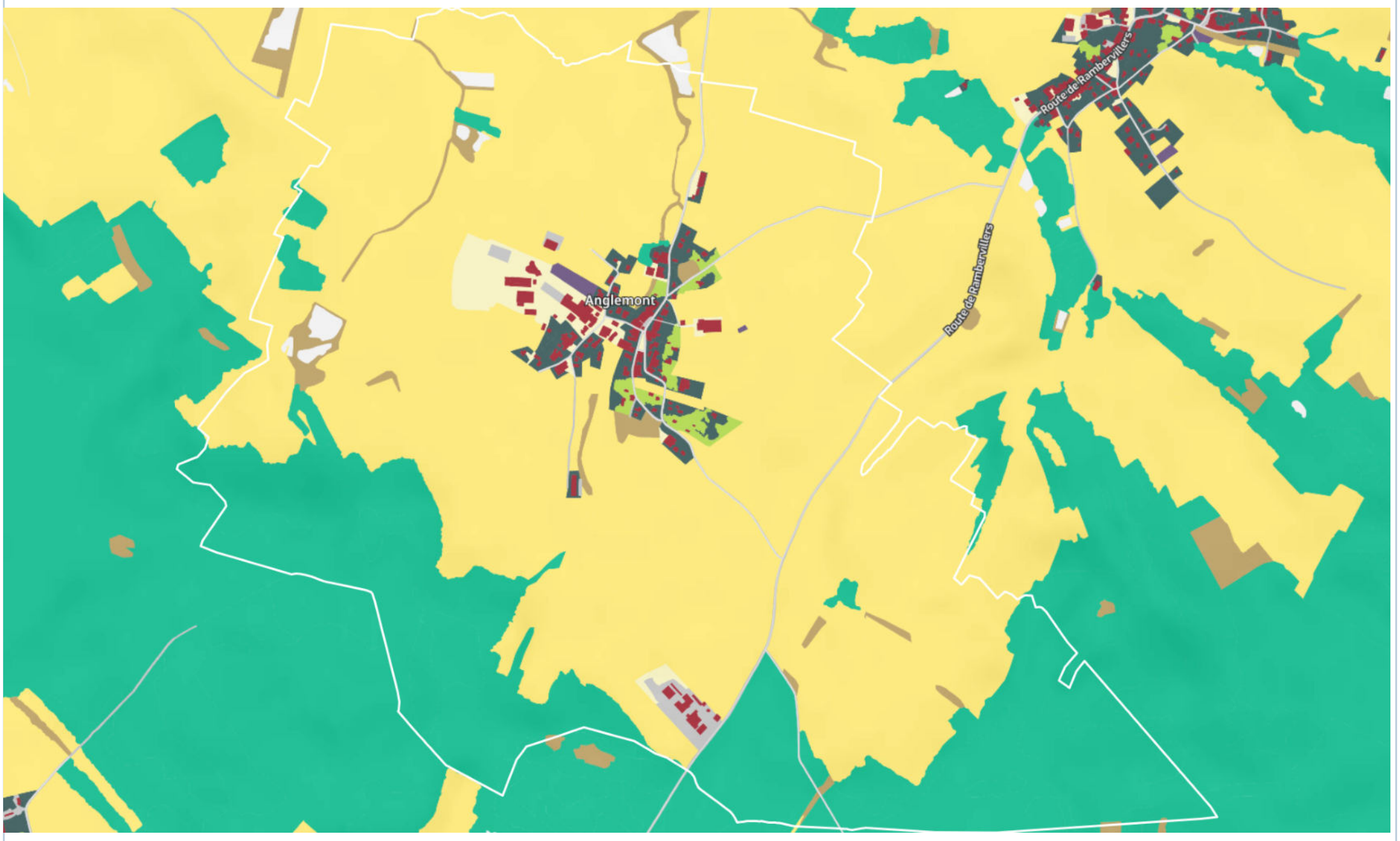
Source : Définition guide ville perméable issue du guide technique du SDAGE - Mars 2017

L'OCS Grand Est propose une photo-interprétation des sols pour les emprises urbaines.

PORTRAIT DE LA COMMUNE
Anglemont

Données de référence : OCS Grand Est 2010 (PVA 2010)
Données observées : OCS Grand Est 2021 (PVA 2021)

Loi Climat Résilience (LCR) en 2021



Répartition des classes LCR en 2021
Niveau 1

	Anglemont (en ha)	(en %)	CC de la Région de Rambervillers (en %)
1 - Artificialisé	37.25	6.32	5.06
2 - Non artificialisé	552.48	93.68	94.94

Évolution des classes LCR de 2010 à 2021
Niveau 1

	Anglemont (en ha)	(en %)	CC de la Région de Rambervillers (en %)
1 - Artificialisé	+6.69	+21.91	+6.11
2 - Non artificialisé	-6.69	-1.2	-0.31

Répartition des classes LCR en 2021
Niveau 2

	Anglemont (en ha)	(en %)	CC de la Région de Rambervillers (en %)
1 - Imperméable Bâti	7.47	1.27	0.91
2 - Revêtement imperméable	8.16	1.38	1.34
3 - Sols compactés, matériaux minéraux ou organiques	9.9	1.68	0.26
4 - Végétation herbacée des surfaces artificialisées (urbaines)	10.85	1.84	2.39
5 - Surfaces artificialisées (urbaines) en chantier ou abandonnées	0.87	0.15	0.15
6 - Sols nus naturels ou d'activité extractive, eau, glace	3.02	0.51	0.59
7 - Surfaces agricoles en friche ou non, aquaculture, pêche	393.53	66.73	42.52
8 - Surfaces végétalisées à usage sylvicole	142.63	24.19	48.87
9 - Surfaces végétalisées en habitat naturel	9.31	1.58	2.63
10 - Autres surfaces végétalisées	3.99	0.68	0.33

Évolution des classes LCR de 2010 à 2021
Niveau 2

	Anglemont (en ha)	(en %)	CC de la Région de Rambervillers (en %)
1 - Imperméable Bâti	+0.59	+0.1	+0.04
2 - Revêtement imperméable	+0.5	+0.08	+0.05
3 - Sols compactés, matériaux minéraux ou organiques	+5.68	+0.96	+0.04
4 - Végétation herbacée des surfaces artificialisées (urbaines)	-0.89	-0.15	+0.11
5 - Surfaces artificialisées (urbaines) en chantier ou abandonnées	+0.82	+0.14	+0.05
6 - Sols nus naturels ou d'activité extractive, eau, glace	0	0	+0.06
7 - Surfaces agricoles en friche ou non, aquaculture, pêche	-6.69	-1.13	-0.12
8 - Surfaces végétalisées à usage sylvicole	+4.97	+0.84	+0.83
9 - Surfaces végétalisées en habitat naturel	-5	-0.85	-1.06
10 - Autres surfaces végétalisées	+0.03	+0	0

Artificialisation

Les objectifs de développement durable du Code de l'urbanisme sont fixés et évalués en considérant comme :

- Artificialisée une surface dont les sols sont soit imperméabilisés en raison du bâti ou d'un revêtement, soit stabilisés et compactés, soit constitués de matériaux composites (postes 1 à 5 de la nomenclature LCR)

- Non artificialisée une surface soit naturelle, nue ou couverte d'eau, soit végétalisée, constituant un habitat naturel ou utilisée à usage de cultures (postes 6 à 10 de la nomenclature LCR)

Article 192 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

L'évolution des surfaces artificialisées et des surfaces non artificialisées

En 2021, la surface artificialisée pour Anglemont représentait une surface de 37.25 ha soit 6.32% du territoire. Entre 2010 et 2021, la différence entre les surfaces artificialisées et les surfaces non artificialisées est de +6.69 ha.

Les surfaces où les sols ont été rendus imperméables

En 2021, la surface dont les sols sont imperméables en raison du bati est de 7.47 ha. La surface dont les sols sont imperméables en raison d'un revêtement est de 8.16 ha.

ANNEXE 2

_____

CONTEXTE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT ET REFERENCES

Annexe 2 : Réglementation en matière d'assainissement collectif et non collectif & contexte du zonage d'assainissement

1. Pourquoi un zonage d'assainissement ?

✓ Le zonage d'assainissement est un document réglementaire établi par la commune, conformément à l'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales. Il délimite les zones relevant de l'assainissement collectif et celles relevant de l'assainissement non collectif (ANC).

✓ Ce zonage permet de :

- Planifier les équipements nécessaires pour la collecte et le traitement des eaux usées.
- Définir les obligations des propriétaires en matière d'assainissement.
- Assurer la protection de l'environnement et la salubrité publique.

2. Réglementation applicable

❖ Assainissement collectif

✓ Les habitations situées en zone d'assainissement collectif doivent être raccordées au réseau public de collecte des eaux usées. Le raccordement est obligatoire dans un délai de deux ans après la mise en service du réseau, conformément à l'article L.1331-1 du Code de la santé publique.

✓ Les coûts liés à l'entretien et au fonctionnement du système collectif sont généralement pris en charge par la collectivité, financés par une redevance d'assainissement (le plus souvent calculé sur la base du volume d'eau potable relevé sur le compteur privé).

❖ Assainissement non collectif (ANC)

✓ Les habitations non raccordées au réseau public doivent être équipées d'un système d'assainissement individuel conforme aux normes en vigueur. La réglementation impose : https://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/

- Le contrôle périodique des installations par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), dans le cas présent, par le SDANC 88.
- La mise en conformité des installations présentant des dysfonctionnements.
- Le respect des prescriptions techniques définies par l'arrêté du 7 septembre 2009.

✓ Les coûts d'installation, d'entretien et de mise en conformité des dispositifs ANC sont à la charge du propriétaire.

3. Documents de référence

- **Guide des règles et bonnes pratiques à l'attention des installateurs** : Ce guide présente les différentes filières d'assainissement, les règles de conception et de mise en œuvre, ainsi que les bonnes pratiques à adopter.
- **Notice explicative du zonage d'assainissement** : Ce document détaille le contexte, les orientations générales, la démarche suivie, le type d'assainissement préconisé (collectif ou non collectif) et les obligations afférentes à chaque zone.

ANNEXE 3

PLAN DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
COMMUNE D'ANGLEMONT
- Plan des réseaux d'assainissement -
Mai 2025

N

Légende

Assainissement existant
- Fossé
- Réseaux d'assainissement
- Branchement

Ouvrages
- Grille avaloir
- Regard
- Exutoires

Tête de fossé
- Tête de fossé

Cadastre

Bâti
- bâti dur
- bâti léger

Topographie
- Point Haut
- Point Bas
- Ouvrage AEP
- Forage
- Cours d'eau

ANGLEMONT

ROUAUX

SUR LES PRES LAURENT

HAUT DU BEHAY

PONCE

LE VILLAGE

DERRIERE LA VILLE

RAYEUX

Ruisseau d'Anglemont

Ruisseau

Ø 250 - Non trouvé

Ø 350 - Béton Non Confirmé

Ø 300 - PVC

Ø 300 - Béton

Ø 350 - Béton

Ø 250 - Béton

Ø 400 - Béton

Ø 400 - PVC

Ø 300 - PVC

Fe = 0.50m
Fe = 0.80m
Fe = 0.50m
Fe = 1.10m
Fe = 0.65m
Fe = 0.60m
Fe = 0.60m
Fe = 1.00m
Fe = 1.10m
Fe = 0.80m
Fe = 0.75m
Fe = 0.60m
Fe = 0.75m
Fe = 1.65m
Fe = 1.30m
Fe = 1.35m
Fe = 0.90m
Fe = 0.65m
Fe = 1.10m
Fe = 1.00m
Fe = 0.75m
Fe = 0.65m
Fe = 0.80m
Fe = 0.60m
Fe = 0.75m
Fe = 0.75m
Fe = 0.50m
Fe = 0.60m
Fe = 0.50m
Fe = 1.00m
Fe = 0.40m
Fe = 0.55m
Fe = 0.75m
Fe = 0.50m
Fe = 0.30m
Fe = 0.45m
Fe = 1.40m
Fe = 1.50m
Fe = 0.60m
Fe = 0.75m
Fe = 0.80m
Fe = 1.20m

Ouvrage AEP

0 50 100 m

LA MAIRIE

VALTERRA
EAU - ÉTUDES - CONSEIL

ANNEXE 4

_____

FICHES EXUTOIRES

COMMUNE D'ANGLEMONT

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Fiche exutoire

Dénomination "ID":	EXU 1
Adresse :	Parcelle privative n°56
Localisation :	Rive droite
Type de rejet :	Eaux pluviales et Eaux usées traitées par l'ANC
ID bassin versant raccordé :	
Surface BV raccordé (Ha) :	
Nombre d'immeubles raccordés sur le réseau :	22
Altitude du point de rejet :	
Nature du point de rejet	*Non localisé*
Milieu récepteur :	Ruisseau d'Anglemont
Coordonées X (m) "Lambert 93" :	
Coordonées Y (m) "Lambert 93" :	

Caractéristiques :

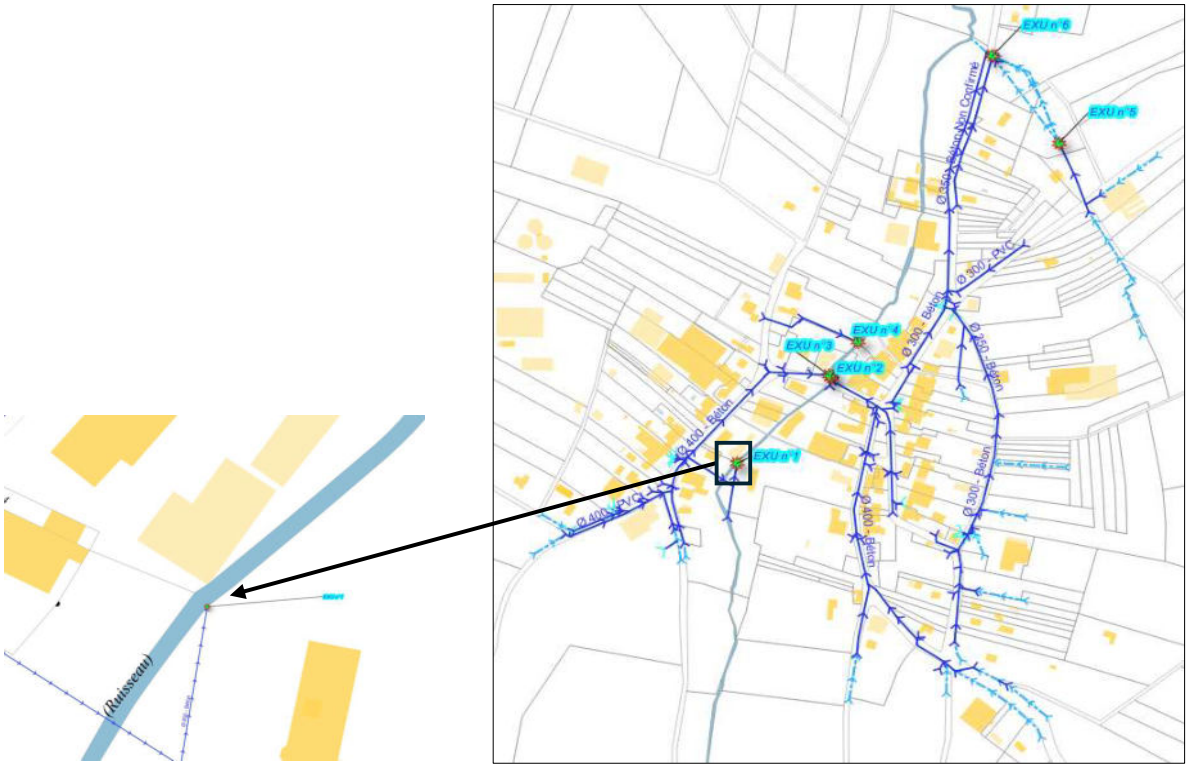
Sortie : Collecteur

Type :	Circulaire	**Date de pose :**	Années "1970"
Matériau :		**Ecoulement par temps sec :**	OUI
Dimensions (mm) :		**Présence d'ouvrages :**	Non

Observations :

_Collecteur béton posé durant les années 1970 : fissures, dépôts, etc.
_Important débit d'eaux claires parasites (drainage d'eaux souterraines, raccordement de fossés et des fontaines sur le réseau pluvial)

Localisation :



COMMUNE D'ANGLEMONT

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Fiche exutoire



Dénomination "ID":	EXU 2
Adresse :	Rue des Fontaines
Localisation :	Rive droite - aval du pont
Type de rejet :	Eaux pluviales et Eaux usées traitées par l'ANC
ID bassin versant raccordé :	
Surface BV raccordé (Ha) :	
Nombre d'immeubles raccordés sur le réseau :	27
Altitude du point de rejet :	282m NGF
Nature du point de rejet	Buse béton Ø1000
Milieu récepteur :	Ruisseau d'Anglemont
Coordonées X (m) "Lambert 93" :	971504
Coordonées Y (m) "Lambert 93" :	6815207

Caractéristiques :

Sortie : Collecteur

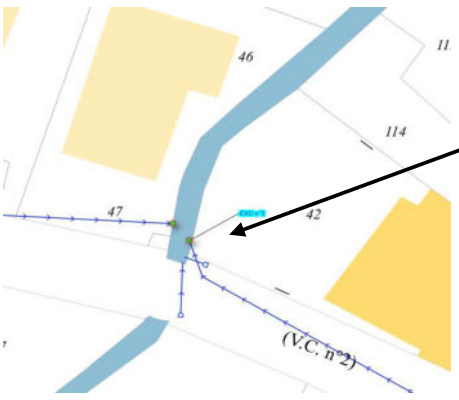
Type :	Circulaire	**Date de pose :**	Années "1970"
Matériau :	Béton	**Ecoulement par temps sec :**	OUI
Dimensions (mm) :	Ø1000	**Présence d'ouvrages :**	Non

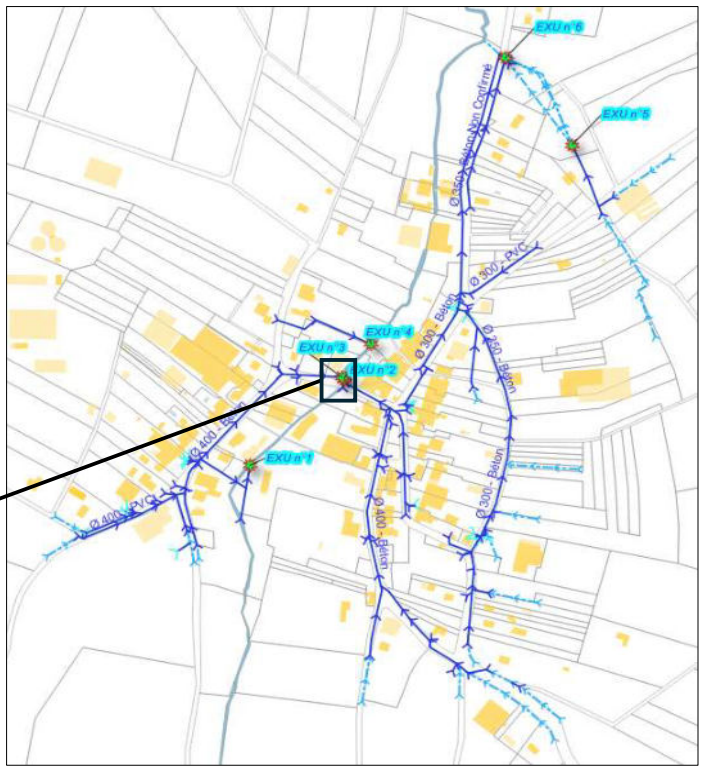
Observations :

_Collecteur béton posé durant les années 1970 : fissures, dépôts, etc.
_Important débit d'eaux claires parasites (drainage d'eaux souterraines, raccordement de fossés et des fontaines sur le réseau pluvial)

Localisation :







COMMUNE D'ANGLEMONT

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Fiche exutoire



Dénomination "ID":	EXU 3
Adresse :	Rue des Fontaines
Localisation :	Rive droite- aval du pont
Type de rejet :	Eaux pluviales et Eaux usées traitées par l'ANC
ID bassin versant raccordé :	
Surface BV raccordé (Ha) :	
Nombre d'immeubles raccordés sur le réseau :	22
Altitude du point de rejet :	281m NGF
Nature du point de rejet	Buse béton Ø1000
Milieu récepteur :	Ruisseau d'Anglemont
Coordonées X (m) "Lambert 93" :	971498
Coordonées Y (m) "Lambert 93" :	6815205

Caractéristiques :

Sortie : Collecteur

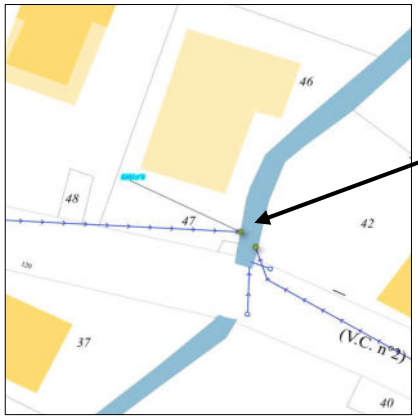
Type :	Circulaire	**Date de pose :**	Années "1970"
Matériau :	Béton	**Ecoulement par temps sec :**	OUI
Dimensions (mm) :	Ø1000	**Présence d'ouvrages :**	Non

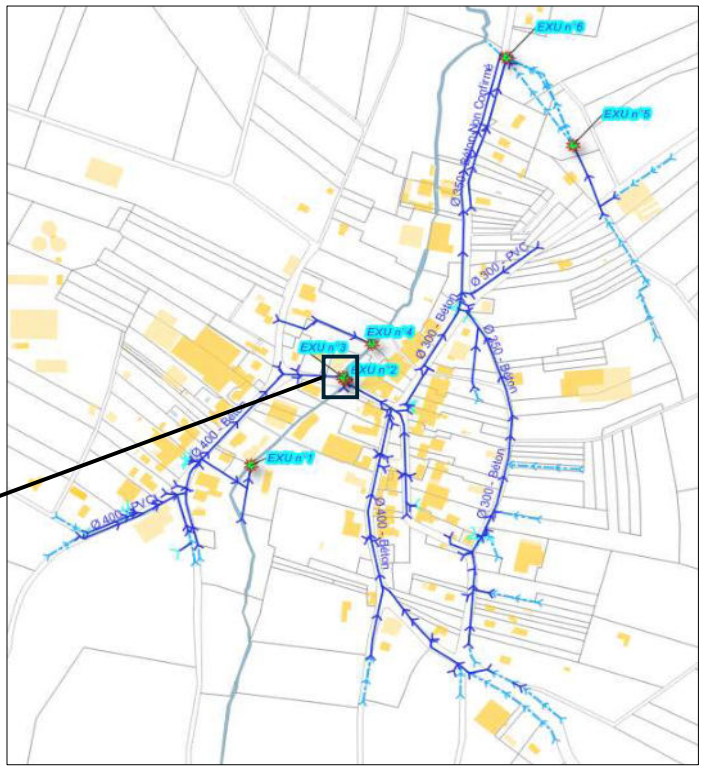
Observations :

_Collecteur béton posé durant les années 1970 : fissures, dépôts, etc.
_Important débit d'eaux claires parasites (drainage d'eaux souterraines, raccordement de fossés et des fontaines sur le réseau pluvial)

Localisation :







COMMUNE D'ANGLEMONT

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Fiche exutoire

Dénomination "ID":	EXU 4
Adresse :	Rue des Fontaines
Localisation :	Rive gauche - aval du pont
Type de rejet :	Eaux pluviales et Eaux usées traitées par l'ANC
ID bassin versant raccordé :	
Surface BV raccordé (Ha) :	
Nombre d'immeubles raccordés sur le réseau :	2
Altitude du point de rejet :	280m NGF
Nature du point de rejet	*Non localisé*
Milieu récepteur :	Ruisseau d'Anglemont
Coordonées X (m) "Lambert 93" :	
Coordonées Y (m) "Lambert 93" :	

Caractéristiques :

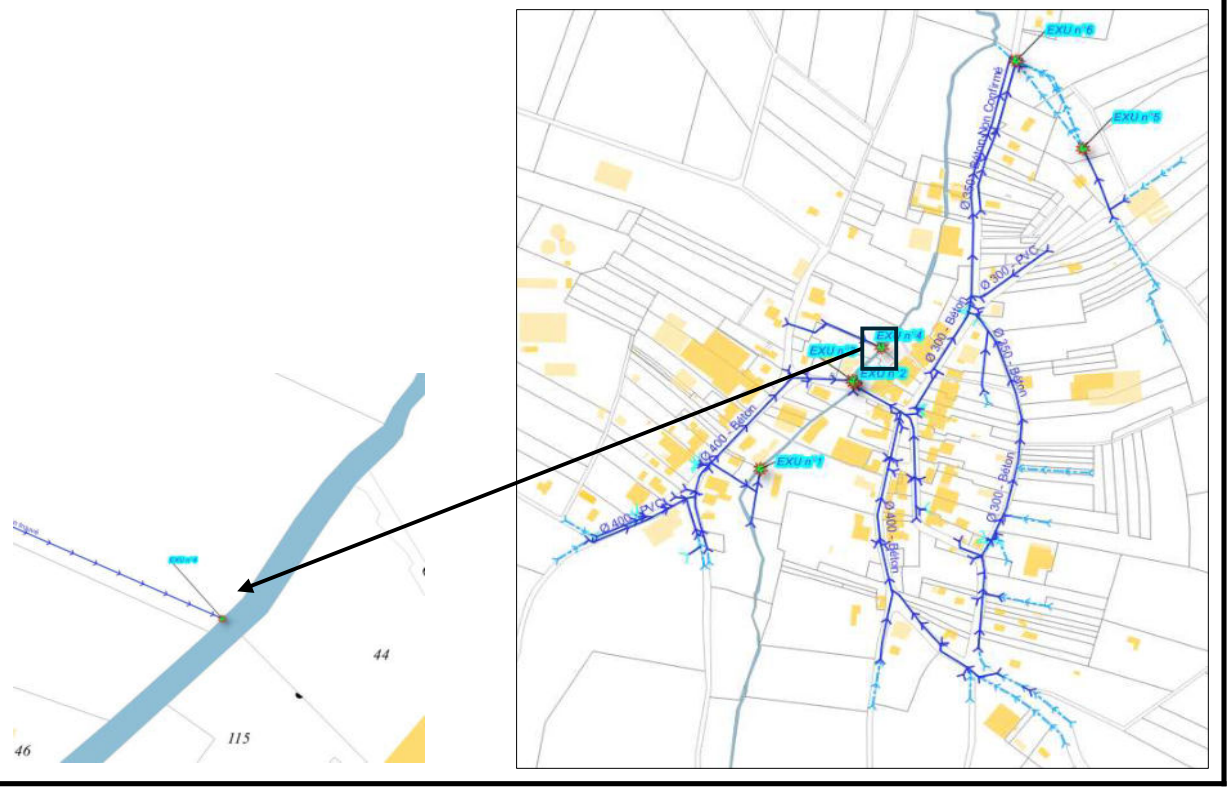
Sortie : Collecteur

Type :	Circulaire	**Date de pose :**	Années "1970"
Matériau :	Béton	**Ecoulement par temps sec :**	OUI
Dimensions (mm) :	Ø400	**Présence d'ouvrages :**	Non

Observations :

_Collecteur béton posé durant les années 1970 : fissures, dépôts, etc.
_Important débit d'eaux claires parasites (drainage d'eaux souterraines, raccordement de fossés et des fontaines sur le réseau pluvial)

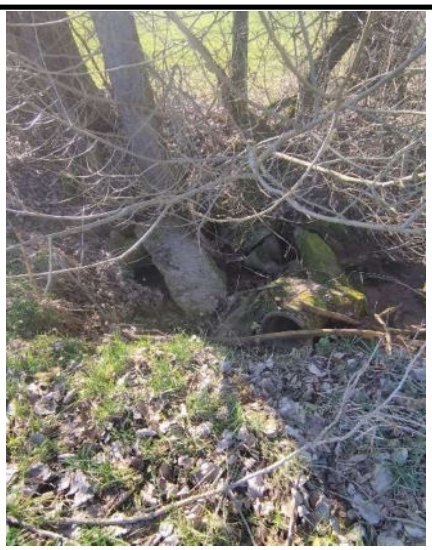
Localisation :



COMMUNE D'ANGLEMONT

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Fiche exutoire



Dénomination "ID":	EXU 5
Adresse :	Chemin des Prés Laurent
Localisation :	Parcelle n°275
Type de rejet :	Eaux pluviales et Eaux usées traitées par l'ANC
ID bassin versant raccordé :	
Surface BV raccordé (Ha) :	
Nombre d'immeubles raccordés sur le réseau :	1
Altitude du point de rejet :	280m NGF
Nature du point de rejet	*Non identifiable*
Milieu récepteur :	Ruisseau d'Anglemont
Coordonées X (m) "Lambert 93" :	971762
Coordonées Y (m) "Lambert 93" :	6815493

Caractéristiques :

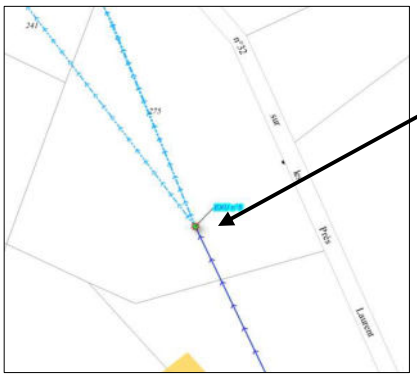
Sortie : Collecteur

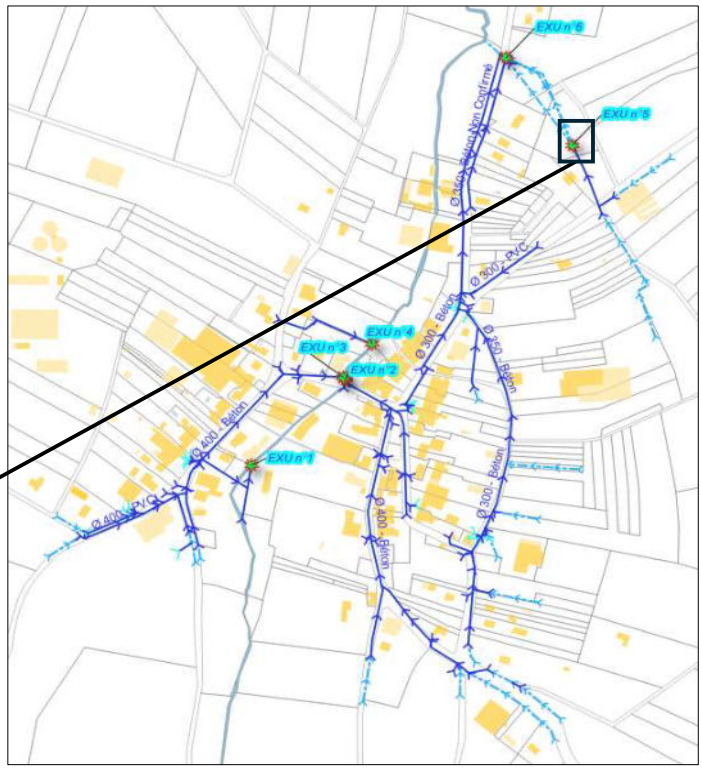
Type :	Circulaire	**Date de pose :**	Années "1970"
Matériau :		**Ecoulement par temps sec :**	OUI
Dimensions (mm) :		**Présence d'ouvrages :**	Non

Observations :

_Collecteur béton posé durant les années 1970 : fissures, dépôts, etc.
_Important débit d'eaux claires parasites (drainage d'eaux souterraines, raccordement de fossés et des fontaines sur le réseau pluvial)
_Buse encombrée







COMMUNE D'ANGLEMONT

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Fiche exutoire



Dénomination "ID":	EXU 6
Adresse :	Rue de la Belvitte
Localisation :	Fossé - parcelle 230
Type de rejet :	Eaux pluviales et Eaux usées traitées par l'ANC
ID bassin versant raccordé :	
Surface BV raccordé (Ha) :	
Nombre d'immeubles raccordés sur le réseau :	12
Altitude du point de rejet :	277m NGF
Nature du point de rejet	Buse béton Ø350
Milieu récepteur :	Ruisseau d'Anglemont
Coordonées X (m) "Lambert 93" :	971685
Coordonées Y (m) "Lambert 93" :	6815599

Caractéristiques :

Sortie : Collecteur

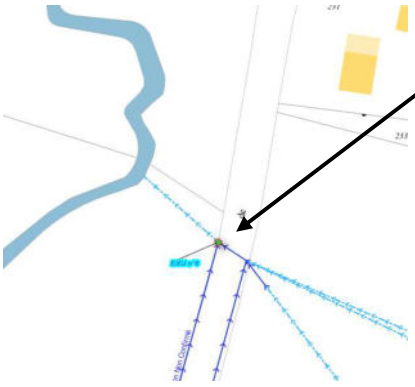
Type :	Circulaire	**Date de pose :**	Années "1970"
Matériau :	Béton	**Ecoulement par temps sec :**	OUI
Dimensions (mm) :	Ø350	**Présence d'ouvrages :**	Non

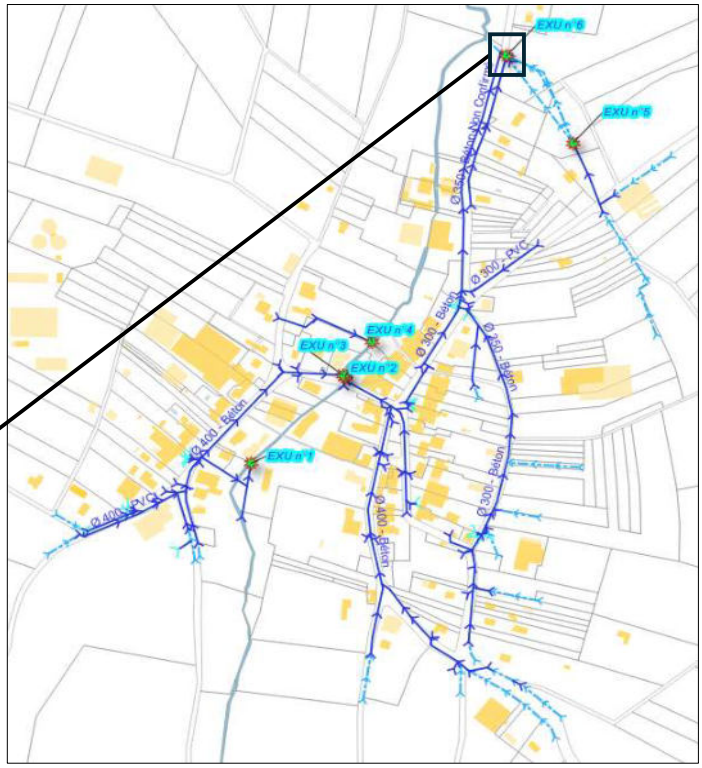
Observations :

_Collecteur béton posé durant les années 1970 : fissures, dépôts, etc.
_Important débit d'eaux claires parasites (drainage d'eaux souterraines, raccordement de fossés et des fontaines sur le réseau pluvial)

Localisation :







ANNEXE 5

_____

PLAN D'ANALYSE DE L'ETAT DES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
COMMUNE D'ANGLEMONT
- Réseau d'assainissement - Pré-diagnostic -
Mai 2025

Légende

Assainissement existant
- Fossé
- Réseaux d'assainissement
- Branchement

Ouvrages
- Grille avaloir
- Regard
- Exutoire

Cadastre

Bâti
- bâti dur
- bâti léger

Cours d'eau

ANGLEMONT

N

ROUAUX

SUR LES PRES LAURENT

HAUT DU BEHAY

PONCE

LE VILLAGE

RAYEUX

DERRIERE LA VILLE

Ruisseau d'Anglemont-->

Ruisseau

Dépôt de matériaux - éxutoire non visible

Exutoire sur terrain privé

Bouchée

Bouchée

Scellé sous enrobé

Terre au fond

Terre au fond

Terre au fond

Scellé sous enrobé

Ø 250 - Non trouvé

Ø 400 - Béton

Ø 400 - PVC

Ø 400 - Béton

Ø 400 - PVC

Ø 350 - Béton Confirmé

Ø 300 - PVC

Ø 300 - Béton

Ø 250 - Béton

Ø 350 - Béton

Ø 350 - Béton

Ø 300 - Béton

Ø 300 - PVC





0 50 100 m

Constatations sur site - mars 2025

LA MAIRIE

VALTERRA
EAU - ÉTUDES - CONSEIL

ANNEXE 6

_____

CARTE DES RESEAUX D'EAUX PLUVIALES ET DES BASSINS VERSANTS ASSOCIES

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
COMMUNE D'ANGLEMONT
- Plan des réseaux d'assainissement et des bassins versants associés -
Mai 2025

LA MAIRIE

N

ANGLEMONT

0 0,5 1 km

EXU n°6
EXU n°5
EXU n°4
EXU n°3
EXU n°2
EXU n°1

Ø 350 - Béton
Ø 300 - Béton
Ø 400 - Béton
Ø 250 - Non trouvé

BV n° 8
S (Ha)= 3.51

BV n° 3
S (Ha)= 1.17

BV n° 9
S (Ha)= 28.77

BV n° 6
S (Ha)= 1.93

BV n° 7
S (Ha)= 18.16

BV n° 1
S (Ha)= 18.02

BV n° 5
S (Ha)= 14.27

BV n° 2
S (Ha)= 19.73

BV n° 4
S (Ha)= 17.29

0 50 100 m

0 0,5 1 km

Légende

- Courbe de niveau
- Bassin versant
- Cours d'eau
- Réseau pluvial
- Fossé
- EXUTOIRE

Bâti

- bâti dur
- bâti léger

VALTERRA
EAU - ÉTUDES - CONSEIL

ANNEXE 7

_____

PLAN D'ASSAINISSEMENT EXISTANT

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
COMMUNE D'ANGLEMONT
- Plan d'assainissement existant -
Mai 2025

N

ANGLEMONT

LA LEVRAYE

A MON LPAISIR

PONCE

LE VILLAGE

DERRIERE LA VILLE

Ruisseau d'Anglemont

(Ruisseau)

Ruisseau

Ø 250 - Non trouvé

Ø 400 - Béton

Ø 300 - Béton

Ø 350 - Béton

Ø 250 - Béton

Ø 200 - PVC

Ø 300 - PVC

Ø 150 - Béton Non Confirmé

A.N.C.
4 logements

Ouvrage AEP

0 50 100 m

F.T. : Informations réunion mairie (mars 2025)

Légende

Assainissement

- Réseau EP
- Branchement

Classification bâti

- Non visité
- P1 : Installation non conforme - Travaux obligatoires sous 4 ans, 1 an si vente (dans l'année, par l'acquéreur)
- P2 : Installation non conforme - Uniquement si vente (dans l'année, par l'acquéreur)
- P3 : Installation conforme - Recommandations d'amélioration du système
- P4 : Installation conforme Pas de travaux
- P5 : Installation non conforme - Travaux dans les meilleurs délais (manque d'information sur le système)
- P6 : Installation non conforme Travaux dans les plus brefs délais
- CC : Contrôle de conception Dépôt dossier réhabilitation auprès du SDANC
- Bâti agricole
- Bâti léger

VALTERRA
EAU - ÉTUDES - CONSEIL

ANNEXE 8

_____

LISTE DES IMMEUBLES IDENTIFIES ET COEFFICIENTS SPECIFIQUES DE DIFFICULTE ASSOCIES

COMMUNE D'ANGLEMONT

Mise à jour du zonage d'assainissement

Liste des immeubles existants et C.S.D. associés

CODIFICATION		
1	Pas de difficulté	
2	Difficulté moyenne	JAUNE
3	Difficulté importante	ORANGE
I	Impossible	ROUGE

Filière qui serait adaptée	
Microstation d'épuration	MS
Filtre compact	F.C
Filière traditionnelle	F.T

AC: Assainissement Collectif

ANC: Assainissement Non Collectif

CONTRAINTES ANC											CONTRAINTES AC	
CARACTERES MAJEURS					CARACTERES MINEURS			*Filière qui serait adaptée*	C.S.D.	Intérêt ANC	Intérêt AC	Code habitat
Numéro habitat	Surface parcelle	Aménagement	Accès	Exutoire	Taille habitation	Topographie parcelle	Linéaire					
1	1	2	1	1	1	1	1	*F.T.*	**20**	OUI	**Non**	GE
2	1	2	1	1	1	1	1	*F.T.*	**20**	OUI	**Non**	GE
3	1	2	1	1	1	1	1	*F.T.*	**20**	OUI	**Non**	GE
4	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	**Non**	GE
5	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	**Non**	GE
6	1	1	1	1	1	1	3	*F.T.*	**20**	OUI	**Non**	GE
7	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	**Non**	GE
8	1	2	1	1	2	1	1	*F.T.*	**40**	OUI	**Non**	GE
9	1	2	1	1	1	1	2	*M.S.*	**30**	OUI	**Non**	GE
10	1	2	1	1	1	1	2	*M.S.*	**30**	OUI	Oui	GP
11	1	1	1	1	1	1	1	*M.S.*	**0**	OUI	Oui	GP
12	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	Oui	GP
13	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
14	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
15	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
16	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
17	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
18	1	2	2	1	1	1	1	*M.S.*	**40**	OUI	Oui	GP
19	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
20	1	1	1	1	1	1	1	*M.S.*	**0**	OUI	Oui	GP
21	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	Oui	GP
22	1	1	1	1	1	1	1	*F.C.*	**0**	OUI	**Non**	GE
23	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	**Non**	GE
24	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	Oui	GP
25	1	2	1	1	1	1	2	*M.S.*	**30**	OUI	Oui	GP
26	I	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**120**	OUI	Oui	GI
27	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
28	1	2	1	1	2	1	1	*M.S.*	**40**	OUI	Oui	GP
29	1	3	1	1	3	1	1	*F.C.*	**100**	OUI	Oui	GP
30	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
31	1	3	1	1	1	1	1	*M.S.*	**50**	OUI	Oui	GP
32	1	3	1	1	1	1	1	*M.S.*	**50**	OUI	Oui	GP
33	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	Oui	GP
34	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	Oui	GP
35	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	Oui	GP
36	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
37	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	Oui	GP
38	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	Oui	GP
39	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
40	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
41	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	Oui	GP
42	1	1	1	1	1	1	1	*F.C.*	**0**	OUI	Oui	GP
43	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	Oui	GP
44	1	2	1	1	1	1	1	*F.T.*	**20**	OUI	**Non**	GE
45	1	1	1	1	1	1	1	*F.T.*	**0**	OUI	**Non**	GE
46	1	2	1	1	1	1	1	*F.T.*	**20**	OUI	**Non**	GE
47	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	**Non**	GE
48	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	**Non**	GE
49	1	1	1	1	1	1	1	*F.T.*	**0**	OUI	**Non**	GE
50	1	1	1	1	1	1	1	*F.C.*	**0**	OUI	**Non**	GE
51	1	1	1	1	1	1	1	*F.T.*	**0**	OUI	**Non**	GE
52	1	2	3	1	1	1	1	*M.S.*	**70**	OUI	Oui	GP
53	1	1	1	1	1	1	2	*F.T.*	**10**	OUI	Oui	GP
54	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	Oui	GP
55	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	**Non**	GE
56	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	**Non**	GE
57	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	Oui	GP
58	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	Oui	GP
59	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
60	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
61	1	2	1	1	1	1	2	*M.S.*	**30**	OUI	Oui	GP
62	1	2	1	1	1	1	2	*M.S.*	**30**	OUI	Oui	GP
63	1	2	1	1	1	1	2	*M.S.*	**30**	OUI	Oui	GP
64	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
65	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
66	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
67	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
68	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
69	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	Oui	GP
70	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	Oui	GP
71	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	Oui	GP
72	1	2	2	1	1	1	1	*M.S.*	**40**	OUI	Oui	GP
73	1	2	1	1	1	1	1	*M.S.*	**20**	OUI	Oui	GP
74	1	1	1	1	1	1	1	*M.S.*	**0**	OUI	Oui	GP
75	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	**Non**	GE
76	1	1	1	1	1	1	2	*F.T.*	**10**	OUI	**Non**	GE
77	1	2	1	1	3	1	2	*F.C.*	**80**	OUI	**Non**	GE
78	1	2	1	1	2	1	1	*F.T.*	**40**	OUI	**Non**	GE
79	1	2	1	1	1	1	1	*F.C.*	**20**	OUI	Oui	GP

ANNEXE 9

_____

PROPOSITION DU SCENARIO D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
COMMUNE D'ANGLEMONT
- Proposition du scénario d'assainissement collectif -
Mai 2025

ANGLEMONT

HAUT DU ROUAUX

SUR LES PRES LAURENT

HAUT DU BEHAY

PONCE

LE VILLAGE

DERRIERE LA VILLE

Ruisseau

STEU
Proposition pour Mairie
(cf. rapport)

PR1

PR2

Tr1

N

0 50 100 m

Légende

Projet assainissement
- Traversée sous ruisseau (Fonçage)
- Réseau des eaux usées projeté
- Canalisation de refoulement projetée
- Poste de refoulement projeté
- Site de traitement - Proposition Mairie

Topographie
- Point Haut
- Point Bas

Configuration de l'habitat
- (Groupement Exclu) GE
- (Groupement Possible) GP
- (Groupement Indispensable) GI

VALTERRA
EAU - ÉTUDES - CONSEIL

ANNEXE 10

_____

FICHES GEPU

COMMUNE D'ANGLEMONT

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Fiche GEPU



Localisation

Rue de la Belvitte (centre bourg)

Type d'immeubles

Habitations individuelles mitoyennes

Mode de gestion des eaux pluviales

Rejet direct vers le réseau EP

_ EP des toitures (descentes de toiture)

Observations :

_ Rejets directs des eaux pluviales via un branchement (ou plusieurs) vers le réseaux EP
_ Importante surface de l'usoir (surface entre bâti et voirie/trottoir)

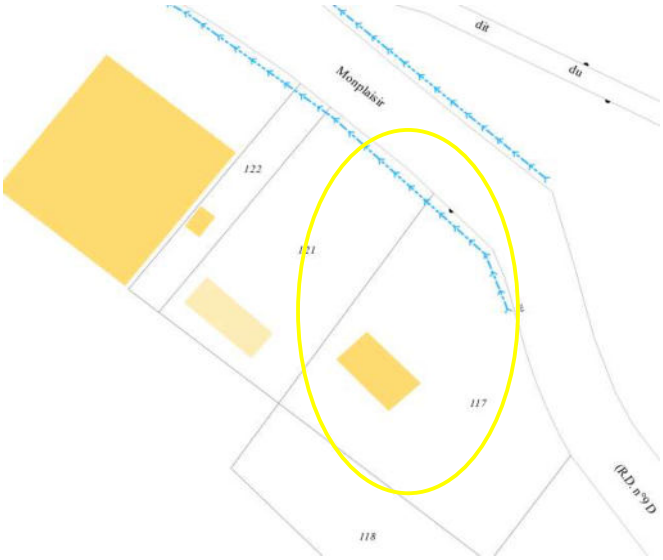
Localisation :



COMMUNE D'ANGLEMONT

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Fiche GEPU



Localisation

Rue Monplaisir (sortie du bourg)

Type d'immeubles

Maison individuelle isolée

Mode de gestion des eaux pluviales

Rejet direct vers un fossé

_ EP des toitures (descentes de toiture)

Observations :

_ Rejets directs des eaux pluviales via plusieurs branchements vers le fossé
_ Importante surface de terrain

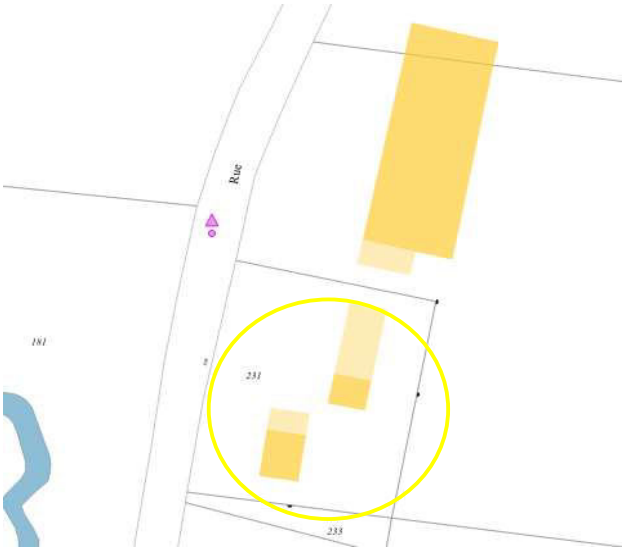
Localisation :



COMMUNE D'ANGLEMONT

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Fiche GEPU



Localisation

Rue de La Belvitte (sortie du bourg)

Type d'immeubles

Habitations individuelles non accolées

Mode de gestion des eaux pluviales

Rejet direct vers le terrain

_ EP des toitures (descentes de toiture)

Observations :

_ Rejets des eaux pluviales par infiltration sur le terrain
_ Importante surface de terrain

Localisation :

